



COMMUNE DE L'ORBRIE

(Vendée)



PLAN LOCAL D'URBANISME



PIÈCE I – RAPPORT DE PRÉSENTATION

VOLUME 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil Municipal pour arrêt de projet
en date du 06 Juillet 2017

Le Maire, Mme Noëlla LUCAS



Juillet 2017

PLAN LOCAL D'URBANISME	PRESCRIT	PROJET ARRÊTÉ	PROJET APPROUVÉ
Élaboration	02/07/2014	06/07/2017	

COMMUNE DE L'ORBRIE

PLAN LOCAL D'URBANISME

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	7
DIAGNOSTIC TERRITORIAL.....	17
<i>L'héritage historique.....</i>	<i>19</i>
<i>La situation socio-économique : état des lieux et prospective</i>	<i>31</i>
<i>Prévisions de développement économique</i>	<i>47</i>
<i>Les activités agricoles et sylvicoles</i>	<i>51</i>
<i>L'exposition de la population aux risques.....</i>	<i>59</i>
<i>Les équipements et les services</i>	<i>73</i>
<i>Les déplacements</i>	<i>83</i>
<i>L'organisation des espaces bâtis</i>	<i>91</i>
ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	107
<i>Le milieu physique</i>	<i>109</i>
<i>La trame verte et bleue.....</i>	<i>121</i>

PRÉAMBULE

Article L.101-1 du Code de l'Urbanisme

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

CADRE GÉNÉRAL DU PROJET

La commune de L'Orbrie dispose actuellement d'un Plan d'Occupation des Sols, approuvé le 19 Décembre 2001 et modifié le 27 Janvier 2015.

Par délibération du 2 Juillet 2014, le Conseil Municipal de L'Orbrie a décidé de prescrire l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme, conformément à l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme.

Créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 Décembre 2000, le Plan Local d'Urbanisme remplace le Plan d'Occupation des Sols en y intégrant notamment un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Destiné aux communes où sont présents des enjeux territoriaux importants, ce document d'urbanisme est ainsi un projet d'aménagement complet. Il permet de maîtriser le développement urbain (localisation des zones constructibles), de le planifier (phasage temporel) et d'en préciser la qualité (dispositions réglementaires).

Le Plan Local d'Urbanisme doit respecter trois grands objectifs de gestion spatiale inscrits dans la Loi SRU :

- › L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé [...] d'une part et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part [...]
- › La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural [...]
- › Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux [...]

OBJECTIFS DU PROJET

Les objectifs ayant conduit l'équipe municipale à prescrire l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme, énumérés à la délibération du 2 Juillet 2014, sont les suivants :

- › Définir l'affectation des sols et organiser l'espace communal pour permettre un développement harmonieux de la commune.
- › Favoriser la revitalisation du centre urbain par l'utilisation des espaces encore disponibles dans les zones bâties.
- › Définir les espaces à urbanisation future en limitant l'étalement urbain.
- › Protéger et mettre en valeur les espaces agricoles et naturels.
- › Rechercher la qualité architecturale et paysagère des sites remarquables.

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU TERRITOIRE

Localisation du territoire

L'Orbrie est une commune de 807 habitants au recensement INSEE de 2013, localisée au Sud-Est du département de la Vendée.

La commune est située à 3 kilomètres au Nord-Est de Fontenay-le-Comte, commune limitrophe et Sous-Préfecture du département de la Vendée, à 53 kilomètres au Sud-Est de La Roche-sur-Yon, chef-lieu du département, et à 100 kilomètres au Sud-Est de Nantes, capitale régionale. Elle est par ailleurs limitrophe des communes de Mervent, Pissotte et Saint-Michel le Cloucq.

Situation de la commune à l'échelle régionale



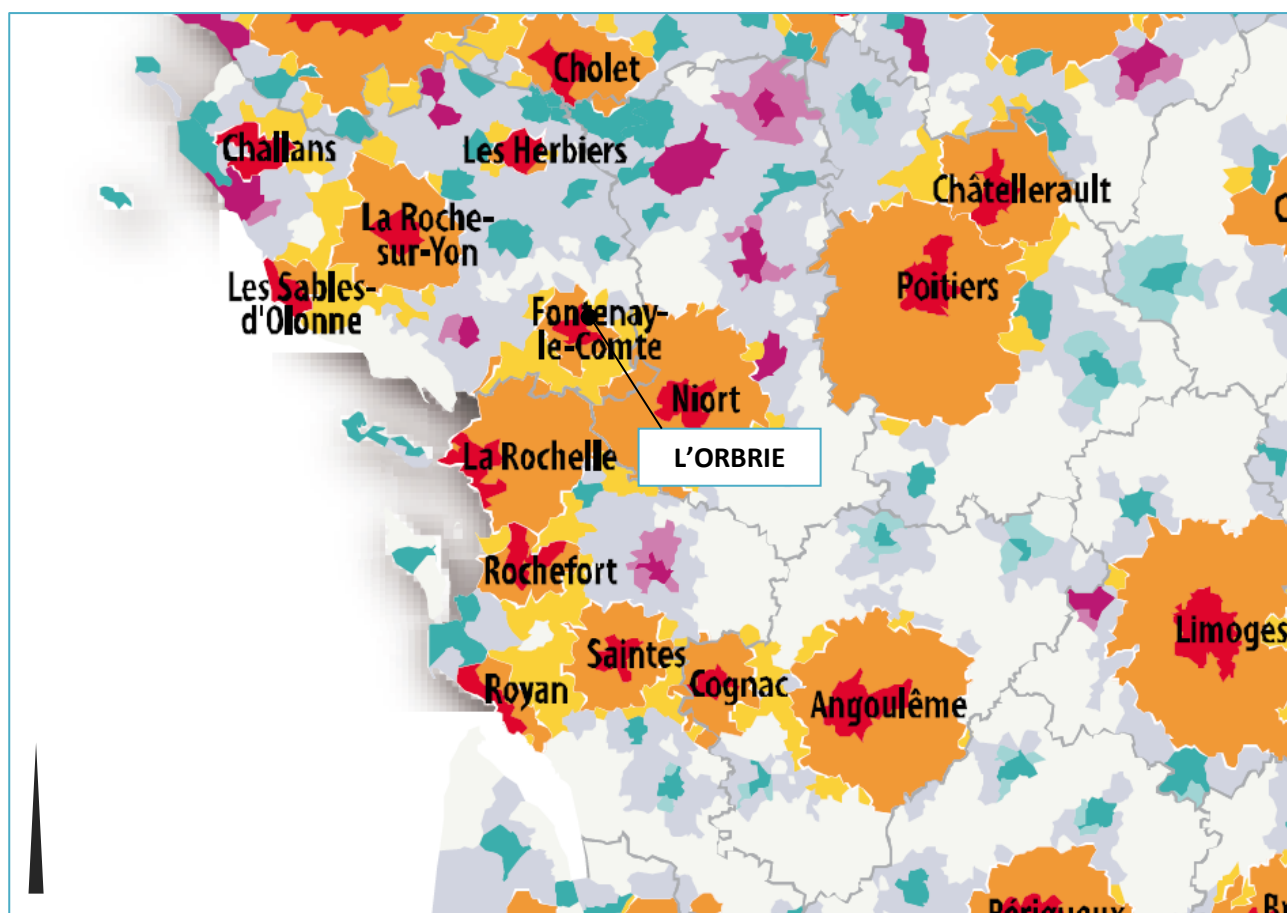
Source : SIG PARCOURS – Données IGN SCAN 1000 – Échelle : 1/750 000

Situation du territoire

L'Orbrie est une commune à dominante périurbaine du canton de Fontenay-le-Comte, intégrée à l'aire urbaine et au pôle de Fontenay-le-Comte tel que défini par l'INSEE (cf. carte ci-après). La commune possède une fonction résidentielle importante et croissante pour les actifs travaillant sur Fontenay-le-Comte ou d'autres pôles plus éloignés du département. En 2013, 90,9% des actifs travaillaient à l'extérieur de la commune.

Outre les services de proximité proposés sur la commune, les habitants de L'Orbrie peuvent accéder aux services, aux équipements et aux emplois de Fontenay-le-Comte.


Carte des aires urbaines 2010 (INSEE)



Source : INSEE, Carte des aires urbaines 2010 – Échelle approximative : 1/1 500 000^{ème}

ESPACE DES GRANDES AIRES URBAINES

GRANDES AIRES URBAINES

- Grands pôles
- Couronnes des grands pôles
- Communes multipolarisées des grandes aires urbaines
-  Nom des grandes aires urbaines

ESPACE DES AUTRES AIRES

AIRES MOYENNES

- Pôles moyens
- Couronnes des pôles moyens

PETITES AIRES

- Petits pôles
- Couronnes des petits pôles

AUTRES COMMUNES MULTIPOLARISÉES

- COMMUNES ISOLÉES, HORS INFLUENCE DES PÔLES

Situation politique

- **La Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte**



L'Orbrie fait partie de la Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte. L'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compte 20 communes qui représentent 30 485 habitants selon les chiffres du recensement INSEE de 2013.

La communauté de communes est régie par les statuts en vigueur (Conseil Communautaire du 19 Décembre 2011, Arrêté Préfectoral n°12-SPF-15 du 19 Mars 2012).

- « Loi NOTRe » et réforme des intercommunalités

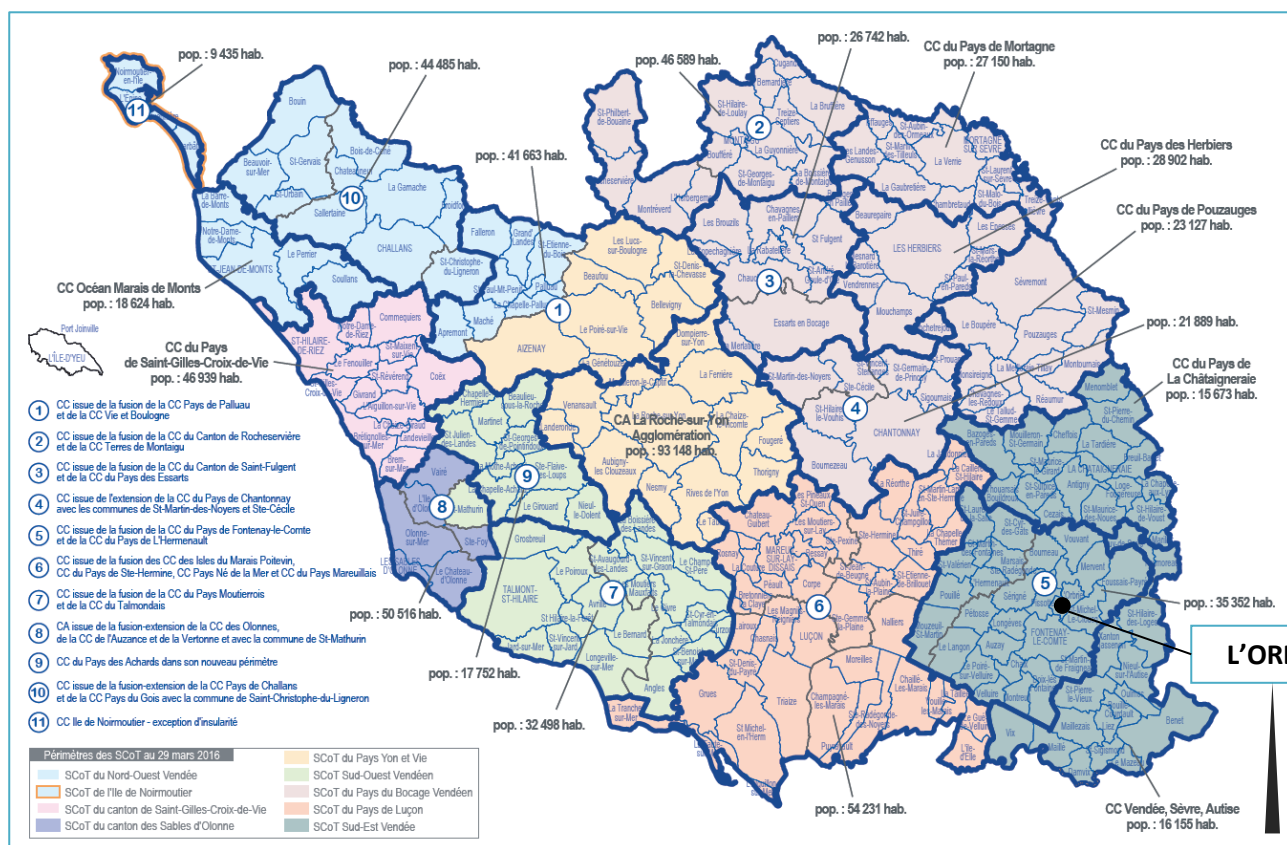
La Loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), publiée au Journal Officiel du 8 Août 2015, porte révision des Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale (SDCI) à travers son titre II, « Intercommunalités renforcées ».

Les objectifs de la Loi visent à achever la couverture territoriale entamée avec la Loi n°2010-1563 du 16 Décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales (dite « Loi RCT »), à faire disparaître les enclaves, à développer une cohérence avec les bassins de vie et à réduire le nombre de structures syndicales.

Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale 2016 de la Vendée a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°2016-DRCTAJ/3-96 en date du 29 Mars 2016.

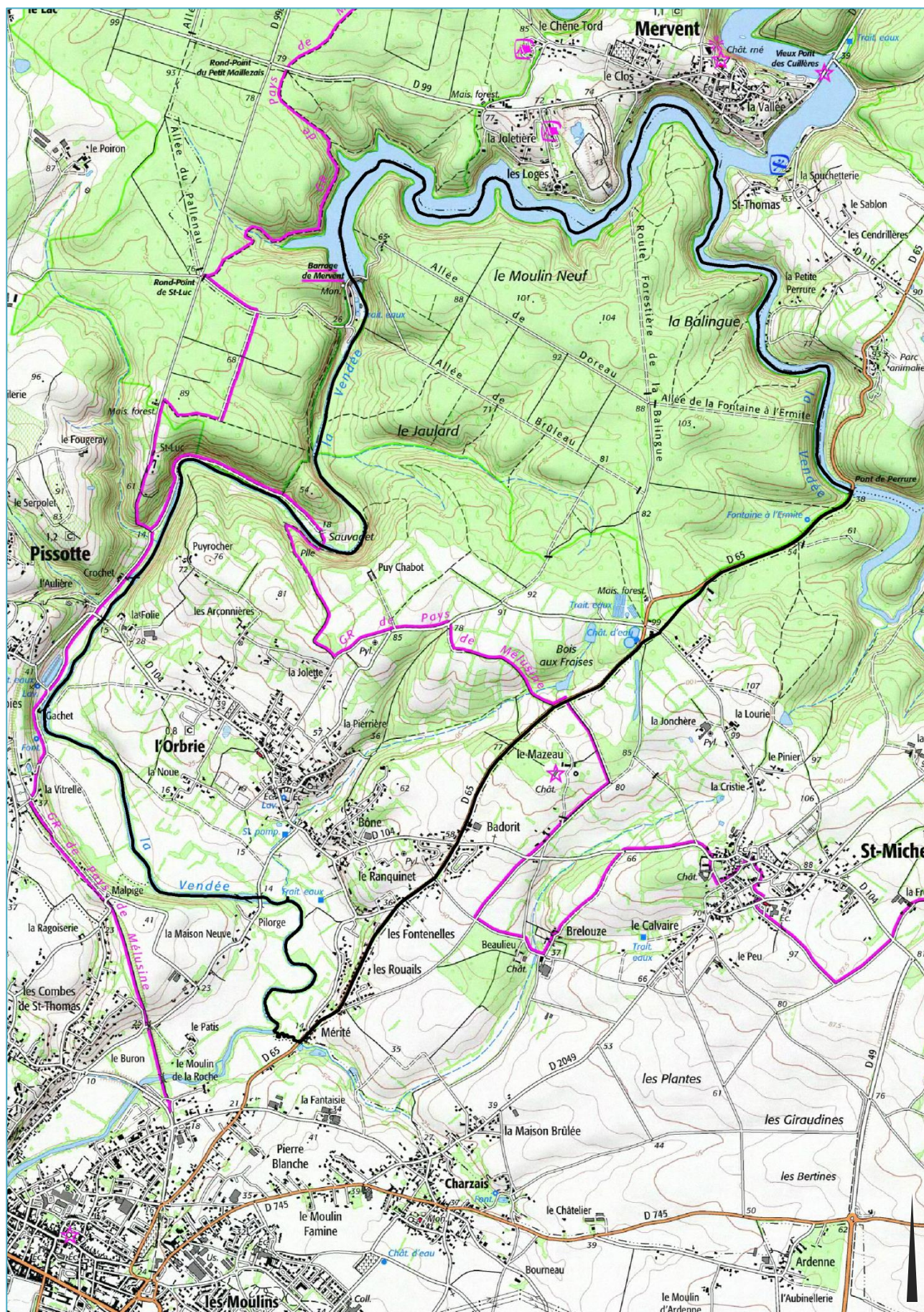
Dans ce cadre, la Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte fusionne, au 1^{er} Janvier 2017, avec la Communauté de Communes du Pays de l'Hermenault (8 communes). Le nouvel ensemble compterait ainsi 35 352 habitants (chiffre 2013).

Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) 2016



Source : Préfecture de la Vendée – Mars 2016

Cartographie du territoire et occupation des sols



Source : SIG PARCOURS – Données IGN SCAN 25 – Échelle : 1/25 000

La commune de L'Orbrie est globalement de forme allongée et couvre 963 hectares.

Le territoire communal est occupé comme suit : à 33,6 % de terres agricoles, à 57,1 % de forêts et milieux semi-naturels, à 6,2 % de terres artificialisées (bourg, espaces bâti) et à 3,1 % de cours d'eau et plans d'eau.¹

Les boisements et milieux naturels sont concentrés sur la partie Nord du territoire communal. Le thème de la Forêt est traité spécifiquement plus avant dans le présent rapport.

En partie Sud, outre les espaces naturels qui bordent le Chemin des Bajardries et celui des Gargouillets, l'espace est majoritairement occupé par des prairies agricoles.


Au centre de cet espace Sud se trouve le Bourg qui a une forme allongée selon un axe Nord-Ouest/Sud-Est. En extension vers l'Est et le long de la RD 65, « Le Ranquinet », « Bône », « Les Fontenelles » et « Badorit », « Mérité » sont également des espaces bâtis en direction de Fontenay-le-Comte.

Enfin, la Vendée marque la limite Nord et Ouest de la commune (*non représentée à la carte suivante, le Corine Land Cover ne représentant que les espaces d'une superficie de plus de 25 hectares*). Au Nord du barrage de Mervent, une retenue marque la limite avec la commune de Mervent.

LÉGENDE CORINE Land Cover

(Carte en page suivante)


Territoire artificialisés – Zones urbanisées

 112 – Tissu urbain discontinu


Territoire artificialisés – Zones industrielles ou commerciales et réseaux de communication

 121 – Zones industrielles et commerciales


Territoire agricoles – Terres arables

 211 – Terres arables hors périmètres d'irrigation

Territoire agricoles – Prairies


 231 – Prairies

Territoire agricoles – Zones agricoles hétérogènes


 243 – Surf. essentiellement agricoles, interrompues par des esp. nat. impts

Forêts et milieux semi-naturels – Forêts

 311 – Forêts de feuillus

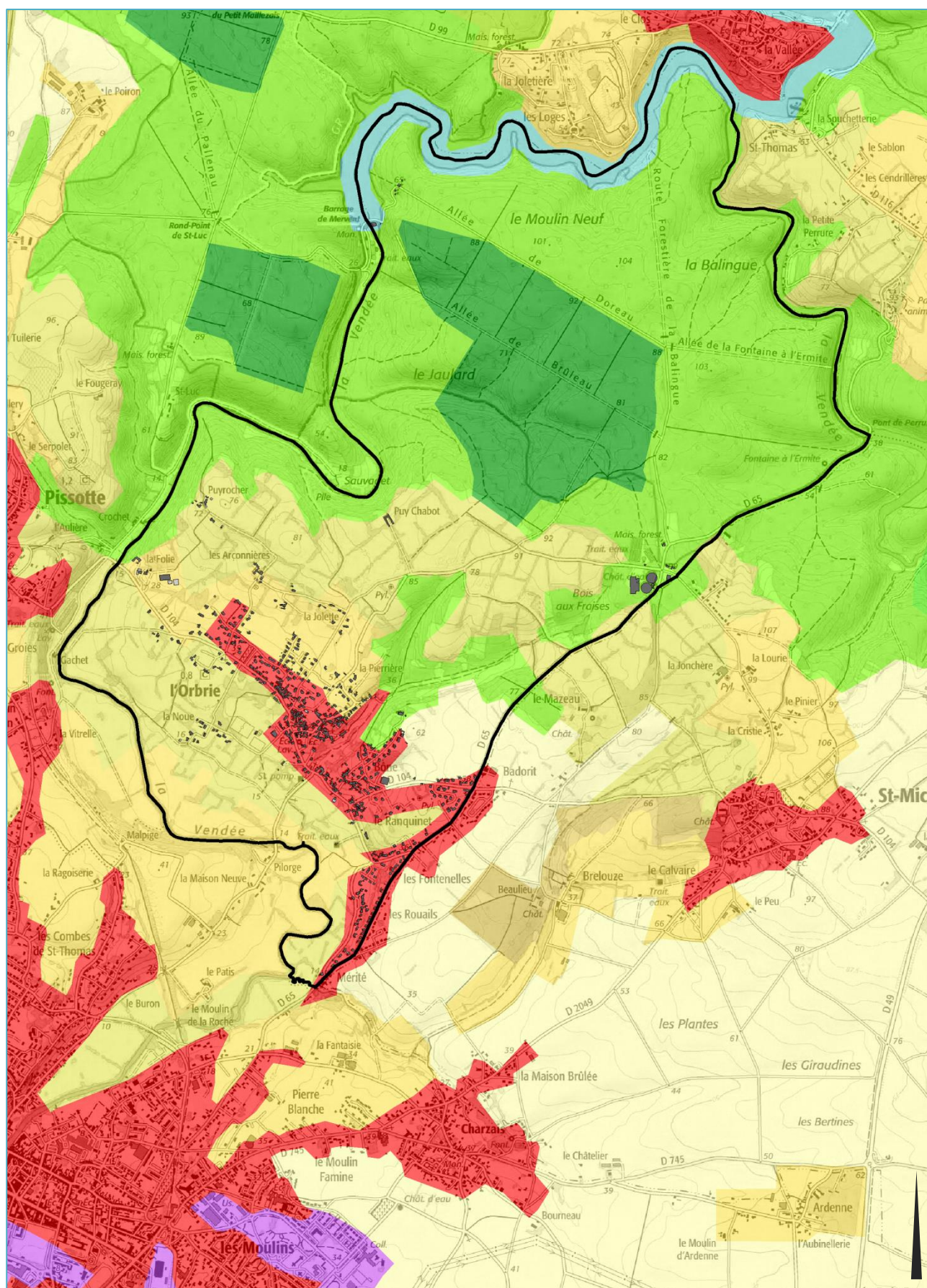
 312 – Forêts de conifères

Surfaces en eau – Eaux continentales

 512 – Plans d'eau

¹ Source : Base de données Corine Land Cover 2006.

Occupation du Sol à L'Orbrie



Source : SIG PARCOURS – Données IGN SCAN 25, CORINE Land Cover 2006, Cadastre DGFIP – Échelle : 1/70 000

PREMIÈRE PARTIE

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

ÉLÉMENTS D'HISTOIRE



Les éléments suivants sont issus des données communiquées par la Mairie de L'Orbrie.

L'implantation humaine à L'Orbrie est probablement préhistorique. La proximité immédiate de la Vendée a certainement favorisé la sédimentation en raison de la présence d'eau douce disponible en permanence.

Des silex taillés, des haches de pierre polie ont été trouvés en différents endroits de la commune, laissant supposer des implantations de petits groupes. La « pierre sorcelière », dans la propriété de « La Folie », en face du Roc Saint-Luc, et la « Chaise à Moïse », détruite au début du XX^{ème} siècle, à proximité de « Puy-Chabot », sont des témoins de cette époque.

L'origine du nom de la commune est incertaine. L'orthographe ancienne souvent employée était *Lorberie* ou *L'Orbeyrie*. Une charte du XI^{ème} siècle mentionne *Villa Orbeia*, ce qui laisse supposer, par déclinaison, l'existence d'un domaine agricole à l'époque gallo-romaine ayant appartenu à un *Orbeius*. Cette villa se serait trouvée le long du Chemin de la Chaume, au Nord de l'actuel Bourg.

De l'époque gallo-romaine ont été conservées des statuettes en bronze, trouvée à « Puy-Chabot » et une statue d'Epona, déesse protectrice des chevaux, trouvée sur le site possible de la *Villa Orbeia*, et dont il a été fait don au Musée d'archéologie nationale de Saint-Germain-en-Laye (cf. photo ci-contre).

Des fragments de tuiles romaines plates à rebord (*tegula*), trouvés à « Bône », des vestiges de camps fortifiés à « Saint-Luc », « Sauvaget » et « Puy-Chabot », permettent de supposer l'importance de l'implantation humaine à L'Orbrie dès l'Antiquité.



Statuette de la déesse Epona, reproduction conservée au Musée de Fontenay-le-Comte

Source : Association Vendéenne de Géologie

Au Moyen-Âge, le village se structure en fiefs. La toponymie en a parfois gardé trace : « Fief Garnier », « Fief aux Prêtres ». Un Prieuré, dépendant de l'Abbaye de Bourgueuil, s'installe dans le Bourg.

La population vit principalement de la forêt proche. Cependant, les cultures s'organisent, utilisant au mieux les prairies riches mais humides du Sud de la commune, les terres lourdes du Nord et, plus encore, les coteaux à flancs calcaires où la vigne s'installe rapidement. L'Orbrie devient village de vignerons et prend Saint-Vincent comme patron.

Pendant la Guerre de Cent ans, comme une large partie Ouest de la France, la commune connaît une domination anglaise.

À l'occasion des Guerres de Religion, L'Orbrie échappe aux désastres que connaît notamment Fontenay-le-Comte. Il semble cependant que ses habitants aient pris des dispositions pour se protéger des troubles. En

1909, une salle voûtée est découverte à « Beauval », qui pourrait dater de cette époque, et d'où partent trois souterrains. Ces galeries étaient pourvues de gonds très importants et munies de larges rainures permettant de clore avec d'épais madriers. Ces galeries sont orientées vers Fontenay-le-Comte, vers le Presbytère et vers « Bône ». Ces souterrains refuges n'ont pas été, pour l'heure, dégagés et explorés.

En 1601, l'église primitive du village (citée dès 1197 à *Orbaria*) est agrandie et restaurée. C'est la chapelle de la Seigneurie de « La Court » qui devient église paroissiale. Ce fief, également appelé jusqu'à la Révolution française « Seigneurie de L'Orbrie », comprenait la propriété actuelle de « La Court », celle de « Beauval » et s'étendait sur les deux flancs du *Ruisseau du Riel*. Une porte Renaissance a été conservée.

Parmi les autres fiefs qui composaient la commune à l'époque médiévale, on peut également citer « Puy-Chabot ». Le nom est dérivé du Latin *podium*, de par sa situation dominant la vallée de *la Vendée*. On trouve de nombreux « Puy » en France globalement et en Vendée en particulier : le « Puy-du-Fou », « Puy-de-Serre », « Puy-Rocher » à L'Orbrie, ou encore « Puy-Sault » qui deviendra par la suite la commune limitrophe de Pissotte.

« Puy-Chabot », sur la rive gauche de la Vendée, et le « Roc Saint-Luc », sur la rive droite, portaient chacun un *oppidum* protégeant le camp romain de « Sauvaget ». Au « Roc Saint-Luc », les restes en sont visibles. Pour y parvenir, on traverse le « Bois de la Dolabre », du nom de l'outil, mi-pelle mi-bêche, que le légionnaire romain portait à sa ceinture. Un tel outil a été retrouvé dans le bois éponyme. La Seigneurie de « Puy-Chabot » dépendait des Seigneurs de Vouvant et de Mervent.

On peut également citer le fief du « Pinier », dans la partie Nord-Ouest du Bourg, dont témoigne un portail en arc, probablement de même époque que celui de « La Court », le fief des « Arçonnieres », situé sur le coteau au Nord-Ouest du Bourg, dont dépendait la borderie de « La Folie » et la métairie de « Puy-Rocher ». Là encore, un portail rappelle ceux de « La Court » et « Le Pinier ».

L'estimation de la population à cette époque est imprécise. Néanmoins, certains éléments permettent d'évaluer 200 habitants au sortir des Guerres de Religion, 350 environ à la fin du XVII^{ème} siècle, et 484 pendant la Révolution, selon la statistique de Cavoleau, administrateur du Département.

La Carte de Cassini (milieu du XVIII^{ème} siècle), reproduite en page suivante, permet d'avoir une idée de la répartition de la population sur le territoire communal. Les fiefs mentionnés ci-avant y sont représentés, et notamment celui des « Arçonnieres », dont l'importance devait être significative.

On notera par ailleurs l'importance de l'activité agricole dans la partie Sud-Est de la commune, comme en témoigne le nombre de moulins figurés sur la carte entre L'Orbrie et « Le Mazeau » et Saint-Michel-le-Cloucq.

La Révolution française ne semble pas avoir laissé de trace à L'Orbrie. Les Guerres de Vendée (1793/1796) entre Royalistes et Républicains impactent peu la commune. Les troubles sont concentrés sur le Nord du département, en « Vendée militaire ». Si les Chouans prennent Fontenay-le-Comte en Mai 1795, ils n'y restent que peu et aucun dégât notable n'est à déplorer. Le Sud de la Vendée est plutôt favorable à la République.

La paroisse de L'Orbrie est rattachée à l'Archipresbytérat de Fontenay-le-Comte en 1801, au moment du Concordat. Elle est de nouveau instituée en paroisse autonome en 1837 et c'est à cette époque que l'église est restaurée (1840/1848). En 1867 est construit le clocher actuel, doté de trois cloches en 1877 qui sont toujours en place à l'heure actuelle et forment un carillon. L'édifice est de nouveau restauré en 1898 à l'exception du clocher.

Extrait de la carte de Cassini (milieu du XVIII^{ème} siècle)



Source : IGN Géoportail

LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Réglementation concernant l'archéologie préventive

Les articles du livre V, titre II, chapitre 4 du Code du Patrimoine (partie législative) et le Décret n°2004-490 du 03 Juin 2004 ont modifié la prise en compte du patrimoine archéologique dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Le décret n°2004-490 du 03 Juin 2004 est relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive :

« L'archéologie préventive a pour but d'assurer la protection des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par des travaux publics ou privés concourant à l'aménagement ».

« Les mesures édictées par la loi précitée en matière d'archéologie doivent être prises en compte par les Plans Locaux d'Urbanisme dans la mesure où elles concernent les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ».

Réglementation concernant la découverte de sites archéologiques

L'article L.531-14 du Code du Patrimoine est applicable à l'ensemble du territoire communal :

« Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, ruines, [...], ou plus généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie ».

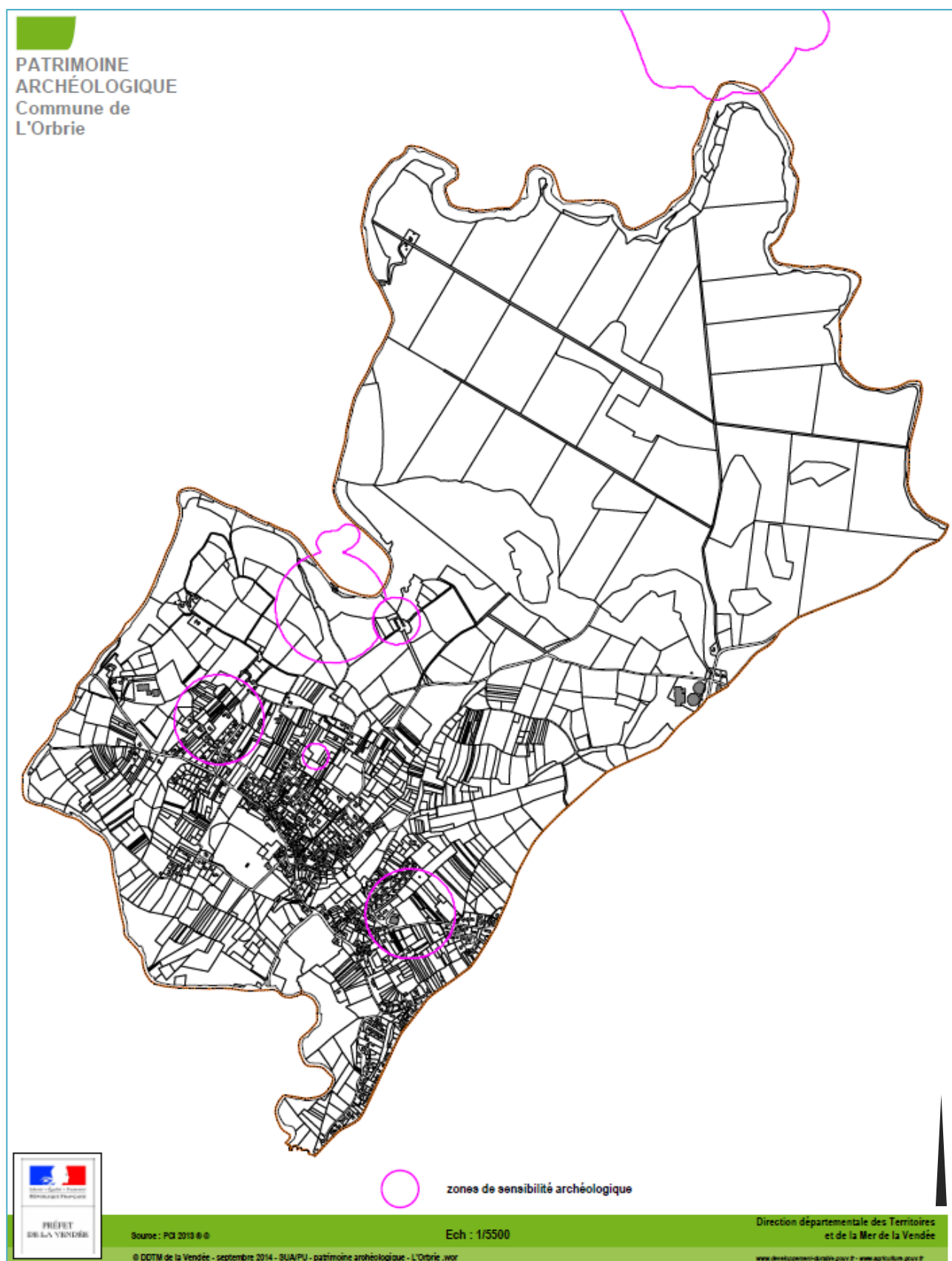
■ **Direction Régionale des affaires Culturelles**
Service régional de l'archéologie
1 rue Stanislas Baudry – BP. 63518
44 035 NANTES Cedex 1

Inventaire des sites archéologiques connus sur le territoire

Numéro de l'entité	Description (Objet / Époque)
85 167 0002	Manoir / Moyen-Âge
85 167 0004	Statue / Époque gallo-romaine
85 143 0003	Château-fort / Moyen-Âge
85 143 0008	Bâtiment, grenier, habitat groupé, source aménagée / Âge du Fer
85 143 0007	Oppidum, rempart / Âge du Fer
85 167 0006	Habitat / Époque gallo-romaine
85 167 0003	Hypocauste, villa / Époque gallo-romaine
85 167 0005	Enceinte / Âge du Fer
85 176 0001	Talus / Époque gallo-romaine

Source : DRAC Pays de la Loire

Localisation des sites archéologiques



Source : DDTM de la Vendée

LE PATRIMOINE BÂTI

Les monuments historiques

La commune ne possède pas de monument historique sur son territoire.

Inventaire du patrimoine bâti

On peut observer sur la commune des éléments patrimoniaux dont la qualité architecturale est à noter.

- **Mairie et Parc de la Grotte**

La Mairie est un bâtiment du milieu du XIX^{ème} siècle, construit à l'emplacement d'un rendez-vous de chasse antérieur.

Un parc paysager est créé dès la construction, où sont conservés de beaux arbres préexistants. Il est composé d'un jardin en arabesque bordé de roses avec des arcades devant la demeure et entouré, de chaque côté, par un jardin anglais, complété par deux potagers et un verger (à l'emplacement de la salle communale actuelle).

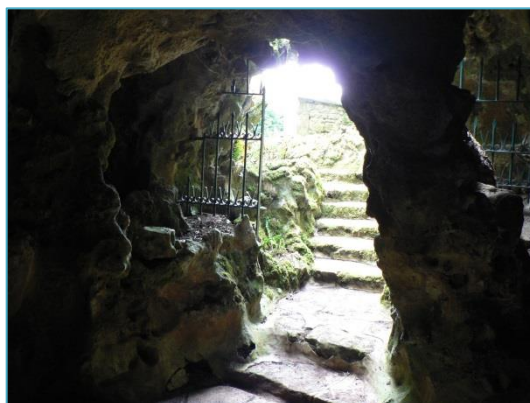
Le jardin anglais est progressivement aménagé par les propriétaires successifs durant toute la fin du XIX^{ème} et le début du XX^{ème} siècle.

Il est complété par une grotte artificielle en rocaille (*photo ci-contre*), abritant un puits profond. Cette grotte était surmontée d'un monticule de terre, lui-même rehaussé par un petit kiosque à base ronde en toit très haut en chaume et chapeauté par une cheminée en zinc. La source du puits a été drainée pour créer, près de la grotte, une rivière anglaise en rocaille avec une petite île en rocher artificiel. Un pont avec rambarde en béton faux-bois permettait de traverser ce cours d'eau. La rivière aboutissait au lavoir situé dans le potager. L'ensemble, encore visible à l'exception du kiosque, est de style « jardin romantique » et les aménagements artificiels sont des « rusticages » typiques de l'époque.

Le parc est planté de ginkobiloba, magnolia grandiflora, palmiers, bambous, marronniers, platanes, pins maritimes, frênes, noyers communs, chênes pédonculés, buis et lauriers tin. Le bâti est propriété de la commune et le parc du Conseil Départemental au titre des Espaces Naturels Sensibles (ENS).



Mairie



Grotte artificielle



Lavoir

- **Église Saint-Vincent**

Comme mentionné ci-avant, la première mention d'un lieu de culte à L'Orbrie apparaît dans une charte de 1197.

L'église du XII^{ème} siècle est restaurée en 1601 et dépendait de l'Évêché de Maillezais. Elle comportait deux chapelles et avait été bénie en Septembre 1698.

En 1802, l'édifice est dit « en très mauvais état » et tombe peu à peu en ruine avant de s'écrouler en 1831. Le corps du bâtiment est reconstruit entre 1840 et 1848 et un clocher lui est adjoint entre 1865 et 1867. La nef et le chœur sont à nouveau reconstruits en 1899. L'église comporte une nef unique de deux travées, précédée de la tour du clocher.

Le confessionnal en bois du XIX^{ème} siècle présent dans l'édifice est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis 1990. On notera également une statue en bois de Saint-Vincent, patron de la ville, datant de 1835.



L'église Saint-Vincent

- **Le petit patrimoine témoignant de l'Histoire de la commune**

Outre les édifice cités précédemment, la commune de L'Orbrie est maillée d'un petit patrimoine, civil et religieux, témoignant de l'histoire des lieux et participant du cadre de vie : calvaires, croix de mission, chemins ruraux bordés de murs de pierre sèche, clos (notamment du Parc de la Grotte), ensembles bâtis de qualité.



Croix de mission



Calvaire



Chemin des Pierrières

On notera également de nombreux porches ou portes cochère sur le territoire communal, vestiges des anciennes maisons nobles (fiefs) ou de bâtiments témoignant de la prospérité de l'activité viticole. Ci-contre, l'exemple de la double porte (cochère et piétonne) du domaine des « Arçonnières ».



Domaine des Arçonnières

Mesures de protection et de préservation

Ce petit patrimoine rural (petits éléments bâtis, murets, lavoirs, puits, etc.), qui marque l'identité des lieux et participe de la qualité de vie sur la commune, peuvent être protégés si la commune en décide ainsi.

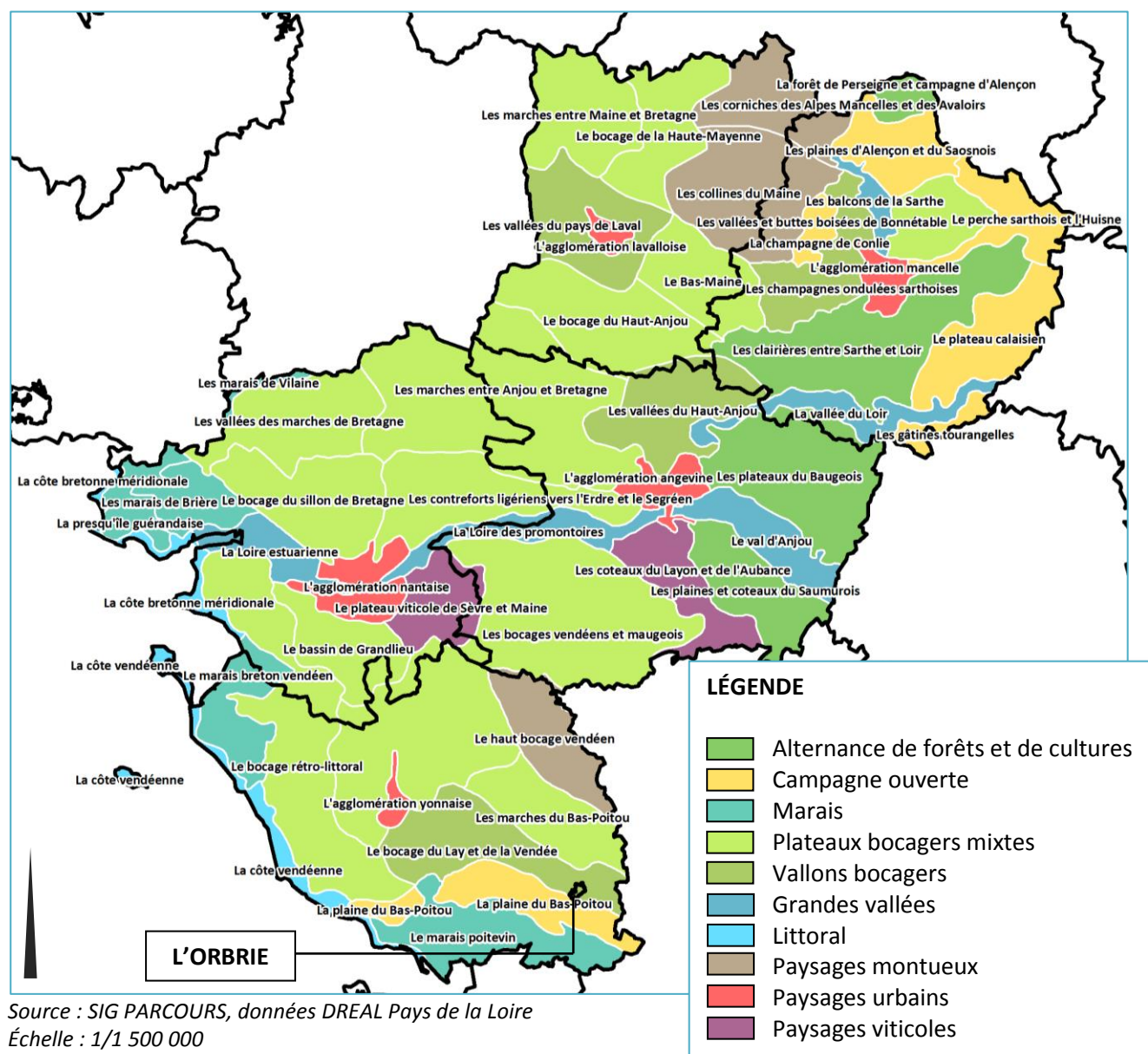
- Le patrimoine bâti non inscrit sur la liste des monuments historiques peut bénéficier d'une protection au titre des éléments de paysage à protéger dans le Plan Local d'Urbanisme. La destruction de ces éléments est alors soumise à l'obtention d'un permis de démolir.

LE PATRIMOINE PAYSAGER

Le cadre paysager global

Au sens de l'Atlas Régional des Paysages des Pays de la Loire, actuellement en cours de développement et de spécification, la commune de L'Orbrie se trouve dans l'unité paysagère « Le bocage du Lay et de la Vendée » (paysage de vallon bocager), comme illustré ci-dessous.

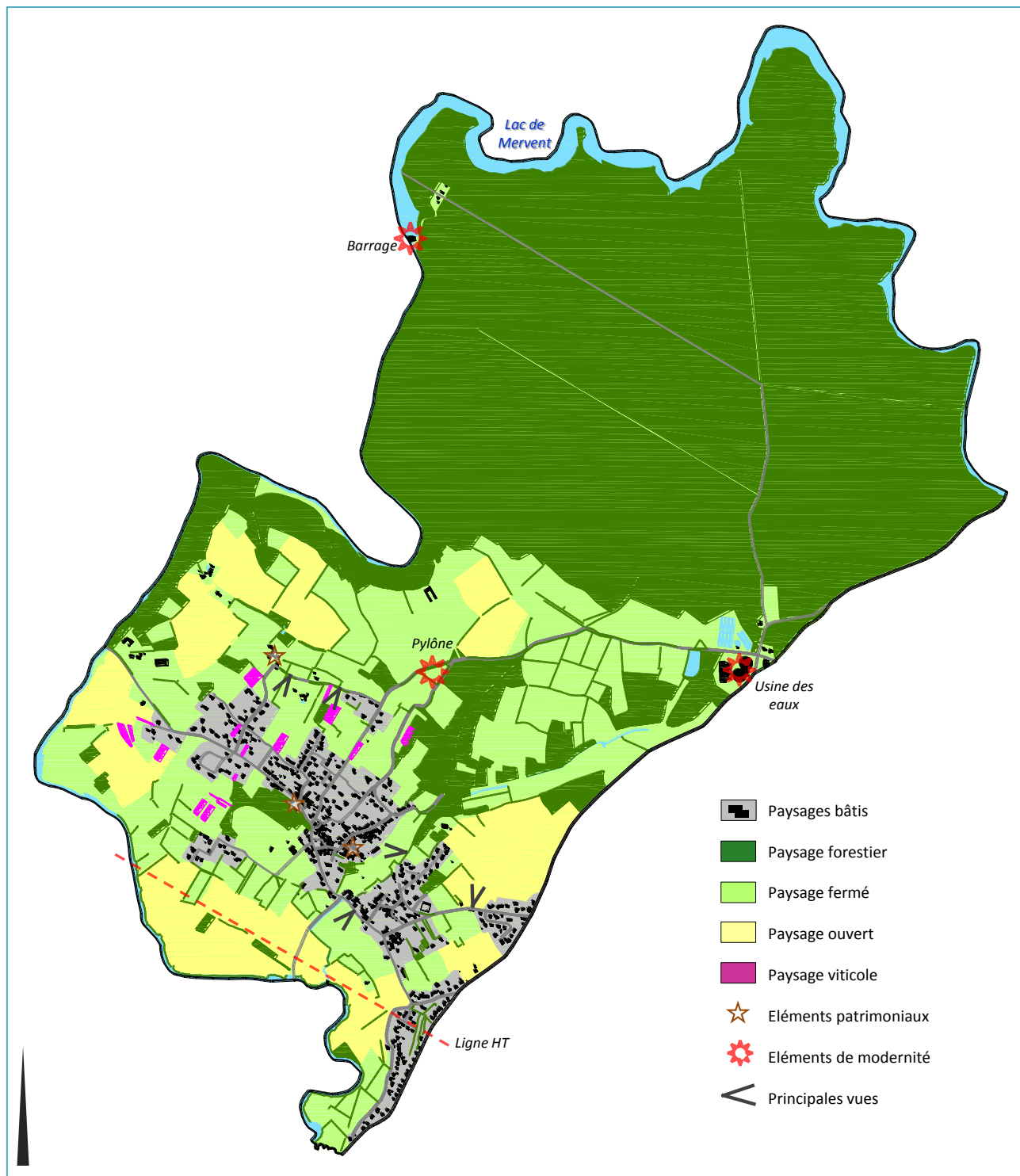
Atlas des Paysages des Pays de la Loire (unités paysagères)



Les entités paysagères présentes sur la commune

Les paysages de la commune sont caractérisés par la présence de quatre entités paysagères : l'espace forestier et lacustre, l'espace agricole fermé par le maillage bocager, l'espace agricole ouvert (de constitution récente) et enfin les petits espaces viticoles présents autour du bourg.

Organisation paysagère du territoire communal



Malgré la topographie marquée du territoire communal, il n'existe pas de grandes perspectives paysagères. La densité de la trame végétale en place confine en effet l'espace.

- **Les espaces forestiers et le lac de retenue de Mervent**

Le massif forestier de Mervent et le lac de retenue du barrage sur la Vendée constituent un paysage singulier, de notoriété départementale, voire plus. Malgré des perspectives très fermées, la topographie marquée de la vallée de la Vendée et certains points de vue permettent d'appréhender le mariage esthétique de l'eau et de la forêt.

La conjonction de trois facteurs (l'eau, la forêt et le relief) confère à cette partie de la commune un lien référentiel avec les paysages de moyenne montagne tels que ceux situés dans le Limousin ou en Corrèze. Ce paysage est en ce sens un véritable atout pour le développement du tourisme vert.



Le massif forestier et le lac de retenue

- **Les espaces agricoles fermés**

Il s'agit de l'entité paysagère la plus répandue sur la commune après les espaces forestiers. Le maillage bocager présent à L'Orbrie est remarquable de par sa qualité et sa densité. Il en résulte un paysage visuellement fermé où les perspectives ne s'ouvrent que subrepticement, à la faveur de l'entrée d'une parcelle.

Cette rareté des vues favorise en contrepartie un ressenti intime et verdoyant, propice à la randonnée. Le maillage bocager permet également l'intégration paysagère des nouvelles extensions constructions, ainsi que des éléments de modernité.



Espace agricole fermé dédié aux cultures fourragères à l'Est de la commune

- **Les espaces agricoles ouverts**

Cette entité paysagère est récente mais recouvre une proportion de plus en plus importante du territoire communal, en lien avec l'intensification des pratiques agricoles.

Il s'agit d'espaces dédiés aux grandes cultures (céréales, maïs...) et dépourvus d'éléments de végétation (haies, bosquets...). Les aménagements fonciers y ont fortement agrandi la taille des parcelles et l'absence d'intérêt visuel direct (hormis le rythme saisonnier des cultures) conduit à mettre en valeur tout objet vertical : arbre isolé, bâtiment... En retour, toute nouvelle construction ou aménagement est susceptible d'y générer un impact visuel important.



Grandes parcelles dédiées à la maïsiculture dans la vallée de la Vendée

- **Les vignes et jardins en terrasses**

La situation de la commune sur des collines exposées au Sud-Ouest, sur des terrains argilo-calcaires, a favorisé le développement d'une petite activité viticole locale. Celle-ci ne bénéficie pas de l'appellation d'origine contrôlée des fiefs vendéens (en place sur Pissotte) mais bénéficie néanmoins d'un terroir favorable. De nouvelles parcelles sont régulièrement plantées.

Les paysages viticoles restent singuliers dans cette partie de la Vendée. Ils forgent une partie de l'identité de L'Orbrie et l'inscrivent dans un secteur spécifique de transition entre plaine et forêt.



Paysage viticole. Au fond, le Bourg et Fontenay-le-Comte

Les enjeux paysagers

Le paysage est le fruit de l'interaction historique entre l'Homme, ses activités et l'espace physique et naturel. Il est donc par nature évolutif et son historicité constitue une part importante de l'identité et de l'image renvoyée par le territoire. L'objectif du PLU sera d'accompagner cette évolution en maintenant une cohérence entre les interventions et aménagements actuels et les éléments qui composent ce paysage.



Enjeu n°1 : limiter l'ouverture du paysage. L'évolution des pratiques agricoles doit s'accompagner du maintien d'un maillage bocager cohérent pour préserver les sols, la biodiversité, la qualité de l'eau et l'identité du territoire.



Enjeu n°2 : éviter la consommation du paysage. L'attrait des plus belles vues introduit le risque d'une multiplication des constructions sur les hauteurs de relief, où leur impact visuel est important (exemple à Pissotte).



Enjeu n°3 : empêcher la multiplication des constructions illégales. La multiplicité des jardins et micro-espaces favorise l'implantation de petites constructions en zone naturelle.



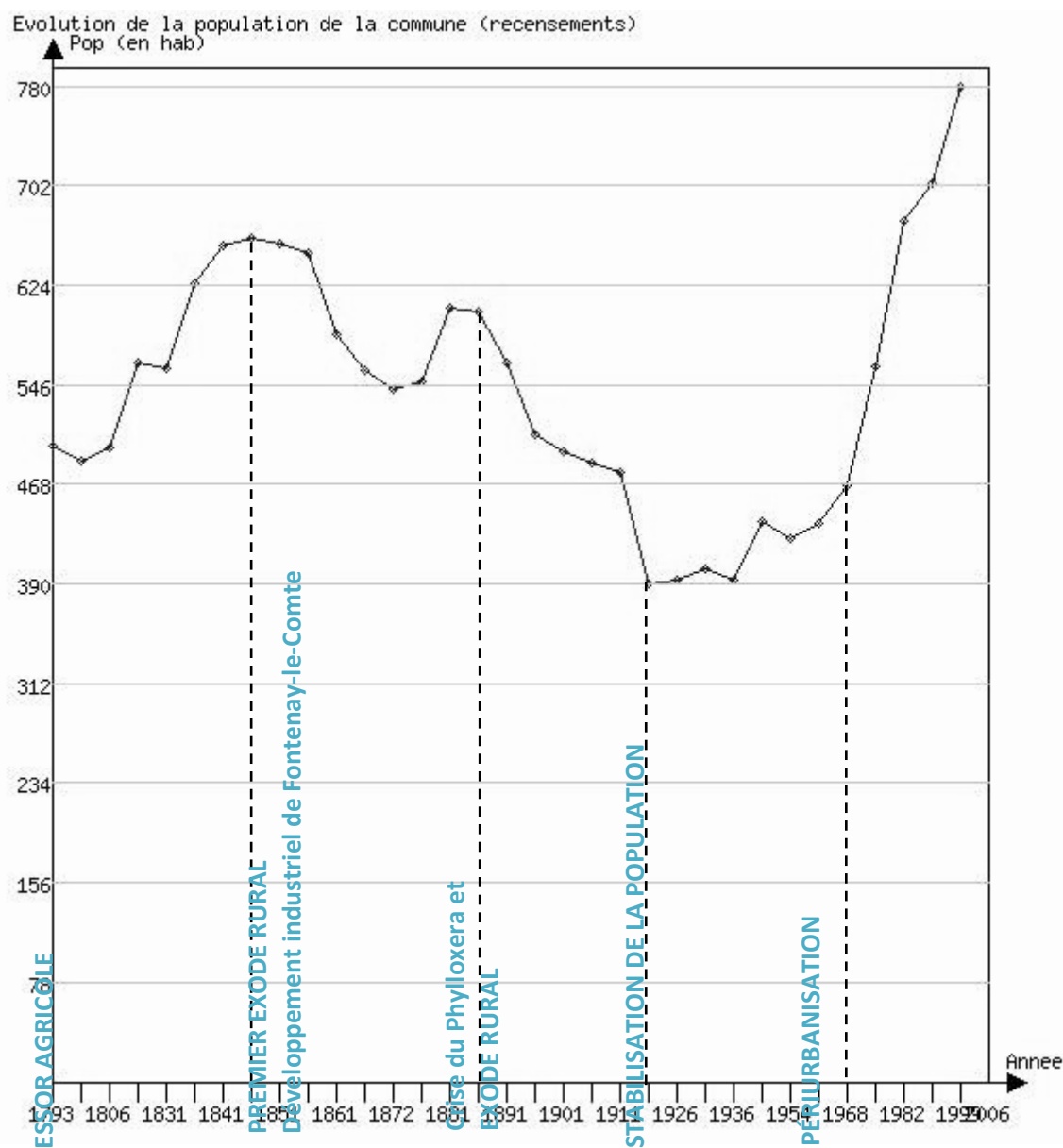
Enjeu n°4 : protéger les chemins de randonnée et les éléments de patrimoine. Ceux-ci doivent être préservés de toute dégradation afin de préserver le cadre de vie et le développement touristique.

LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE : ÉTAT DES LIEUX ET PROSPECTIVE

LA DÉMOGRAPHIE

Évolution historique de la population

Historiquement, L'Orbrie est une commune rurale qui est directement concernée par les grandes évolutions spatiales qui marquent les territoires.



Durant la première moitié du XIX^{ème} siècle, l'amélioration des techniques agricoles (mécanisation, engrais chimiques...) engendre une forte hausse des rendements. Cette révolution agricole permet d'éviter les grandes famines qui décimaient périodiquement une partie de la population. Associée aux premiers comportements hygiénistes, elle engendre une croissance démographique forte dont bénéficie la commune qui compte environ 480 habitants en 1800 et 650 habitants en 1850.

La période de 1850 à 1885 est marquée par un déclin puis un regain de la population. Les premiers départs, liés à l'essor des bassins industriels, sont enregistrés. Les habitants en recherche d'emploi quittent L'Orbrie pour travailler dans des industries fortement consommatrices de main d'œuvre. Néanmoins, la proximité de L'Orbrie avec Fontenay-le-Comte, et le développement d'industries sur cette commune, bénéficient à L'Orbrie, dont la population augmente sensiblement entre 1870 et 1885. L'effet de la guerre de 1870 est probablement à prendre en compte également.

Entre 1885 et 1920, la crise du Phylloxera participe à un second exode rural. La commune, très concernée par les activités viticoles, voit son besoin en main d'œuvre diminuer alors que les vignes sont contaminées, et une partie des habitants quitte le territoire. Là encore, l'effet de la Première Guerre mondiale est perceptible dans la démographie de la commune.

Entre 1920 et 1968, la population de L'Orbrie se stabilise et recommence à augmenter légèrement, passant de 390 à 470 habitants.

L'ensemble du territoire national est concerné, depuis la Seconde guerre mondiale, par un phénomène global d'urbanisation : la population des villes augmente de manière très importante, sous l'effet de la tertiarisation de l'économie et des progrès techniques. L'agriculture, qui constituait une source importante d'emplois dans les espaces ruraux connaît également une deuxième révolution et devient de moins en moins utilisatrice de main d'œuvre.

Depuis les années 1970, la tendance démographique de L'Orbrie, telle qu'exprimée sur le graphique précédent, est donc très clairement à la hausse, avec plus de 300 habitants de plus en l'espace de 3 décennies. C'est l'extension du phénomène de périurbanisation, qui désigne la redistribution actuelle de la population dans les espaces ruraux à partir des centres urbains. De nombreux actifs s'installent en effet dans les communes périphériques des agglomérations pour bénéficier d'un meilleur cadre de vie et de prix immobiliers plus abordables, tout en continuant à travailler dans la ville centre.

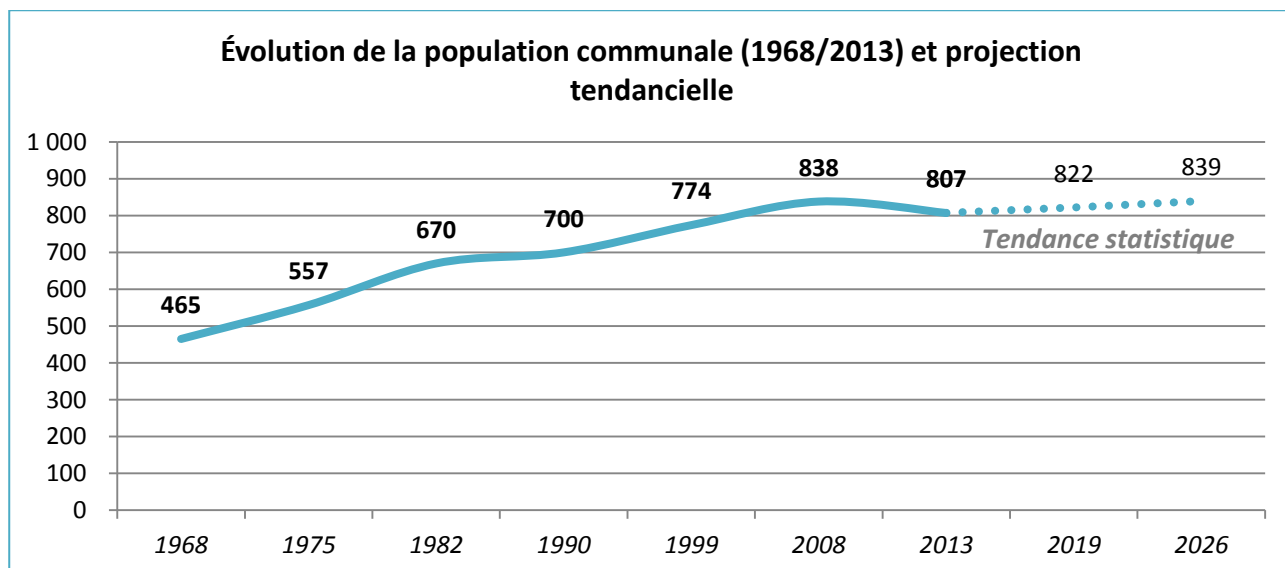
L'Orbrie bénéficie par ailleurs de l'effet de l'héliotropisme, c'est-à-dire l'attrait des départements littoraux et de l'Arc Atlantique pour la population, en raison du climat et de la qualité du cadre de vie. Située à seulement une quarantaine de kilomètres de la mer et dans l'aire urbaine de Fontenay-le-Comte, L'Orbrie bénéficie d'une conjonction de facteurs favorables à son développement démographique.

Évolution récente de la population : une progression démographique qui tend à se modérer

- **Au niveau communal**

La commune de L'Orbrie compte 807 habitants en 2013. Elle n'en comptait que 465 en 1968, soit une évolution globale de 73,5% en quatre décennies et une augmentation moyenne de 1,6 % par an.

L'évolution dans le temps peut être observée selon plusieurs phases : la progression de population a été particulièrement soutenue sur les périodes 1968/1982, où l'on enregistre une croissance moyenne annuelle de la population légèrement inférieure à 3%, et 1990/1999 (supérieure à 1% en moyenne annuelle). Sur les périodes 1982/1990 et depuis 1999, la hausse de population est beaucoup plus réduite mais reste positive. Il est à noter que sur les dernières années (2008/2013), la population régresse en moyenne de 0,4 % par an.



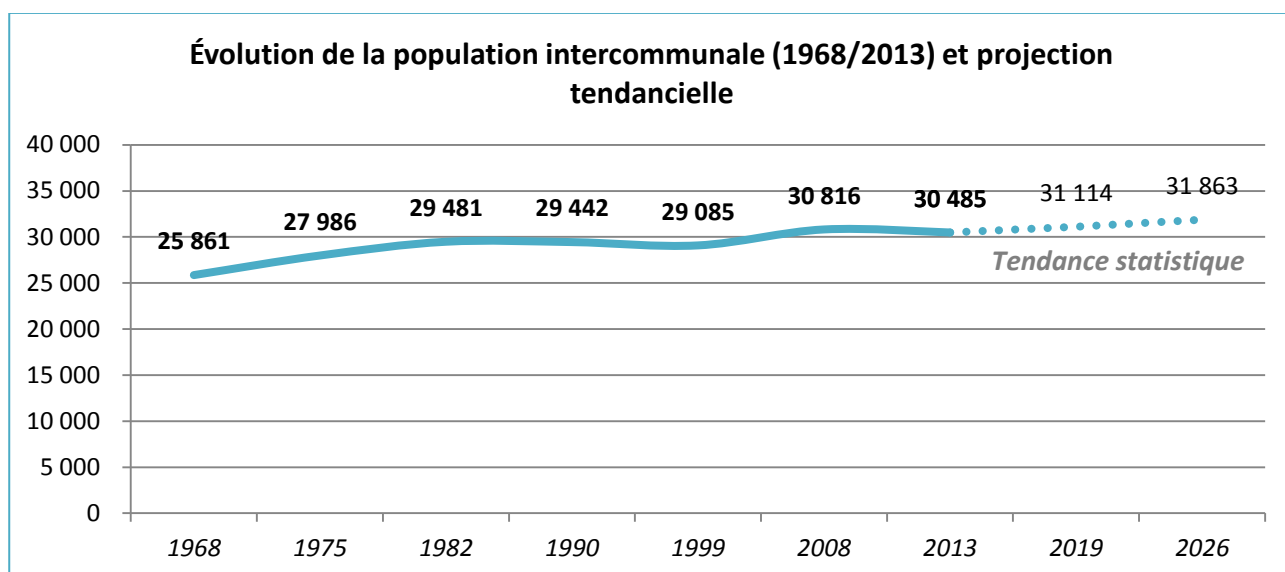
Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

La tendance observée entre 1999 et 2013 a été extrapolée pour définir une orientation démographique possible entre 2016 et 2026. Ainsi, si la population communale continuait à croître à ce rythme, selon une évolution dite « au fil de l'eau », elle serait, à l'horizon 2026, aux alentours de 840 habitants.

- **Au niveau intercommunal**

Les mêmes tendances s'observent à l'échelle de la Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte, qui a connu deux augmentations majeures de sa population entre 1968 et 1982 et entre 1999 et 2008. En revanche, la période 1982/1999 est marquée par une légère décline de la population, de même que depuis 2008. Sur l'ensemble de la période observée, l'augmentation moyenne annuelle de population a été de 0,4 %, ce qui signifie une dynamique démographique plus faible à l'échelle intercommunale qu'à L'Orbrie.

Sur le plan strict de la technique démographique, une population de 30 000 habitants présente une certaine inertie démographique quant à son évolution. C'est une référence qui pourra être prise en compte pour établir la perspective démographique de la commune de L'Orbrie.



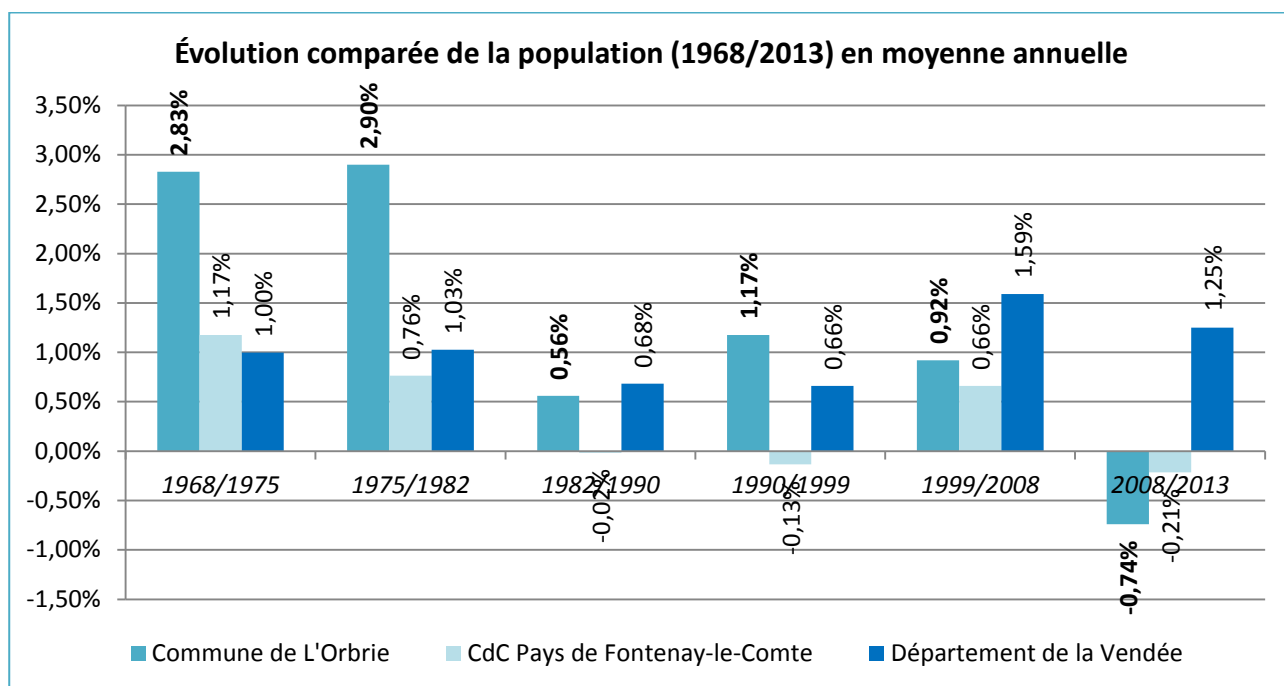
Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

La tendance observée entre 1999 et 2013 a été extrapolée pour définir une orientation démographique entre 2016 et 2026. Ainsi, si la population communale continuait à croître à ce rythme, selon une évolution dite « au fil de l'eau », elle serait, à l'horizon 2026, aux alentours de 31 850 habitants.

- **Comparaison entre les différentes échelles du territoire**

Les chiffres comparés des recensements de 1968 à 2013 montrent que les variations de population observées sur la commune de L'Orbrie et la Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte sont assez peu comparables à la tendance démographique constatée à l'échelle du département de la Vendée.

Sur cet espace départemental, la croissance moyenne annuelle de la population est toujours restée positive sur l'ensemble de la période observée, comprise entre 0,7 et 1,6 %. Le département est notamment porté par sa façade maritime, intrinsèquement soumise au phénomène d'héliotropisme, et par la vitalité de ses pôles urbains.



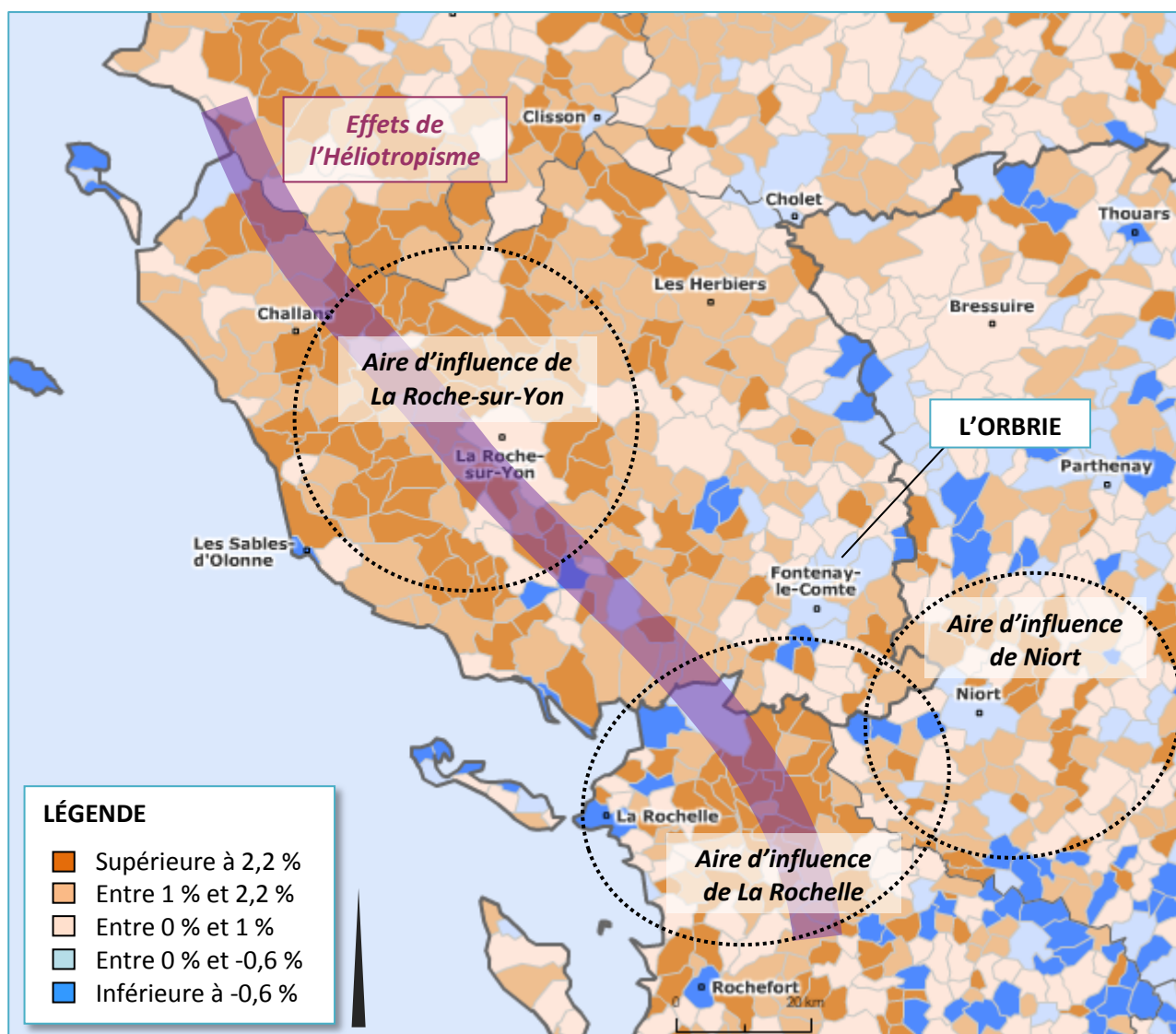
Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

Le développement de L'Orbrie est essentiellement intervenu avant 1982, où la croissance annuelle de population était comprise entre 2,8 et 2,9 %, soit presque trois fois l'évolution constatée à l'échelle intercommunale et départementale. Entre 1982 et 1999, l'évolution à L'Orbrie était assez comparable à la moyenne de la Vendée tandis que la population du Pays de Fontenay-le-Comte régressait entre 1982 et 1999. Depuis 2008, ce sont la commune et la Communauté de Communes qui connaissent une baisse de population.

La carte ci-après, constituée à partir des derniers recensements de la population, montre, à l'échelle inter-régionale, la situation de la commune, légèrement en retrait des principales aires de développement économique et démographique des agglomérations de La Roche-sur-Yon, La Rochelle et Niort.

L'effet d'agglomération est clairement perceptible (concentration de communes à fort développement en périphérie des grandes villes), de même que l'effet d'héliotropisme, c'est-à-dire l'attrait de la côte pour son cadre de vie.

Évolution de population entre 2007 et 2012 en moyenne annuelle



Source : Données INSEE Statistiques locales, GéoClip

Le solde migratoire et le solde naturel, la natalité

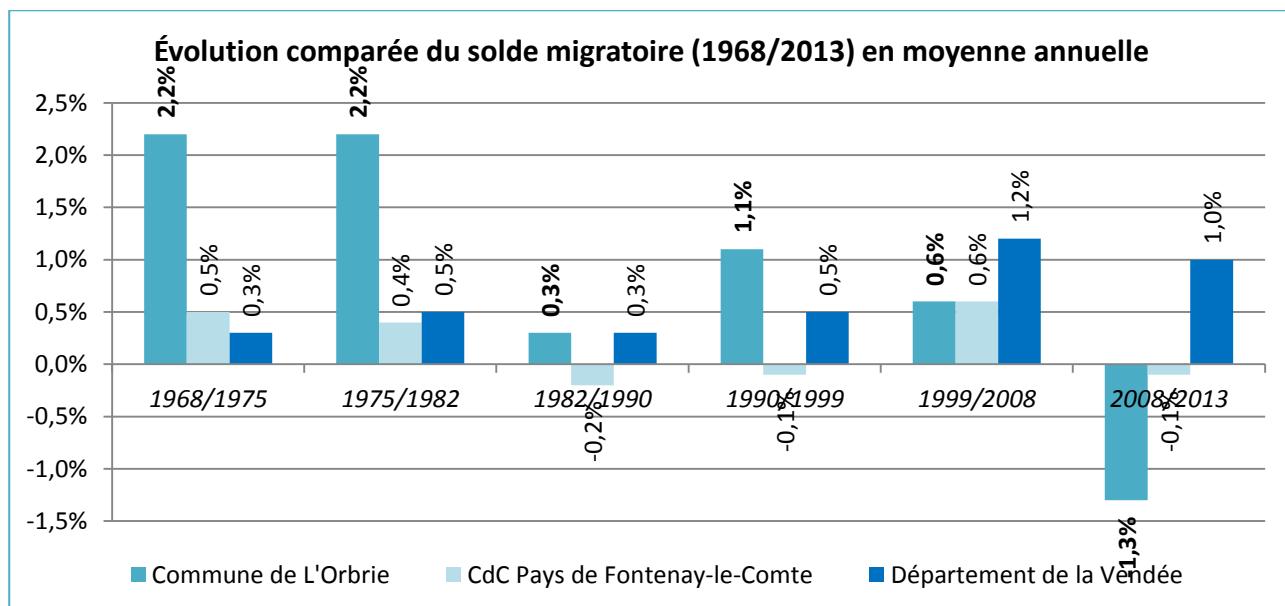
Les soldes migratoire et naturel permettent une analyse fine de l'évolution de la population communale.

- **Le solde migratoire : un enjeu résidentiel pour la commune**

Le solde migratoire² de la commune a été largement positif entre 1968 et 1982, puis plus modérément positif entre 1982 et 1999, ce qui illustre la capacité de la commune à attirer de nouveaux habitants. Ce solde est devenu négatif depuis 2008.

La conservation d'un solde migratoire positif est un enjeu démographique pour la commune. L'attrait de jeunes ménages en âge d'avoir des enfants permet le renouvellement des générations et la mixité intergénérationnelle dans un contexte national de vieillissement de la population.

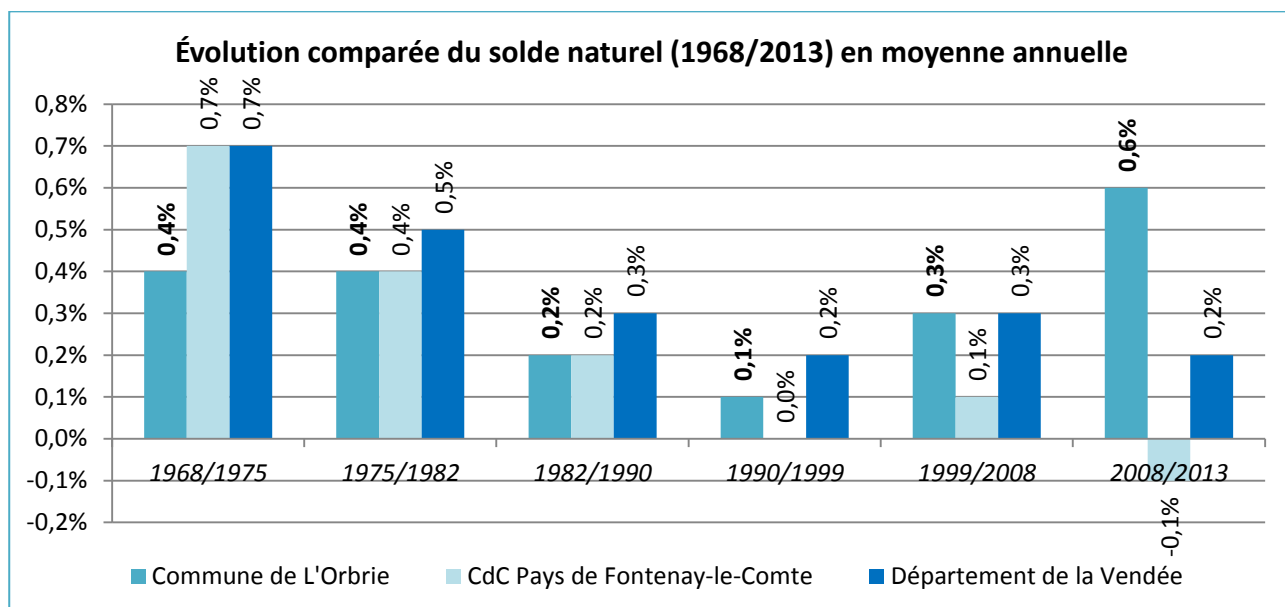
² Solde migratoire : différence entre les personnes venant s'installer sur la commune et celles qui la quittent.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

- **Le solde naturel : une résultante de l'attrait résidentiel**

Le solde naturel³ de L'Orbrie est positif depuis 1968. Le nombre de naissances est plus important que le nombre de décès, ce qui soutient la croissance démographique de la commune. Ces excédents sont en hausse depuis 1990, en lien avec un accueil important de jeunes ménages depuis 1990. En 2013, le solde naturel de la commune apparaît ainsi comme particulièrement élevé, comparé à la moyenne des autres territoires. Il est de 0,4 % plus élevé que sur l'ensemble de la Vienne alors qu'il est négatif à l'échelle intercommunale.

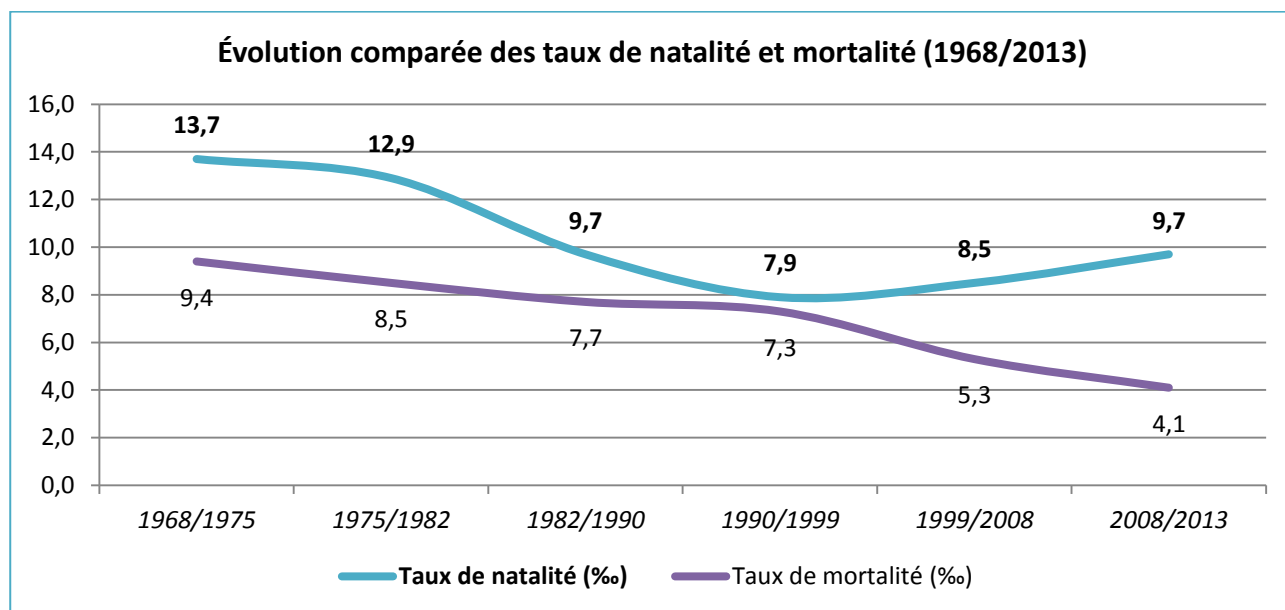


Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

³ Solde naturel : différence entre les naissances et les décès sur la commune.

- **Les taux de natalité et de mortalité**

Comme illustré par les graphiques précédents et par le graphique suivant, l'installation de jeunes ménages favorise la natalité. C'est pourquoi le maintien d'un taux de natalité conséquent, supérieur au taux de mortalité, est en enjeu en matière de dynamique démographique.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

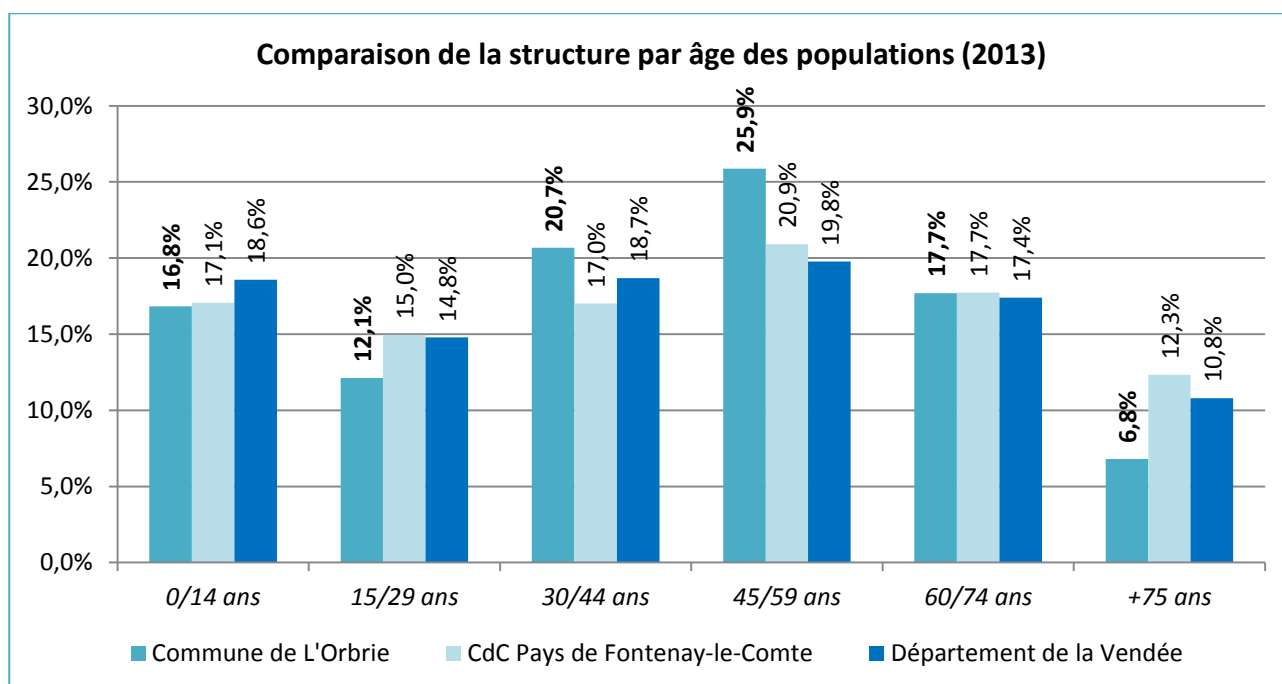
Le rapprochement des courbes de natalité et de mortalité jusqu'au milieu de la décennie 1990 est un indicateur du ralentissement démographique qu'a connu la commune. Inversement, la baisse continue de la mortalité et la hausse de la natalité sur la période la plus récente témoignent d'une amélioration globale des indicateurs, davantage portés par la natalité que par l'aspect migratoire.

Structure par âge de la population : l'enjeu du renouvellement de la population

Les résultats du recensement de 2013 mettent à jour une structure de population d'âge moyen, caractérisée par une représentation sensible des tranches de 30 à 44 ans et de 44 à 59 ans, de 2 à 6 points supérieures à la répartition observée aux niveaux intercommunal et départemental.

La tranche des 15/29 ans n'est pas nécessairement pertinente à l'analyse, en l'absence de structure d'enseignement supérieur sur la commune. De même, la tranche des plus de 75 ans est inférieure de 3 à 4 points aux moyennes intercommunale et départementale en l'absence de structure d'accueil pour personnes âgées sur la commune.

Le rajeunissement de la population peut, à terme, devenir un enjeu communal, notamment en matière d'adaptation des équipements et services. L'installation de ménages en âge d'avoir des enfants doit rester un objectif de renouvellement de la population.



Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

La caractéristique jeune d'une population s'exprime notamment à travers l'indice de jeunesse⁴. À L'Orbrie, il est de 0,92, ce qui correspond presque à l'équilibre. Les jeunes de moins de vingt ans sont ainsi quasiment aussi nombreux sur la commune que les personnes de plus de soixante ans.

À titre de comparaison, la part des moins de vingt ans dans la population de la Communauté de Communes est moins élevée (indice de jeunesse de 0,76, en baisse), tandis que celle du département est située légèrement en-dessous de L'Orbrie (indice de jeunesse de 0,85, en baisse également).

Indice de jeunesse	2013
Commune de L'Orbrie	0,92
Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte	0,76
Département de la Vendée	0,85

Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

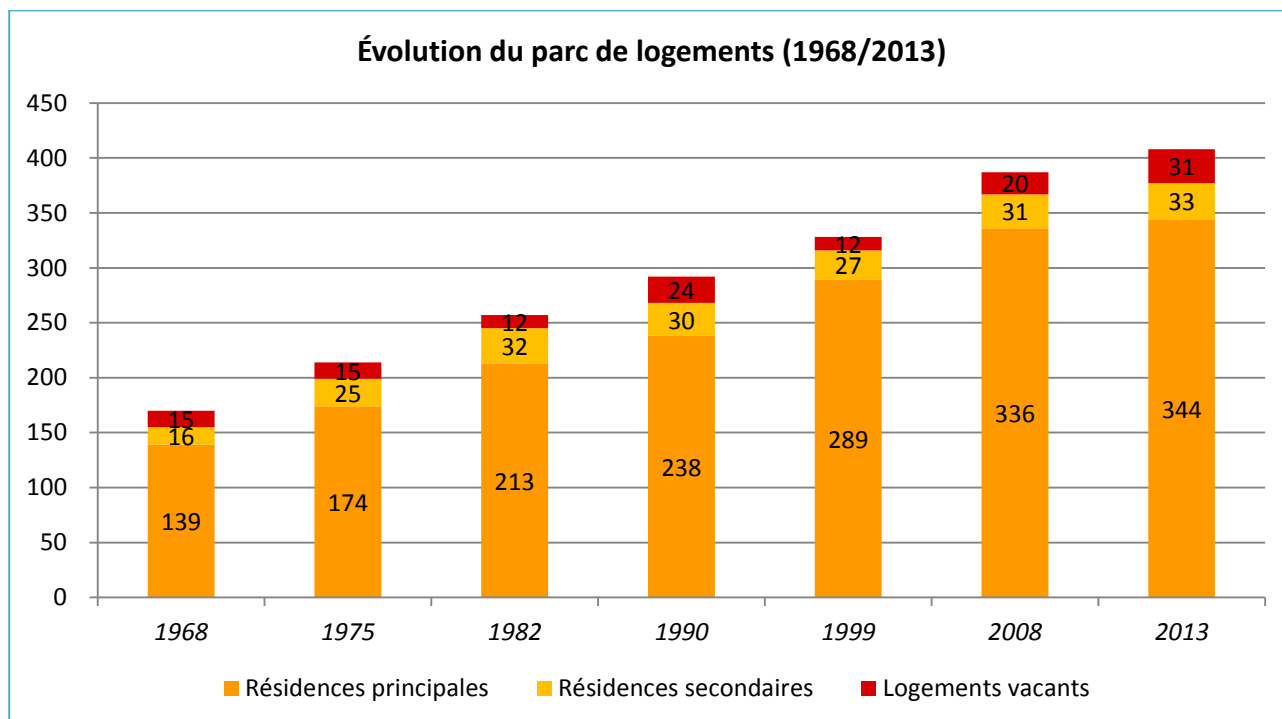
- La commune de L'Orbrie s'inscrit dans un contexte territorial globalement favorable, caractérisé par des indicateurs démographiques parfois faibles mais positifs. Il existe un potentiel de poursuite du renouvellement de la population si la politique de logement est orientée vers l'accueil de jeunes ménages.

⁴ Indice de jeunesse : rapport entre les personnes âgées de moins de 20 ans et celles âgées de plus de 60 ans. Un indice de 1,0 montre un nombre égal de jeunes et de seniors. En-dessous, la proportion de seniors est plus importante.

LE PARC DE LOGEMENTS

Évolution du parc de logements : une augmentation importante du nombre d'unités

L'Orbrie compte 408 logements en 2013, soit une augmentation de 140 % du nombre d'unités depuis 1968, représentative du phénomène périurbain qui touche la commune.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

L'augmentation est irrégulière dans le temps, comme détaillé ci-dessous :

- › 1968/1975 : + 3,7 % par an
- › 1975/1982 : + 2,9 % par an
- › 1982/1990 : + 1,7 % par an
- › 1990/1999 : + 1,4 % par an
- › 1999/2008 : + 2,0 % par an
- › 2008/2013 : + 1,1 % par an

La période 1968/1982 est marquée par une production très importante de nouveaux logements, en lien avec les installations les plus fortes de population sur la commune.

Globalement, l'augmentation du parc de logements entre 1968 et 2013 aura été de 3,1 % en moyenne annuelle. Cette augmentation est à mettre en rapport avec la hausse moyenne de la population communale qui a été de 1,6 % par an sur cette période.

■ **La relation entre développement du parc de logements et urbanisation des espaces naturels et agricoles devra être définie dans le Plan Local d'Urbanisme. Le choix éventuel d'un rythme important de production de nouveaux logements est en effet conditionné à l'application du principe de gestion économe des sols. Cette démarche permettra de ne pas générer une urbanisation excessive et inadaptée au territoire en orientant la politique d'urbanisme vers la production de formes urbaines moins consommatrices d'espace.**

Évolution du nombre de résidences secondaires et de logements vacants

L'Orbrie compte 31 logements vacants et 33 résidences secondaires en 2013, soit un total de 15,7 % du parc de logements. Si les habitations de la commune sont principalement des résidences principales, occupées à temps plein par leur propriétaire ou locataire, le taux de vacance et de résidences secondaires est notable.

Ces valeurs sont assez sensiblement différentes des moyennes observées sur le département de la Vendée où le taux de résidences secondaires est très supérieur (24,5 %) et le taux de logements vacants inférieur (5,2 %).

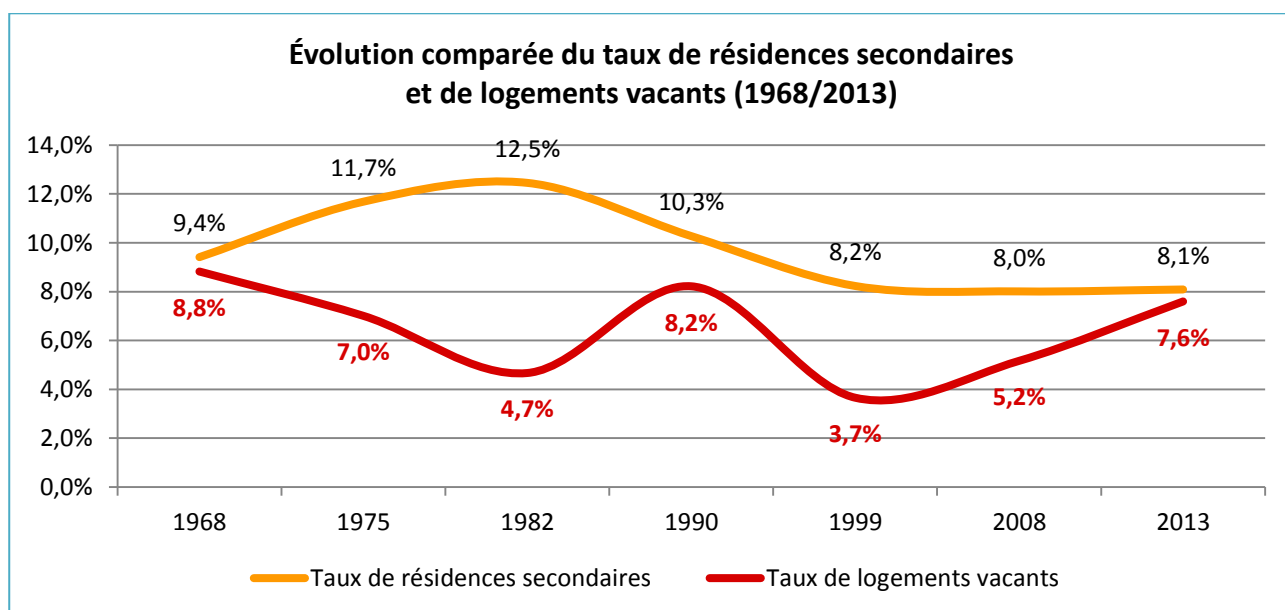
Répartition comparée du parc de logements	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants
Commune de L'Orbrie	84,1 %	8,1 %	7,6 %
Com. de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte	82,7 %	6,2 %	11,1 %
Département de la Vendée	70,3 %	24,5 %	5,2 %

Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

Les taux de résidences secondaires et de logements vacants témoignent de deux éléments distincts :

- › Une certaine attractivité du territoire en matière de villégiature. Le nombre de résidences secondaires reste relativement stable sur L'Orbrie depuis 1968, témoignant de l'intérêt des paysages et du cadre de vie de la commune pour des habitants temporaires. C'est un atout touristique et économique pour la commune, qu'il conviendra de préserver.
- › La stabilité à long terme du taux de logements vacants. Quoiqu'assez faible en nombre d'unités, ce bâti vacant est en augmentation depuis 1999, notamment en raison de la livraison de nombreuses constructions neuves entre 1999 et 2008.

Ainsi, comme illustré par le graphique suivant, le taux de vacance est globalement en augmentation depuis 1999 (3,7 %) et jusqu'en 2013 (7,6 %). Il retrouve ainsi des niveaux hauts qu'il avait connu entre 1968 et 1975 et au début des années 1990. Parallèlement, si le nombre de résidences secondaires reste stable en nombre d'unités, le taux de villégiature diminue du fait de l'augmentation globale du parc de logements.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

Une mobilité résidentielle plus faible que sur les autres territoires

La mobilité résidentielle est définie par la fréquence de changement de logement par les ménages qui les occupent. Les chiffres publiés par l'INSEE montrent que les habitants de L'Orbrie restent plus longtemps dans leur logement qu'en moyenne sur le territoire départemental. Cela est particulièrement vrai pour les personnes ayant emménagé sur la commune depuis plus de 10 ans, dont la part est, respectivement, de 8,7 et de 12,6 points supérieure aux moyennes de la Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte et du département de la Vendée.

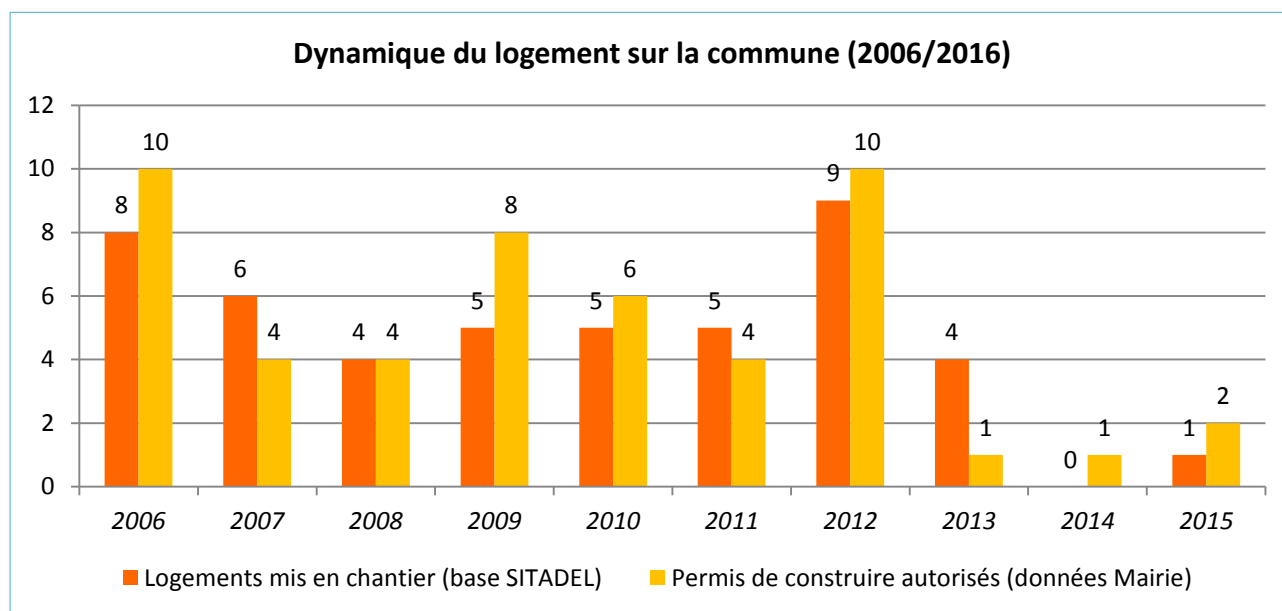
Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2013	Moins de 2 ans	De 2 à 4 ans	De 5 à 9 ans	Plus de 10 ans
Commune de L'Orbrie	6,7 %	14,2 %	16,2 %	62,9 %
Com. de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte	11,9 %	17,4 %	16,5 %	54,2 %
Département de la Vendée	11,9 %	19,2 %	18,6 %	50,3 %

Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

Cette situation s'explique par la part importante des propriétaires-occupants à L'Orbrie en 2013 (84,6 %) pour une moyenne de 72,3 % en Vendée. Les personnes qui achètent un logement sur la commune sont majoritaires et ont de fait tendance à rester longtemps dans leur logement.

La production de logements neufs

Le rythme moyen de la construction neuve sur la commune est de 5 nouveaux logements par an depuis 10 ans (période 2006/2016), comme illustré par le graphique ci-après qui recense les logements neufs (de tous types) par année de mise en chantier effective.



Source : Base de données SITADEL, données Mairie de L'Orbrie

La demande en nouveaux logements a été satisfaite, pour partie, par l'implantation de nouvelles habitations au sein d'opérations d'ensemble (réalisation de deux lotissements privés).



*Opération d'ensemble « Les jardins de la Vendée »,
à l'Ouest du Bourg, en cours d'achèvement*



*Opération d'ensemble achevée
« Le Clos de L'Orbrie », au Nord du Bourg*

La nécessaire réhabilitation de logements anciens

Afin de favoriser la réhabilitation de logements anciens en zone rurale, le Ministère du Logement a ouvert, à compter du 1^{er} Janvier 2015, l'accès au Prêt à Taux Zéro (PTZ) à tout acquéreur d'un logement ancien qui s'engage à accompagner son acquisition de travaux de rénovation à hauteur d'au moins 25% du montant total de l'opération.

Ce dispositif vise à revitaliser les centre-bourgs de 6 000 communes rurales où la construction neuve prédominait jusqu'à présent.

La commune de L'Orbrie n'est pas éligible au PTZ en zone rurale.

L'enjeu de la mixité sociale dans l'habitat

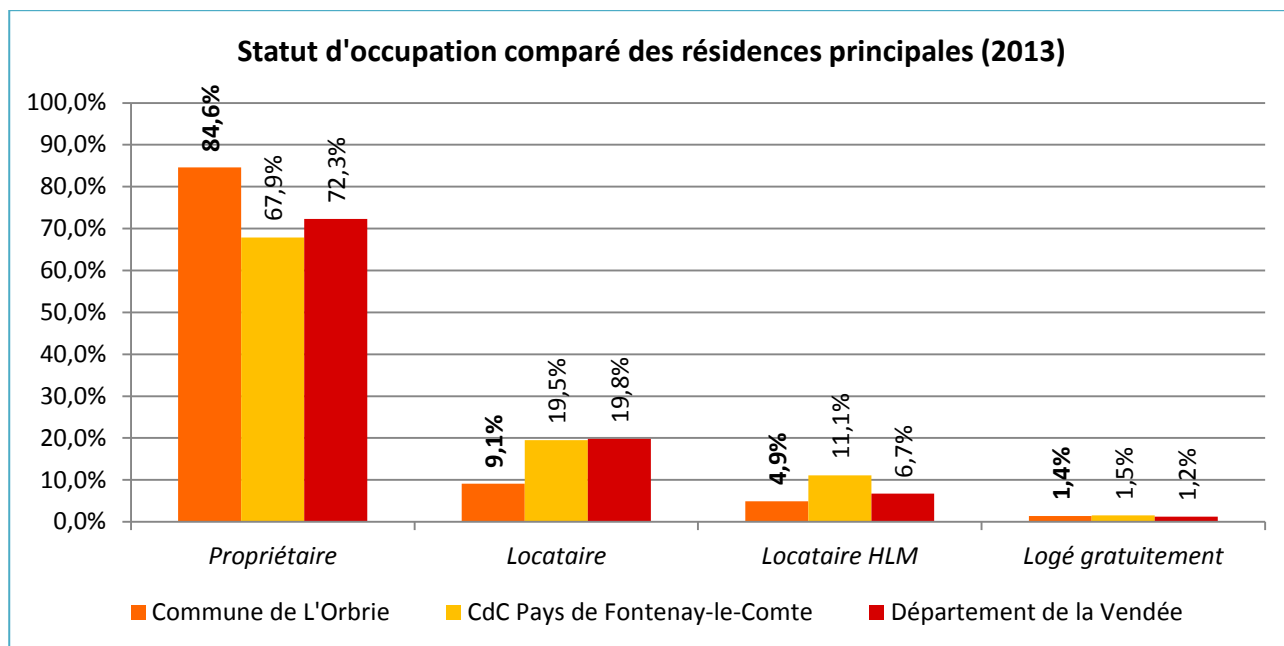
Le parc de logements de L'Orbrie est composé de 399 maisons individuelles (en progression de 17 unités par rapport à 2008) et de 10 appartements en 2013 (en progression de 5 unités par rapport à 2008). La prédominance de l'habitat individuel se manifeste bien sur la commune malgré l'augmentation à noter du nombre d'appartements.

Évolution de la typologie du parc de logements	2008	2013
Maisons	382	399
Appartements	5	10

Source : INSEE, RP 2008 et RP 2013 exploitations principales

Le développement d'une offre de logements de taille modeste (de type T1 à T4) dans le parc locatif pourrait être un enjeu dans les prochaines années pour la commune afin d'adapter le parc de logements à l'accueil de jeunes couples primo-accédants, de familles monoparentales ou de personnes isolées. Ces dispositions seraient en outre à même de limiter la consommation d'espace et à favoriser la mixité sociale et générationnelle.

Comme évoqué précédemment, la proportion de propriétaires-occupants est de 84,6 % à L'Orbrie en 2013. Ce chiffre est plus important qu'aux échelles intercommunale et départementale. Inversement, la part de locataires, et notamment de locataires HLM, est moins importante à L'Orbrie que dans le Pays de Fontenay-le-Comte (différence de 6 points pour les locataires HLM) ou que sur l'ensemble de la Vendée (différence de 2 points pour les locataires HLM).



Source : INSEE, RP 2011 exploitation principale

- **La forte majorité de logements individuelle pose la question du maintien de la mixité sociale sur la commune. La généralisation des grands logements, plus chers, est susceptible d'exclure de la commune certaines populations disposant de revenus modestes (jeunes, personnes âgées, travailleurs précaires...).**

De même, la faible représentation du logement social constitue une situation peu favorable dans le cadre d'un objectif de développement de la diversité dans l'offre de logements. La création de nouveaux logements sociaux pourra être envisagée au sein des opérations d'habitat prévues au Plan Local d'Urbanisme.

La prise en compte des besoins spécifiques

- **L'accueil des gens du voyage**

En référence à la Loi n°90-449 du 31 Mai 1990 et à la Loi n°2000-614 du 5 Juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, chaque département élabore un schéma départemental d'accueil des gens du voyage qui définit :

- › Les communes d'implantation des aires permanentes.
- › Les emplacements susceptibles d'être occupés temporairement à l'occasion de grands rassemblements traditionnels ou occasionnels.
- › La politique de sédentarisation, le cas échéant.

La révision du schéma départemental d'accueil des gens du voyage de la Vendée a été approuvée par Arrêté n°2010/DDCS/115 en Octobre 2010 pour une durée de 6 ans dès sa publication.

La commune de L'Orbrie n'est pas concernée par la réalisation d'une aire d'accueil dans ce dispositif.

- **Lutte contre l'habitat indigne et dégradé**

La Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009 pour le logement et de lutte contre l'exclusion définit comme habitat indigne trois catégories de logements :

- › Les bâtiments menaçant ruine, pour lesquels le Maire a autorité de police spéciale en application des articles L.511-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.
- › Les bâtiments insalubres, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1311-4, L.1331-23, L.1331-26 à 31 et L.1336-3 du Code de la Santé Publique.
- › Les logements présentant un risque de saturnisme, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1334-1 à 13 du Code de la Santé Publique.

- **Lutte contre la précarité**

Il y a lieu d'évaluer les besoins en logements des personnes ou des familles visées au Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) et de favoriser les conditions de développement de logements correspondant aux capacités contributives des ménages en prenant en compte leurs habitudes de vie et d'occupation.

Depuis la Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009, le PDALPD inclut et prolonge les dispositions du Plan Départemental d'Accueil, Hébergement et Insertion (PDAHI).

En matière de précarité, les habitants de la commune de L'Orbrie ont des revenus globalement supérieur à la moyenne départementale, avec un revenu moyen net déclaré par foyer fiscal de 20 805 € alors qu'il est de 19 184 € pour la Vendée.

PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT, CORRÉLATION ENTRE DÉMOGRAPHIE ET LOGEMENT

Évolution générale de la taille des ménages

L'évolution générale de la taille des ménages est liée, au niveau global, à la conjonction de deux facteurs, le vieillissement de la population et le phénomène dit « de décohabitation », dont les effets peuvent être cumulatifs.

- › **L'allongement de la durée de la vie** a des conséquences sur l'adaptation des équipements publics, la fréquence de remise sur le marché des logements, ainsi que sur la nature des logements à construire. Le vieillissement peut s'accompagner de dépendance. En 2030, la Vendée devrait compter 58 000 ménages supplémentaires dont la personne de référence a plus de 65 ans, au sein desquels 18 000 ménages auraient une personne de référence de plus de 80 ans⁵. Cette tranche d'âge connaissant des taux de dépendance élevés, la Vendée compterait alors 8 300 personnes âgées dépendantes de plus à l'horizon 2030. Pour maintenir ces personnes à domicile, les logements à construire devront tenir compte de cette contrainte et proposer des solutions appropriées.
- › **Le phénomène de « décohabitation »** tend à modifier les modes de vie. Les enfants quittent aujourd'hui plus tôt le foyer familial, davantage pour poursuivre des études que pour vivre en couple. De plus, les ruptures de couples continuent d'augmenter, entraînant une progression du nombre de familles monoparentales. Cette évolution des modes de vie doit ainsi être anticipée dès à présent afin de prévoir une production de logements adaptée, notamment en matière de superficie et de nombre de pièces. Une inadaptation du parc, composé à majorité de logements T4 et plus, est déjà constatée face aux demandes actuelles de logement social sollicitant, pour plus de 60 %, des 3 pièces ou moins.

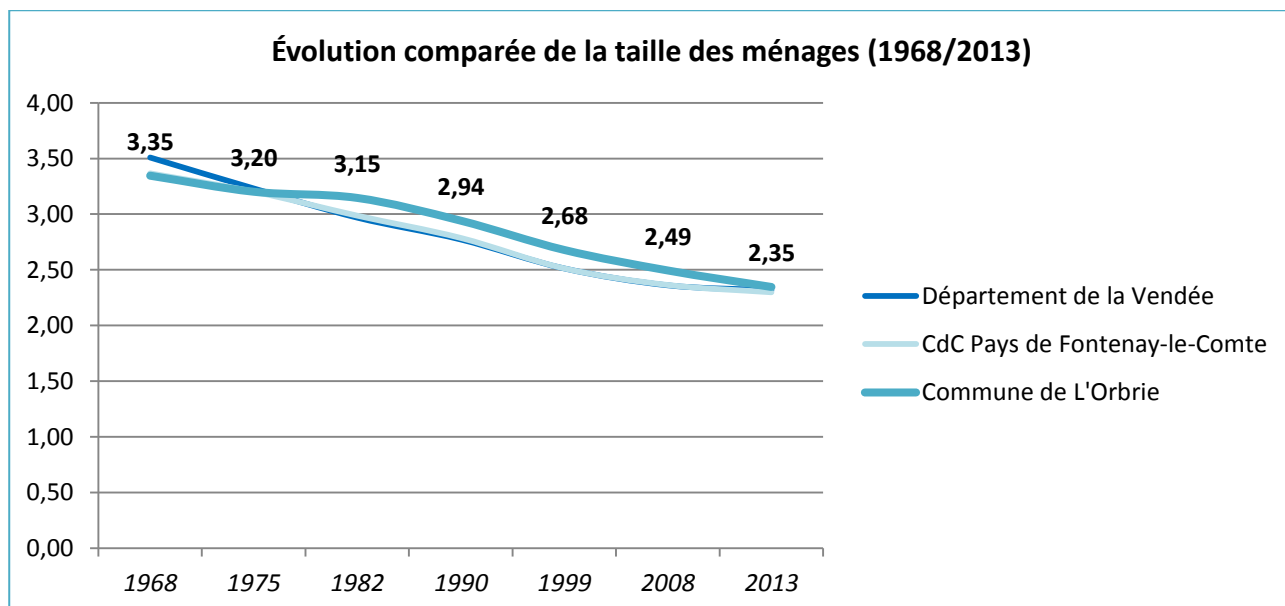
La conjonction de ces deux facteurs entraîne une **augmentation sensible du nombre de ménages**, qui évolue plus vite que l'augmentation de la population. Mécaniquement, la taille des ménages s'oriente à la baisse ; alors qu'un ménage comptait en moyenne 2,3 personnes en 2010 en Vendée, la projection de l'INSEE et de Vendée Expansion pour 2030 en prévoit 2,2 en moyenne à cet horizon. L'évolution du nombre de personnes vivant seules explique également cette tendance démographique lourde.

La Vendée a connu une forte progression du nombre de ses ménages depuis 1990 : plus de 4 000 ménages supplémentaires par an en moyenne. Le département de la Vendée est, avec la Loire Atlantique, le plus dynamique des Pays de la Loire. Entre 2010 et 230, au moins 3 800 ménages supplémentaires par an résideraient en Vendée (+1,3 % en moyenne annuelle). Cette croissance serait supérieure à celle de la région (+0,9 %) et de la France métropolitaine (+0,7 %). L'adéquation entre l'offre de logements et la demande projetée pourrait donc être un enjeu majeur d'urbanisme.

Diagnostic sur la commune

La taille des ménages a suivi à L'Orbrie une diminution parallèle à ce qui est constaté sur l'ensemble du territoire. De 3,35 habitants par ménage en 1968, la commune est passée à 2,35 habitants par ménage en 2013. La tendance est très similaire au niveau intercommunal (2,30 habitants par ménage en 2013) et au niveau départemental (2,32 habitants par ménage en 2013), dont les deux courbes se confondent.

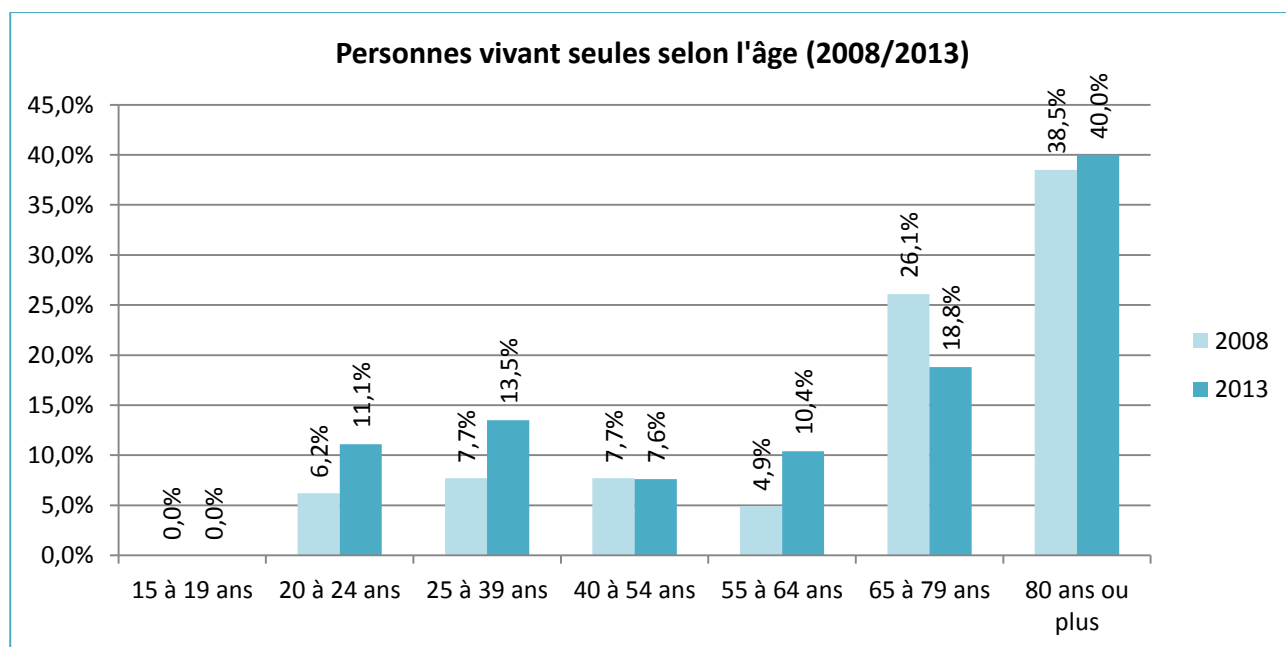
⁵ Source : Études n°113, Vendée Expansion et INSEE Pays de la Loire – Janvier 2013



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

Sur une échelle longue, la tendance reste cependant à une diminution continue de la taille des ménages. Comme évoqué ci-avant, celle-ci participe du phénomène national de « décohabitation », dit aussi de « desserrement des ménages » : multiplication des ménages isolés, des personnes âgées vivant seules, des familles monoparentales, etc.

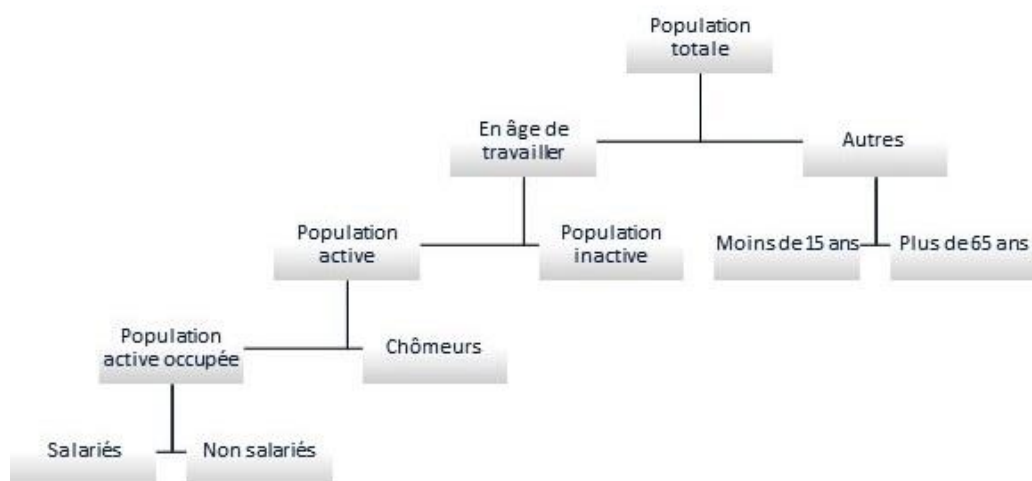
À titre d'exemple, comme illustré par le graphique ci-dessous, le nombre de personnes vivant seules a évolué à L'Orbrie entre 2008 et 2013, notamment sur quatre des six tranches d'âge. La progression des personnes vivant seules sur les tranches 20/24 ans et 25/39 ans est notable.



Source : INSEE, RP 2008 et RP 2013 exploitations principales

PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ÉVOLUTION SOCIO-ÉCONOMIQUE LOCALE



Évolution de la structure socio-économique communale	1999	2008	2013	Évolution
Population totale de la commune	774	838	807	+4,3 %
- dont population de 15 à 64 ans	511	564	562	+10,0 %

Population active totale	372	426	404	+8,6 %
- dont actifs ayant un emploi (population active occupée)	345	403	380	+10,1 %
- dont actifs au chômage	26	23	23	-11,5 %
Population inactive totale	139	138	158	+13,7 %
- dont élèves, étudiants et stagiaires	54	43	36	-33,3 %
- dont retraités et préretraités	45	59	93	+106,7 %
- dont autres inactifs	40	36	30	-25,0 %

Taux d'activité au sens de l'INSEE	72,8 %	75,5 %	71,8 %	-1,0 %
Taux d'activité par rapport à la population totale	48,1 %	50,8 %	50,0 %	+1,9 %
Taux de chômage	7,0 %	5,3 %	5,7 %	-1,3 %

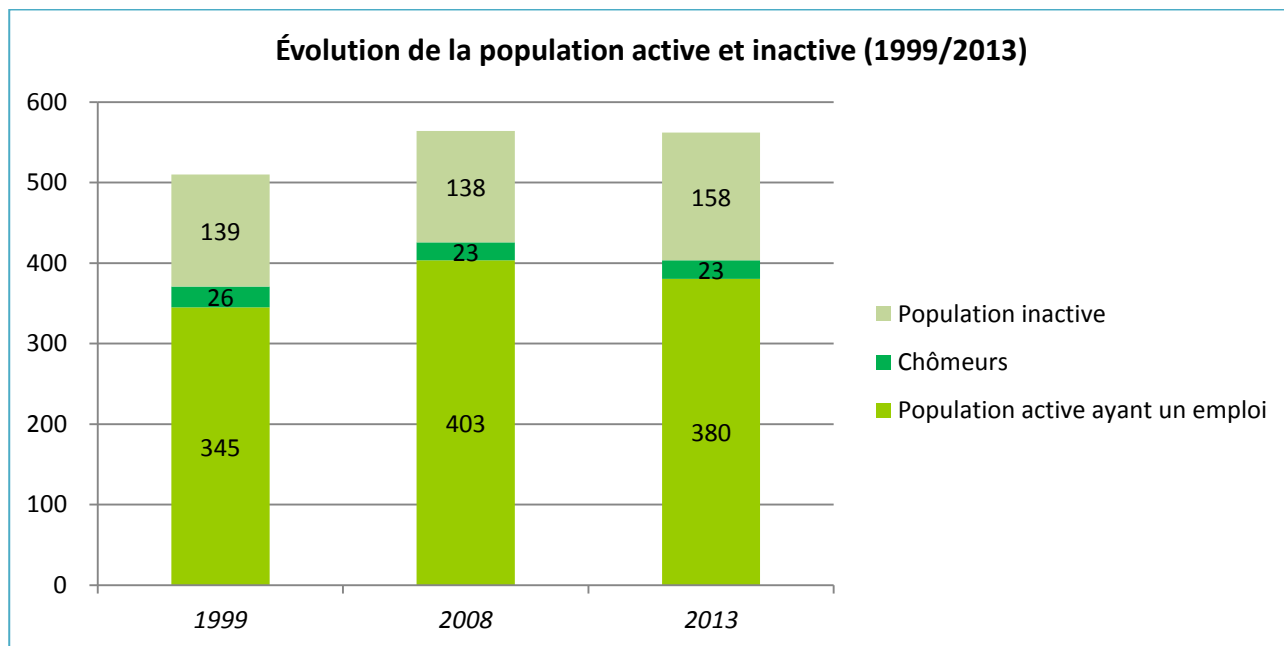
Population active résidant et travaillant dans la commune	30	41	35	+16,7 %
Population active résidant mais travaillant hors commune	295	365	347	+17,6 %

Source : RP 1999 à 2013 exploitations principales

La population active de L'Orbrie s'élève à 404 personnes en 2013. Elle est en augmentation de 32 personnes depuis 1999, soit une hausse de 8,6 %.

Le taux de chômage est en baisse sensible entre 1999 et 2013, passant de 7 à 5,7 % de la population active malgré un contexte national globalement défavorable.

Parallèlement, le taux d'activité de la population⁶ progresse légèrement, passant de 48,1 à 50,0 % de la population, malgré une augmentation de la population active, de la population active occupée et de la population inactive.



Source : INSEE, RP 1999 à RP 2013 exploitations principales

Une dynamique économique stable

Les activités économiques présentes sur la commune génèrent un total de 74 emplois en 2013 (en recul de 25 unités par rapport à 2008, soit une baisse de 25,3 %) tandis que la population active occupée⁷ de L'Orbrie comptabilise 380 personnes (en hausse de 10,1% par rapport à 1999). Le ratio entre emplois et population active occupée (l'indicateur de concentration d'emploi) baisse donc légèrement. Il était de 24,4 en 2008 et il est de 19,3 en 2013. Malgré des perspectives globalement positives (baisse du taux de chômage, augmentation de la population active, augmentation de la population active occupée...), le taux de concentration d'emploi ne permet pas à tous les actifs résidents de travailler sur leur lieu d'habitation. Cela génère notamment des déplacements domicile/travail plus nombreux (cf. partie « déplacements » du présent rapport).

Si L'Orbrie confirme son rôle de commune résidentielle, puisqu'une part importante de ses actifs travaille principalement sur le pôle d'emplois de Fontenay-le-Comte, de nombreux emplois existent néanmoins sur la commune qu'il convient de préserver et de développer.

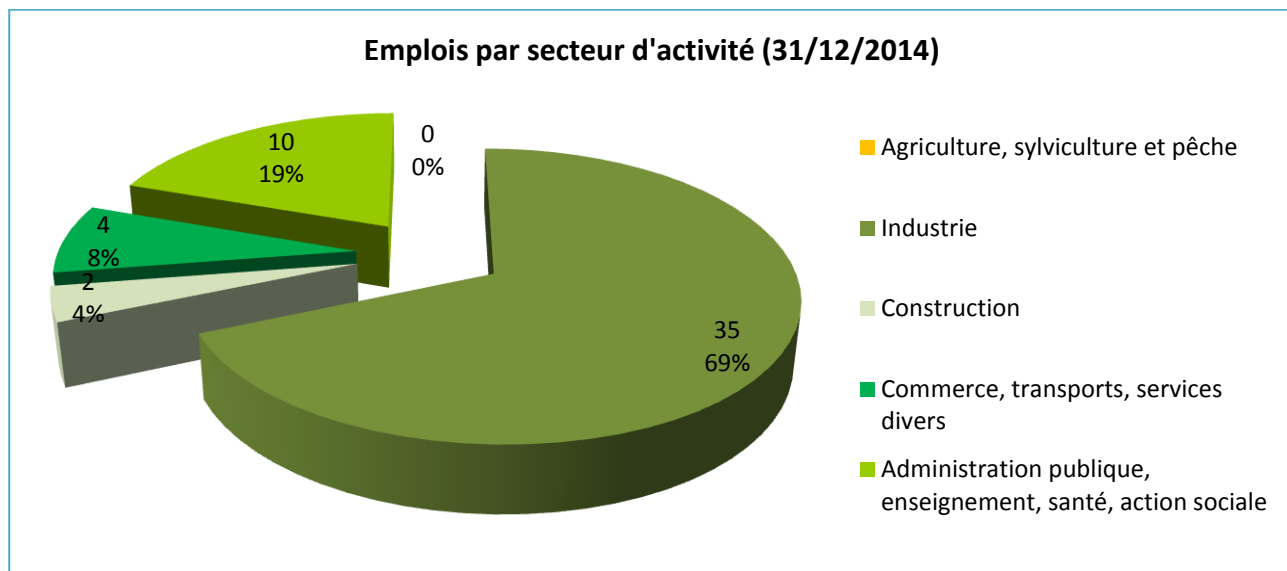
La répartition de ces emplois par secteur d'activité (chiffres au 31 Décembre 2014) montre une prédominance de l'industrie dans le tissu local (69% des emplois). Le tissu économique est peu diversifié

⁶ Le taux d'activité s'entend en part de la population active (ayant un emploi, salarié ou non, ou au chômage) par rapport à la population totale de la commune.

⁷ Population active occupée : part de la population active (15/64 ans) ayant un emploi.

avec un faible nombre d'emplois dans les secteurs du commerce, des transports, des services et de la construction.

Par ailleurs, dans le contexte national de réorganisation de l'activité agricole, l'emploi salarié dans ce domaine se réduit considérablement. Aucun emploi salarié n'est lié sur la commune au secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Comme expliqué ci-après (cf. partie « activités agricoles et sylvicoles »), l'emploi dans ce domaine est en recul constant sur les dernières décennies (6 emplois en 1988, 2 en 2010, qui sont tous deux des emplois non-salariés).



Source : INSEE et CLAP

Le tissu économique communal

Les entreprises suivantes ont été recensées sur la commune par la municipalité.

Liste des entreprises présentes sur la commune

Nom	Activité
BCF – M. ROUFFIGNAC	Mécanique industrielle
La Lutine – M. et Mme GUITTON	Boulangerie, Pâtisserie
Mme FLAVIEN	Salon de coiffure
Eau Service Plus – M. LEMIRE	
M. PERRAUD	Menuiserie
Énergies Sud Vendée – M. GUINODEAU	
TOURAIS Maintenance Service – M. TOURAIS	
M. THUILOT	Garagiste
M. et Mme REIGNER	Chambres d'hôtes
Les mille et un services – M. DONNÉ	Services à domicile
Styl'Ecusson – Mme FOUQUET	Écussons brodés, badges
Broderie distinction – Mme CALLEEUV	Broderie, gravure sur verre
Mme LOICHOT	Peinture, gravure
Mme GALAND	Peinture
Docteur MOURAD	Cabinet médical
Mmes BLANCHARD et MIMEAU	Cabinet d'infirmières
Mme PAUMIER	Assistante sociale

Source : Mairie de L'Orbrie

LES ACTIVITÉS AGRICOLES ET SYLVICOLES

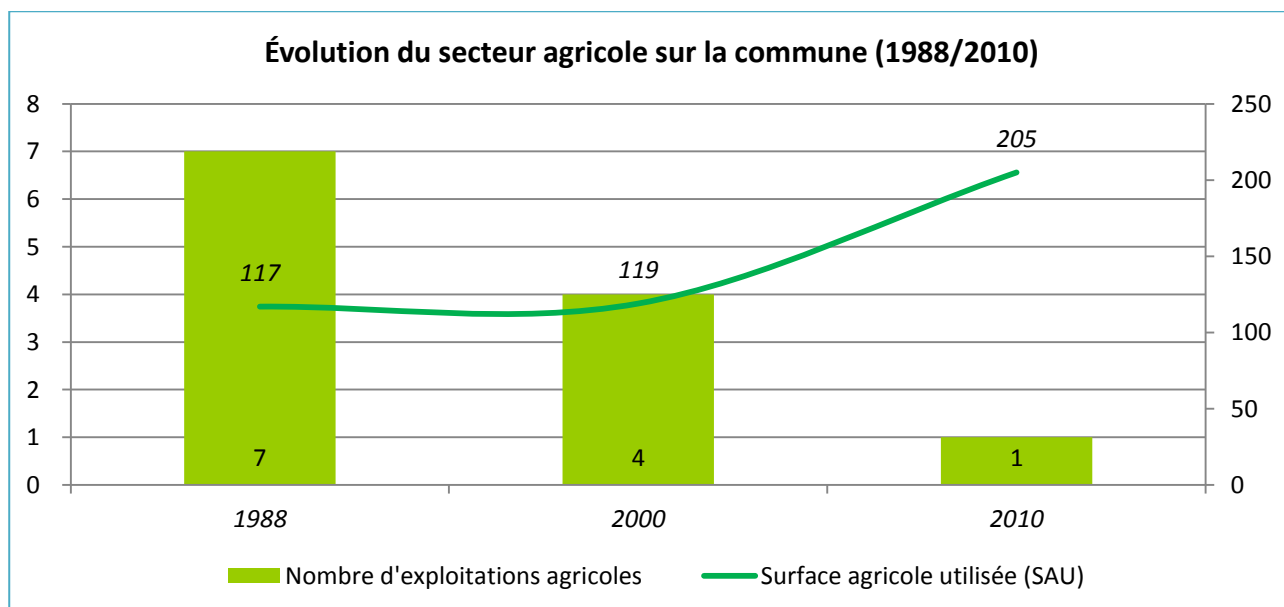
LE CONTEXTE AGRICOLE COMMUNAL



Les éléments suivants sont issus des données communiquées par la Mairie de L'Orbrie et par la Chambre d'Agriculture de la Vendée (Observatoire de l'agriculture sur le Pays de Fontenay-le-Comte).

Évolution générale de l'activité agricole

Les surfaces agricoles utilisées⁸ sont en augmentation de 75,2% par rapport au recensement général agricole de 1988. Selon les données du dernier recensement, une seule exploitation professionnelle est présente à L'Orbrie en 2010, contre 7 en 1988.



Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010

Évolution du secteur agricole communal	1988	2000	2010
Superficie agricole utilisée des exploitations (en hectares)	117	119	205
Cheptel	118	157	329
Nombre d'emplois (salariés et non-salariés)	6	3	2

Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010

⁸ Les surfaces agricoles utilisées (SAU) des exploitations telles que définies par le Recensement Général Agricole comprennent l'ensemble des terres exploitées, dans et hors commune, par les agriculteurs ayant leur siège sur la commune. Elles ne comprennent donc pas, par exemple, les terres exploitées sur la commune par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur une commune limitrophe.

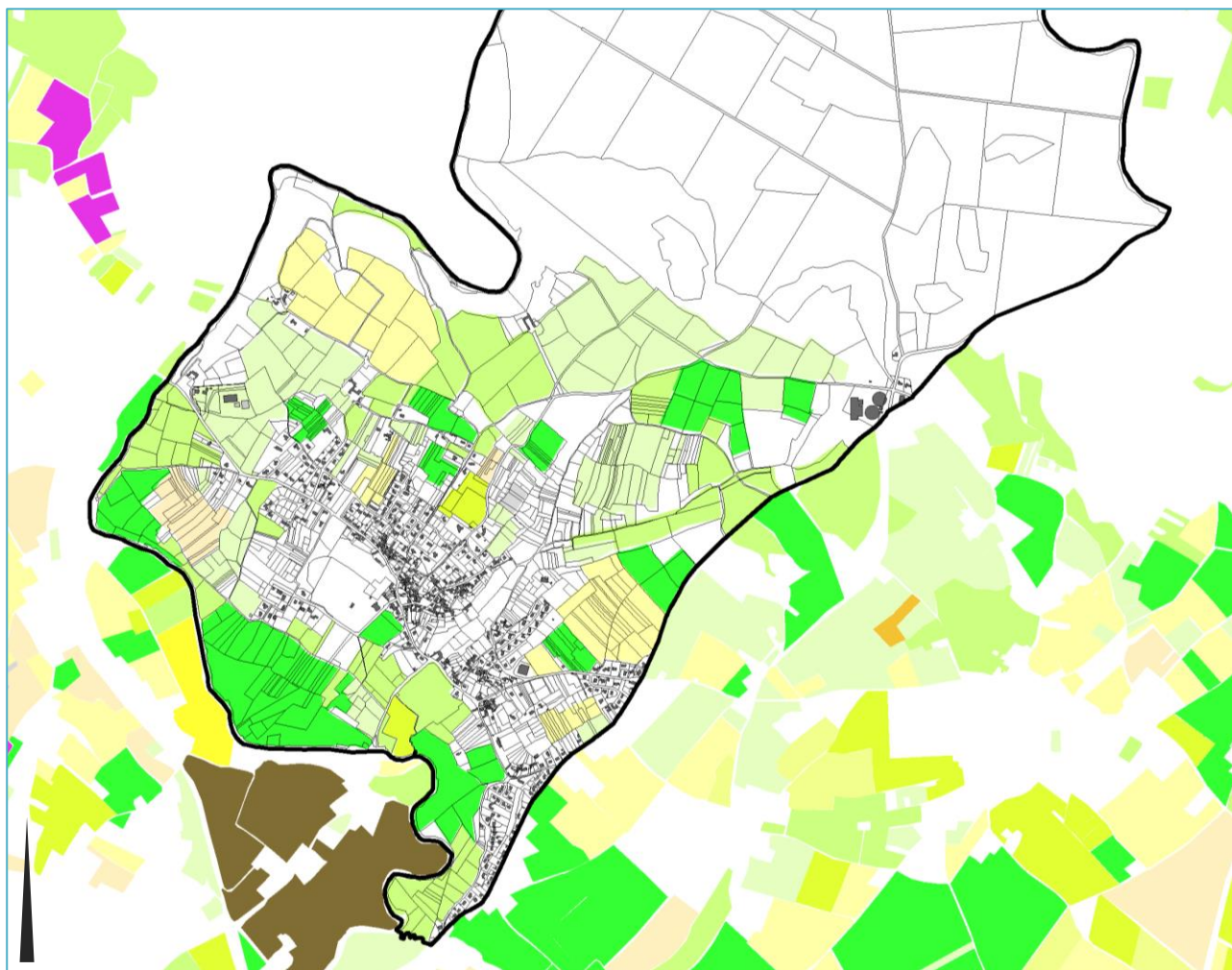
LA VALEUR ÉCONOMIQUE DES ESPACES AGRICOLES

Exploitation des terres agricoles

Les terres de la commune sont essentiellement cultivées pour la production de céréales (blé, orge), et d'oléoprotéagineux (colza). En limite Sud de la commune, de vastes espaces sont également dédiés à la maïsiculture. Aucune terre n'est exploitée pour l'agriculture au Nord de la commune (Forêt de Mervent).

On notera la présence de nombreuses prairies permanentes et temporaires en lisières des espaces boisés de la commune.

Caractéristiques de l'exploitation des terres en 2012



Source : SIG PARCOURS, base cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données ASP RPG 2012 – Échelle : 1/35 000

LÉGENDE (culture majoritaire)

Blé tendre	Fourrage	Autres oléagineux	Vignes
Maïs, grain et ensilage	Estives landes	Protéagineux	Fruits à coque
Orge	Prairies permanentes	Plantes à fibres	Autres cultures
Autres céréales	Prairies temporaires	Semences	Légumes, Fleurs
Colza	Vergers	Autres gels	Arboriculture
Tournesol		Légumineuses à grains	Divers

Appellations d'Origine Contrôlée ou Protégée (AOC/AOP) et Indications Géographiques Protégées (IGP)

La commune de L'Orbrie est incluse dans les aires géographiques des signes d'identification de la qualité et de l'origine pour les produits suivants :

- **Appellations d'Origine Contrôlées et Protégées (AOC/AOP)**

- › Beurre Charentes-Poitou
- › Beurre des Charentes
- › Beurre des Deux-Sèvres

- **Indications Géographiques Protégées (IGP)**

- › Brioche vendéenne
- › Bœuf de Vendée
- › Moquette de Vendée
- › Porc de Vendée
- › Volailles de Vendée

La plupart de ces appellations ou indications ne fait pas l'objet d'une délimitation à l'échelle de la parcelle ou des sections cadastrales.

LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET LEURS PRODUCTIONS

Liste des exploitations agricoles présentes sur la commune

N° ⁹	Nom de l'exploitant	Statut juridique	Localisation	Activité principale	Activité secondaire
1	GAEC Les deux rives	GAEC	La Folie	Élevage	Céréales

Source : Diagnostic agricole

Comme cartographié en page suivante, la seule exploitation agricole dont le siège est implanté sur la commune est situé au niveau du lieu-dit « La Folie », au Nord-Ouest du Bourg, en direction de Pissotte. Ses installations sont classées ICPE. L'entreprise est implantée à l'écart des espaces bâtis. Les contraintes réciproques sont donc réduites. C'est un état de fait qui devra être préservé lors de l'étude du projet urbain.

Liste des exploitations agricoles dont le siège est situé hors-commune

Nom de l'exploitant	Statut juridique	Localisation	Activité principale	Activité secondaire
GAEC La Jonchère	GAEC	Saint-Michel-le-Cloucq	Élevage	
GAC MATHE	GAEC	Saint-Michel-le-Cloucq	Élevage	Céréales
EARL Les Cèdres	EARL	Saint-Michel-le-Cloucq	Élevage	

Source : Diagnostic agricole

⁹ Le numéro correspond à la localisation de l'exploitation sur la carte précédente



Source : SIG Parcours, données CD 85 orthophotographies 2013 - Échelle : 1/5 000

Les installations agricoles classées

Lors de la création de ce type d'établissement classé, la réglementation prévoit que les bâtiments respectent une distance minimale de 100 mètres vis à vis des tiers (hormis logements occupés par des personnels de l'installation et gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance), stades, campings agréés et zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

L'article L.111-3 du Code Rural introduit la réciprocité des distances d'éloignement à respecter entre bâtiments agricoles abritant des élevages et habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers. Elle prévoit en effet les mêmes contraintes lorsque ce sont des tiers qui doivent s'implanter à proximité de bâtiments d'élevage existants et de leurs annexes (bâtiments, plateformes à fumier, fosses à lisier, parcs d'ébat pour les chiens, etc.).

Ces distances d'éloignement visent à éviter les conflits générés par des exploitations trop proches des habitations.

Le GAEC « *La Folie* » est inscrit au registre des installations classées pour ses activités d'élevage.

Maîtrise des pollutions et modernisation des installations

Dans le cadre d'une relation concertée entre pérennité des activités agricoles d'élevage et protection de l'environnement, les éleveurs de la commune peuvent souscrire, s'ils le souhaitent, à l'élaboration d'un Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA) qui implique, entre autres, de procéder à l'épandage des effluents d'origine agricole.

Mesures Agro-Environnementales Territorialisées (MAET)

Les mesures agro-environnementales territorialisées sont des contrats rémunérés d'une durée de 5 ans visant à mettre en place des pratiques spécifiques pour la protection de l'environnement. Les agriculteurs de la commune peuvent contractualiser, s'ils le souhaitent, un programme de mesures agro-environnementales.

Les MAET sont localisées sur des zones à protéger : sites Natura 2000, périmètres de protection de captage d'eau potable, zones humides...

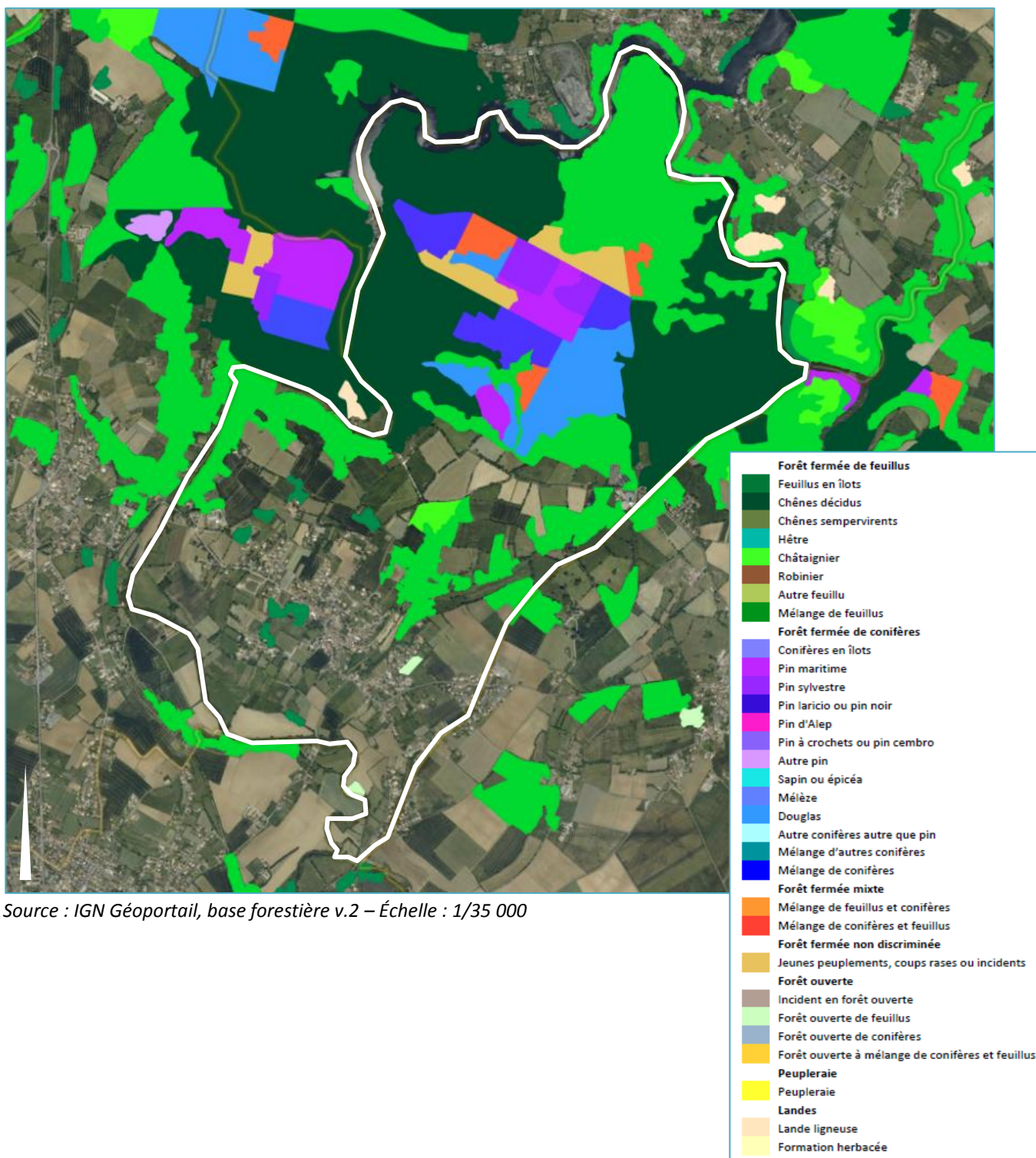
LES ACTIVITÉS SYLVICOLES

Diagnostic des activités en place

La commune de L'Orbrie possède de nombreuses unités boisées, majoritairement réparties sur le Nord du territoire et appartenant à l'ensemble forestier de Mervent-Vouvant.

La commune appartient, pour sa partie Nord, à la sylvoécocorégion « Bocage vendéen » et, pour sa partie Sud, à la sylvoécocorégion « Groies ».

Caractéristiques du couvert forestier



La forêt publique représente, sur la commune de L'Orbrie, **396,2 hectares**, et les enjeux qui l'entourent sont nombreux : protection de la biodiversité, développement du tourisme et des loisirs de plein air (randonnée notamment), enjeux économiques liés à l'exploitation forestière, etc. Certains de ces enjeux sont traités ci-après, en partie « Trame verte et bleue » du présent rapport.

LÉGENDE

- Forêt publique non-domaniale
- Forêt publique domaniale

Plan Local d'Urbanisme de L'Orbrie (85)

L'EXPOSITION DE LA POPULATION AUX RISQUES

LA CONNAISSANCE ET LA LEÇON DES RISQUES PASSÉS

La commune de L'Orbrie a fait l'objet de huit arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Inondations et coulées de boue	09/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983
Inondations et coulées de boue	20/06/1984	20/06/1984	21/09/1984	18/10/1984
Inondations et coulées de boue	11/06/1988	14/06/1988	05/01/1989	14/01/1989
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/05/2011	30/06/2011	06/11/2012	09/11/2012

Ces arrêtés sont pris à l'échelle communale.

Les risques identifiés comme générateurs d'atteintes aux biens ou aux personnes, soit par la récurrence d'événements déjà survenus, soit par l'importance du risque potentiel, sont les suivants :

- › Inondations par débordement de cours d'eau.
- › Rupture de barrage.
- › Feux de forêts.
- › Sismicité.
- › Phénomènes météorologiques.
- › Transport de marchandises dangereuses.

La localisation de ces risques est présentée aux pages ci-après.

Rappel des obligations réglementaires des collectivités

En vertu de l'article R.125-11 et suivants du Code de l'Environnement, toutes les communes du département de la Vendée sont concernées par l'obligation de réaliser un Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

Ce document, élaboré dans le but d'informer la population, indique les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde répondant aux risques majeurs susceptibles d'affecter la commune. Ces mesures comprennent, en tant que de besoin, les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de survenue du risque.

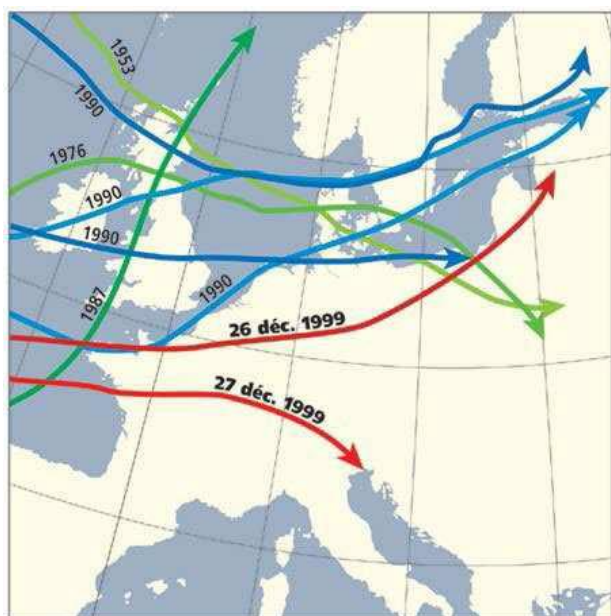
L'article 13 de la Loi de modernisation de la Sécurité Civile du 13 Août 2004 rend obligatoire la réalisation par le Maire d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) pour les communes disposant d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé ou celles comprises dans le champ d'application d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI).

Ce document est un outil opérationnel à l'échelle communale pour gérer les secours en cas de crise majeure. Il comprend les mesures qui permettent d'organiser la sauvegarde et la protection des personnes, la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, les moyens d'accompagnement et de soutien de la population. Le DICRIM constitue la première partie du PCS sur le volet relatif à l'information sur les risques majeurs.

Les communes qui ne sont pas soumises à cette obligation réglementaire sont fortement incitées à réaliser également un PCS.

LES RISQUES MÉTÉOROLOGIQUES

Le risque de tempêtes océaniques



Trajectoires de quelques tempêtes ayant touché l'Europe (1950/2000) - Source : Portail des Risques Majeurs

Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique (ou dépression), dans laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes en température et en teneur d'eau. De cette confrontation naissent des vents parfois très violents. On parle de tempête quand les vents dépassent 89 km/heure.

Le risque tempête (passage de « Martin » en 1999 et de « Xynthia » en 2010) est possible sur la commune.

Impuissants face à l'occurrence du phénomène, il est possible d'en prévenir les effets par le biais de mesures d'ordre constructif, par la surveillance météorologique (prévision) et par l'information de la population et l'alerte.

Le risque de phénomènes orageux violents

Un orage est une perturbation atmosphérique d'origine convective associée à un type de nuage particulier : le cumulonimbus. Les orages peuvent générer des pluies fortes à diluviennes, des coups de foudre, des chutes de grêle, des vents très violents et, rarement, des tornades.

À nos latitudes, le risque orageux est essentiellement présent durant la saison chaude, de la moitié du printemps à la moitié de l'automne. Le centre-Ouest de la France est particulièrement exposée à ce risque en raison de sa localisation en bordure du principal couloir d'orages allant de l'Aquitaine à la Bourgogne. Des épisodes orageux violents se produisent régulièrement.

LES RISQUES LIÉS À LA GÉOLOGIE

Le risque « cavités souterraines »

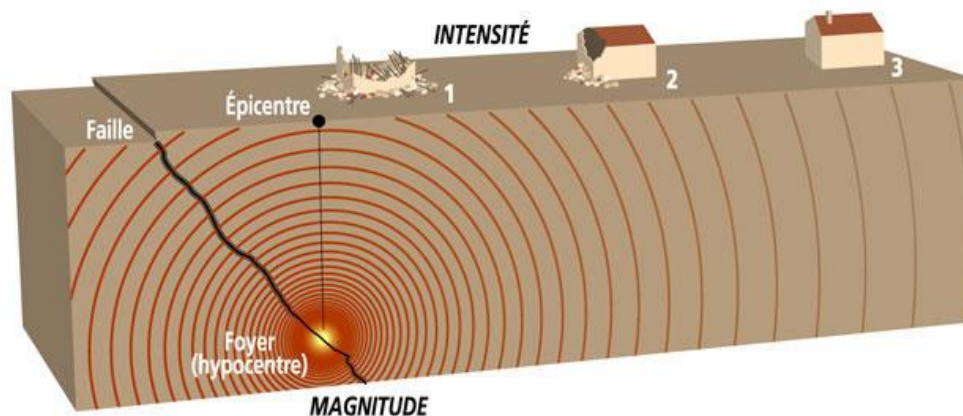
L'attention de la collectivité locale est attirée sur les dispositions résultant de la loi du 30 Juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages qui modifient le Code de l'Environnement (article L.536) en confiant aux communes ou à leurs groupements compétents en matière de documents d'urbanisme le soin d'élaborer en tant que de besoin des cartes délimitant les sites où sont situés des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol. Le Maire a la responsabilité de communiquer, sans délai, au représentant de l'État dans le département et au Président du Conseil Départemental les éléments dont il dispose à ce sujet.

Aucune cavité n'a été identifiée à ce jour par le BRGM sur le territoire communal. L'attention de la collectivité est attirée sur le fait que l'inventaire préalable du BRGM ne préjuge pas de l'absence de cavités non encore répertoriées.

Le risque sismique

Le ministère de l'Écologie, du Développement Durable a élaboré un Programme National de Prévention du Risque Sismique présenté en Novembre 2005.

Ce programme s'inscrit pleinement dans le cadre de la politique gouvernementale de Développement Durable et s'attache à responsabiliser les élus locaux. En réduisant la vulnérabilité des personnes et des biens, il valorise le patrimoine national et améliore la qualité de construction.



Suite au zonage sismique de la France, élaboré le 21 Novembre 2005, la commune est classée en zone de sismicité 3 (modérée), avec des accélérations du sol pouvant aller de 1,1 m/s² à 1,6 m/s². La mise en œuvre de ce plan a pour effet de renforcer les mesures constructives des bâtiments existants ou futurs.

Le risque « retrait et gonflement des argiles »

Ce phénomène est également connu sous le nom de « risque sécheresse ». Les argiles sont sensibles à la teneur en eau du sol : elles gonflent en présence d'eau puis se rétractent quand la teneur en eau diminue. La présence d'argile dans le sol ou le sous-sol peut donc conduire à des mouvements de terrain différentiels qui peuvent être à l'origine de désordres aux bâtiments (fissuration des murs, etc.).

Afin de se prémunir des désordres, un certain nombre de dispositions doivent être respectées :

- › Dispositions constructives pour ce qui concerne les fondations et la structure des bâtiments (profondeur des fondations, chaînage, etc.)
- › Dispositions relatives à l'environnement des bâtiments en vue de limiter les variations de teneur en eau du sol à proximité des bâtiments (gestion des eaux pluviales, etc.)

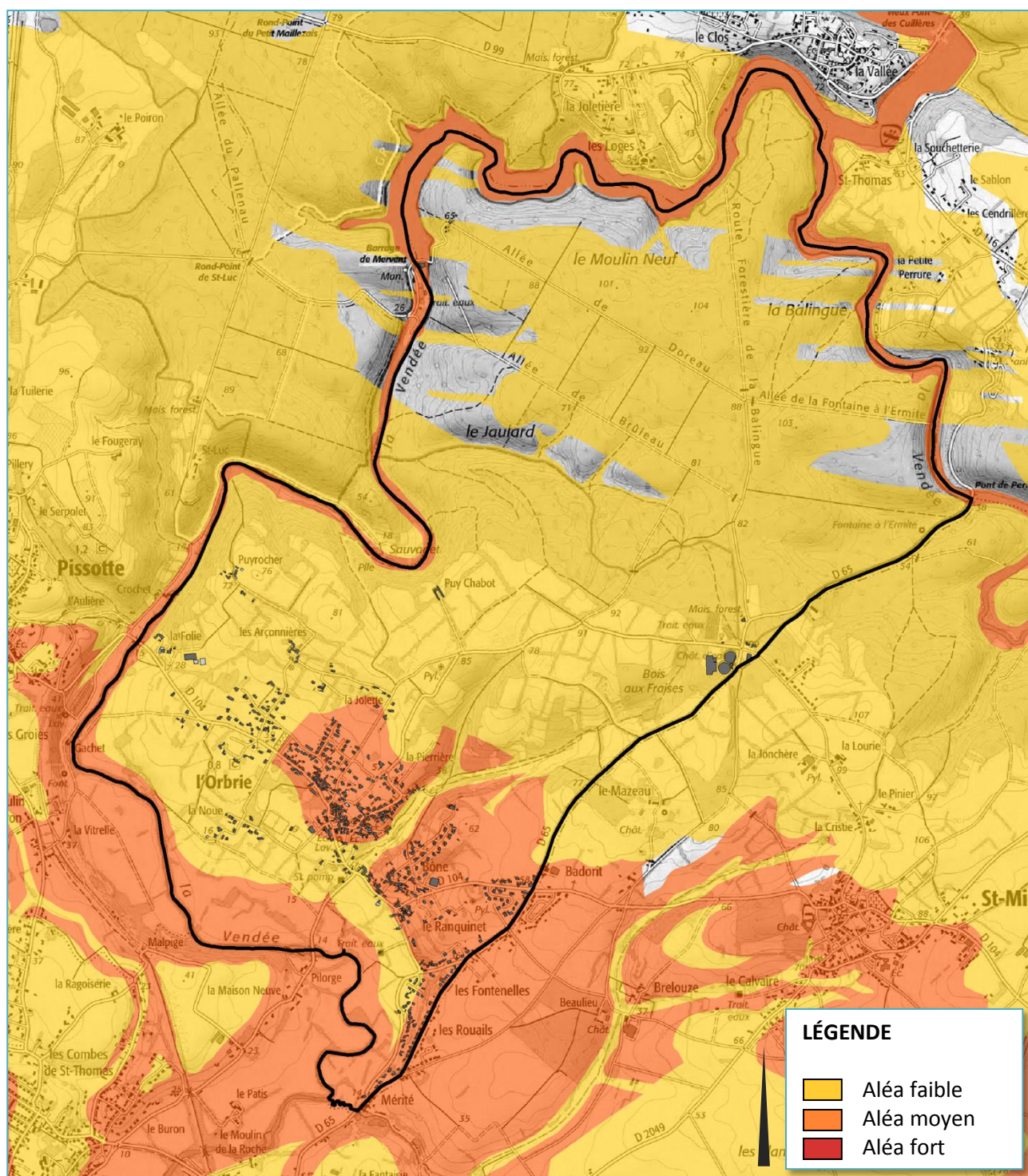
Le phénomène concerne presque intégralement la commune de L'Orbrie. La quasi-totalité du bâti est concerné par un aléa moyen, incluant le Bourg et son extension vers le Sud (« Les Fontenelles », « Mérité »).

La partie Nord-Ouest du Bourg et le lieu-dit « La Noue » sont concernés par un aléa faible. Il est à noter que les limites entre ces zones d'aléas, signalant généralement une différence de densité argileuse, peuvent être des points de friction pour le bâti.

- **Le risque « argiles » doit d'une part, être pris en compte dans les choix des secteurs à ouvrir à l'urbanisation, et d'autre part, être porté à la connaissance des tiers envisageant des projets.**

L'attention des porteurs de projets est attirée sur l'existence de ce risque. Une étude de sol détaillée doit être réalisée et la conception des constructions doit être adaptée à la situation pédologique, y compris dans les zones définies comme constructibles au Plan Local d'Urbanisme.

Localisation du risque « argiles » sur la commune



Source : SIG PARCOURS, base cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données BRGM – Échelle : 1/25 000

Le risque incendie et feux de forêt

Le département de la Vendée n'a pas élaboré de Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI).

La commune de L'Orbrie est cependant incluse dans le massif forestier de Mervent, classé à risque potentiel.

En vertu de l'article L.321-1 et suivants du Code Forestier, une obligation de débroussaillage sur 50 mètres s'impose autour de toute construction située à ou à moins de 200 mètres des massifs à risques. Toute construction à moins de 50 mètres des lisières du massif boisé impliquera donc des mesures de protection particulières susceptibles d'engendrer des coûts élevés.

Dans ce contexte, il est recommandé de respecter une distance d'éloignement des zones urbanisables par rapport aux boisements pour limiter les départs de feux accidentels et pour limiter les conflits de voisinage dus à des chutes de branches ou à des ombrages.

Cette disposition permet aussi de maintenir un accès aux zones boisées pour leur exploitation et leur mise en valeur ainsi que la conservation de lisières étagées favorables à un bon équilibre du massif. La délimitation des zones urbanisées ou urbanisables sera donc adaptée.

LES RISQUES LIÉS À L'HYDROLOGIE

Le risque d'inondation par débordement de cours d'eau

La commune est concernée par l'Atlas des Zones Inondables de la Vendée pour la rivière du même nom (approbation en Octobre 1997). La Vendée est par ailleurs concernée par un Plan de Prévention du Risque d'inondation (PPRI), approuvé par Arrêté Préfectoral n°08 CAB/SIDPC/047 le 18 Août 2008. Ce plan vaut servitude d'utilité publique PM1 « protection contre les risques naturels prévisibles ».

La commune est également concernée par le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) adopté dans le cadre du SDAGE Loire-Bretagne, traité ci-après dans une notion de compatibilité (cf. partie « compatibilité avec les autres plans et programmes »).

La crue du 4 Novembre 1960 est la crue de référence pour la Vendée. La crue du 26 Novembre 1777, d'après des études d'archives, apparaît comme beaucoup plus forte. Au niveau de la retenue de Mervent (bassin versant de 385 km²), située en limite Nord-Ouest de la commune de L'Orbrie, les estimations de débits et de période de retour sont les suivantes :

Date	Débit de pointe	Période de retour
26 Novembre 1777	430 / 460 m3/seconde	500 ans
4 Novembre 1960	330 / 350 m3/seconde	100 ans
Décembre 1999	190 / 210 m3/seconde	10 ans

Source : Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) de la Vendée

La prise en compte des risques naturels, notamment en matière d'inondation, est renforcée par la Loi du 30 Juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

Ainsi, il convient de préserver de toute urbanisation les secteurs considérés comme des zones de champs d'expansion des crues. Il faut également garantir la capacité d'écoulement des eaux. Il convient dans ce cadre, de réduire l'exposition aux risques des personnes et des biens par la prise en compte de la réduction de la vulnérabilité. Les zones inondables seront donc exclues des zones destinées à l'urbanisation.

En application des principes définis par la circulaire du 24 Janvier 1994 et par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne, il convient de rappeler l'interdiction de réaliser des endiguements ou remblais lorsqu'ils se situent dans le lit majeur de la rivière à l'exception de ceux destinés à protéger des zones urbanisées déjà existantes ou ceux liés à des ouvrages d'intérêt général.

Une carte relative à l'inondabilité de la commune est présentée ci-après. L'aléa inondation est concentré le long de la Vendée, en limite périphérique de la commune. Aucun bâtiment n'est directement concerné par le risque. Dans le cas d'une crue exceptionnelle, le seul secteur potentiellement impacté serait au niveau du lieu-dit « Mérité », au Sud de la commune.

LÉGENDE

- Aléa faible
- Aléa moyen
- Aléa fort

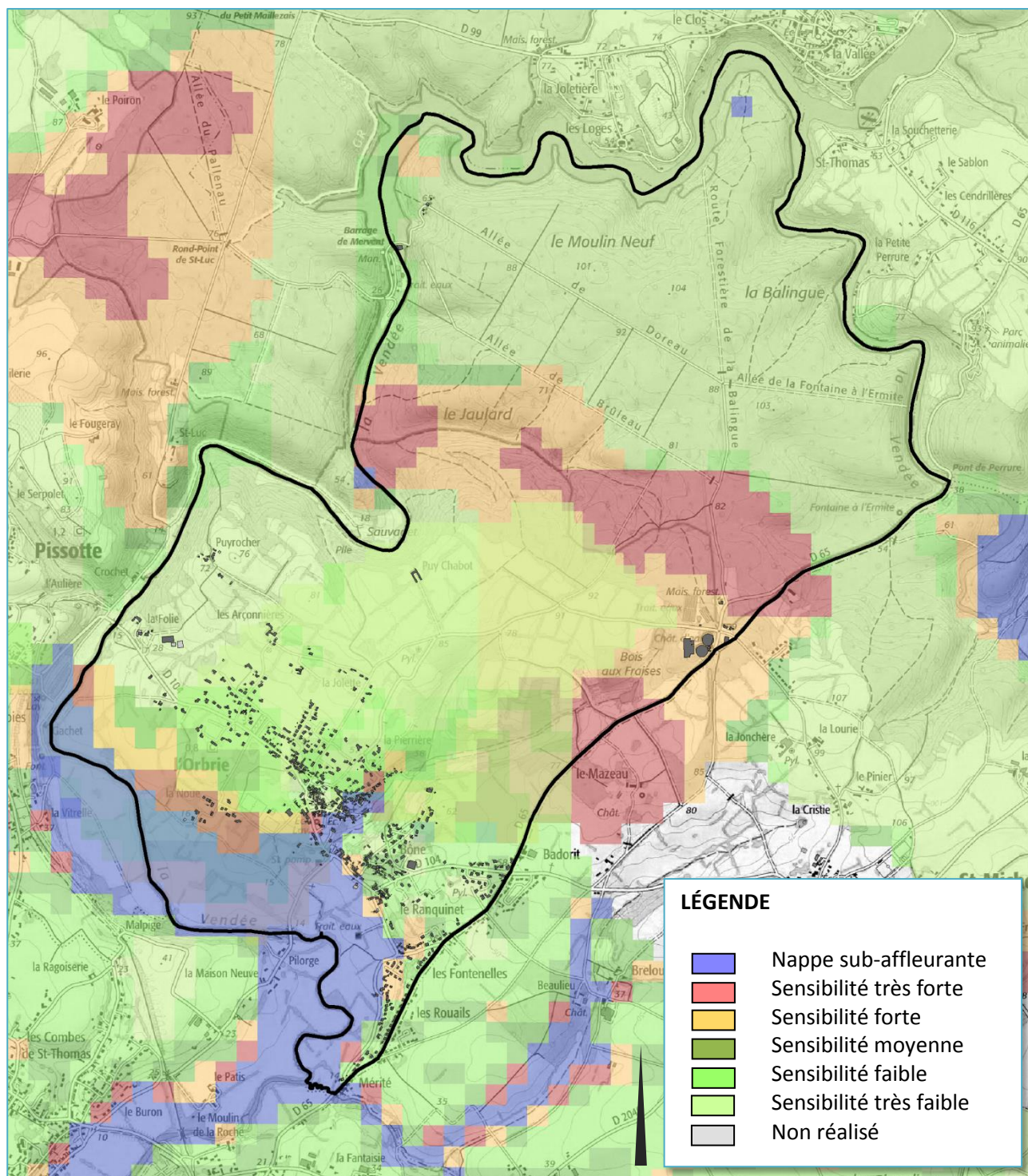
Plan Local d'Urbanisme de L'Orbrie (85)

Le risque de remontées de nappes

La remontée de nappes phréatiques peut générer des dommages aux fondations des bâtiments et perturber le fonctionnement de certains réseaux, et en particulier des systèmes d'assainissement non collectifs. Il convient donc de prendre en compte ce phénomène.

Les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches cristallines imperméables ne sont pas concernés par ce risque. Celles-ci présentent en effet un trop faible potentiel de retenue d'eau pour générer des remontées de nappes phréatiques. En revanche, les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches calcaires, sont concernés de manière variable par ce risque.

Localisation du risque « remontées de nappes » sur la commune



Source : SIG PARCOURS, base cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données BRGM – Échelle : 1/25 000

La commune est diversement concernée par ce risque. Les secteurs potentiellement les plus concernés par ce risque sont les points bas topographiques : vallée de la Vendée (particulièrement dans le Sud de la commune) et, en remontant vers le Bourg, vallonement du ruisseau dit « de la Pierrière ». Le vallonement du ruisseau dit « du Jaulard », affluent de la Vendée et traversant la forêt selon un Axe Est/Ouest, présente également une sensibilité très forte à l'aléa. Le risque sous-jacent à la remontée de nappes est la saturation des sols, notamment lors d'épisodes pluvieux importants et de ruissellements qui saturent les dépressions du relief.

LES RISQUES INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES

Le risque « rupture de barrage » et onde de submersion

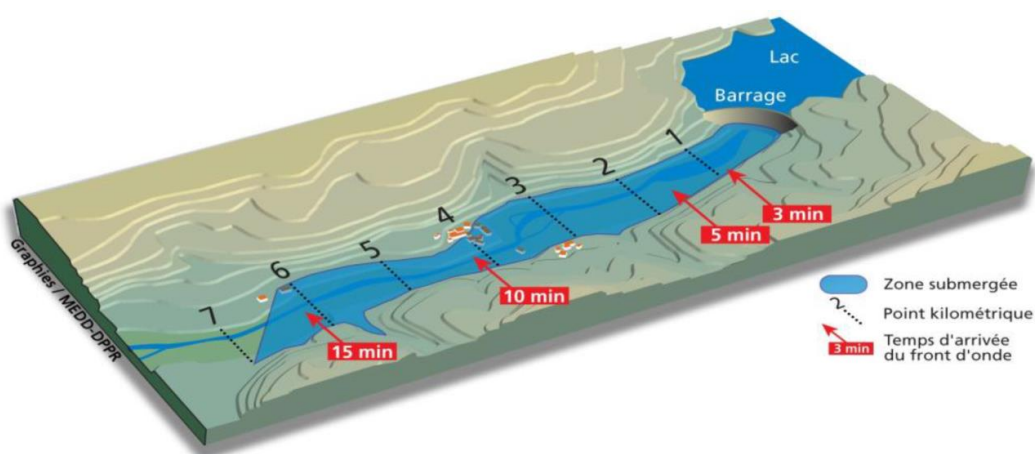
La réglementation de la sécurité des ouvrages hydrauliques a été mise à jour et unifiée dans le cadre de la Loi du 30 Décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques. Elle propose des règles harmonisées pour tous les ouvrages hydrauliques relevant du livre II du Code de l'Environnement ou du livre V du Code de l'Énergie (ouvrages concédés utilisant l'énergie hydraulique).

Le Décret d'application du 11 Décembre 2007 met en place quatre classes de barrages et de digues (A, B, C et D) en fonction de leur importance décroissante et précise, pour chacune, les obligations d'entretien et de surveillance des exploitants. Les exploitants sont notamment tenus à des examens périodiques de leurs ouvrages et doivent en fournir les rapports à l'État.

Pour les plus grands barrages, la rédaction d'un plan particulier d'intervention (PPI), dont les modalités d'élaboration sont définies par décret, est nécessaire.

Le risque de rupture brusque et inopinée est considéré comme très faible, voire nul. La situation de rupture paraît plutôt liée à une évolution plus ou moins rapide d'une dégradation de l'ouvrage. Le danger est plus élevé pour un ouvrage en remblai que pour un ouvrage en béton, car il risque, en effet, d'être très érodé lors d'un déversement. Des fuites excessives peuvent se produire à travers le matériau, occasionnant des glissements ou une érosion.

En cas de rupture partielle ou totale, il se produirait en aval du barrage une inondation catastrophique précédée par le déferlement d'une onde de submersion très destructrice. La zone située en aval du barrage est découpée en zone de sécurité immédiate, dite « zone du quart d'heure », et en zones d'alerte plus éloignées.

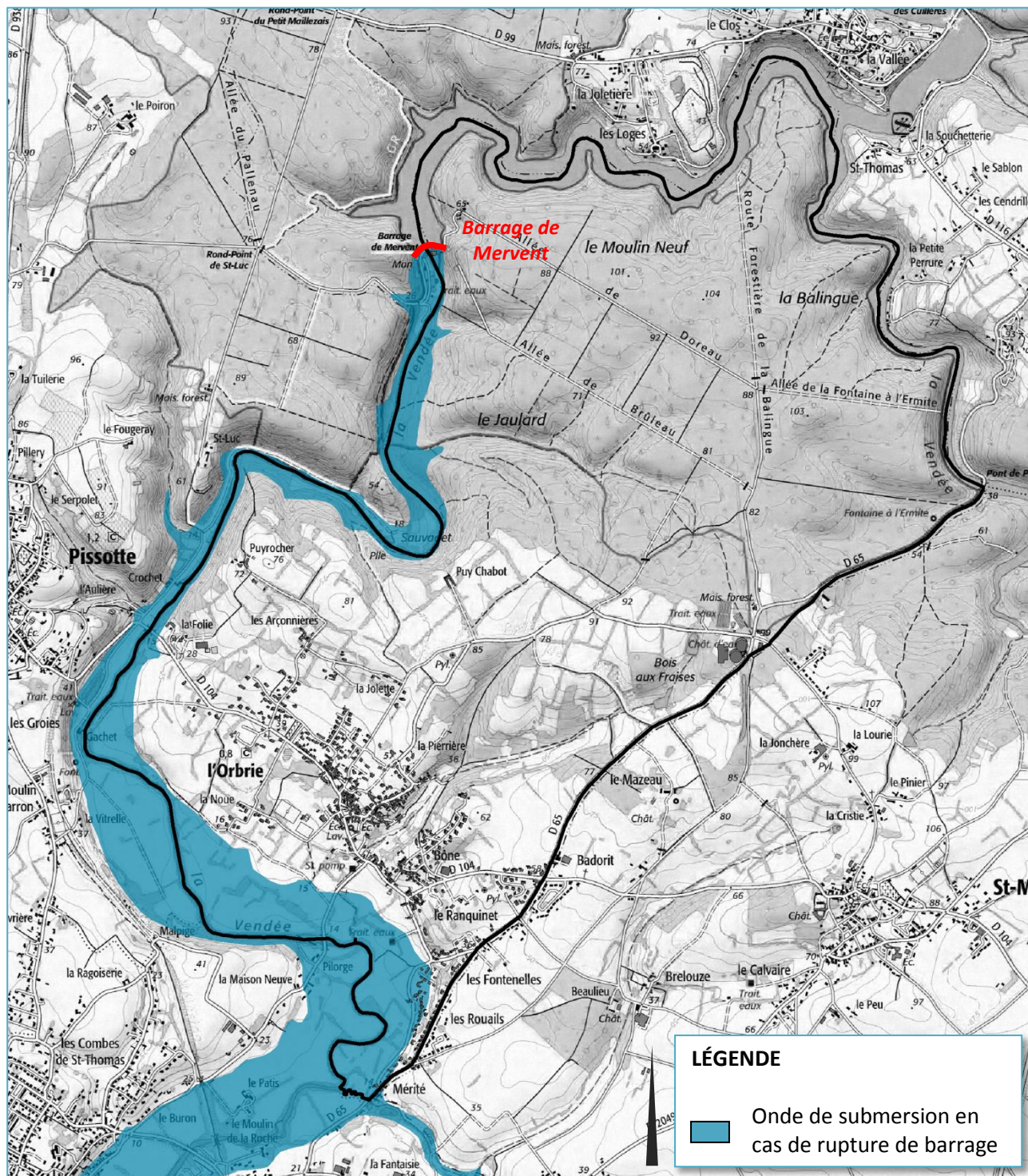


La commune de L'Orbrie est concernée par un barrage de classe A situé à la limite Nord-Ouest du territoire et pouvant avoir des conséquences dommageables en cas de rupture. Il s'agit du Barrage de Mervent, d'une hauteur de digue de 29 mètres et d'une capacité maximale de retenue d'eau de 8,3 millions de m³. Le PPI est en cours et L'Orbrie fait partie des communes qui pourraient être impactées par l'onde de

submersion. Des études sont arrivées à leur terme pour le renforcement du barrage et son dimensionnement pour un épisode de crue décennale (750 m³/s contre 250 m³/s actuellement) compte-tenu de l'impact potentiellement important qu'aurait un épisode de crue pour la ville de Fontenay-le-Comte, en aval.

L'onde de submersion qui résulterait d'une rupture du barrage est cartographiée ci-dessous. Sur la commune, seul le lieu-dit « Les Fontenelles » serait potentiellement impacté.

Modélisation de l'onde de submersion en cas de rupture du barrage de Mervent



Source : SIG PARCOURS, base cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données DDTM de la Vendée – Échelle : 1/25 000

Le risque nucléaire

La commune n'est pas concernée par un Plan Particulier d'Intervention (PPI) au titre du risque nucléaire.

Le risque lié au transport d'énergies : le gaz

La commune n'est pas concernée par le risque lié au transport de gaz.

Le risque lié à l'exploitation de carrières

La commune n'est pas concernée par le risque minier ou lié à l'exploitation de carrières.

Le risque industriel (installations ICPE)

Le risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.

Il est indispensable de tenir compte de l'existant sur la commune de façon à ce que les futurs secteurs à urbaniser soient préservés d'éventuelles nuisances liées à la présence de ces établissements.

Les mesures à prendre sont celles veillant à assurer la mise en sécurité des personnes, la non aggravation d'un risque, ainsi que des dispositions liées aux gênes sonores ou/et olfactives lors du fonctionnement des installations.

La présence de tiers-habitants n'est pas recommandée dans un périmètre variable entre 50 et 100 mètres en fonction de la nature du site, sauf en cas d'antériorité constructive et de dérogation préfectorale accordée.

La base ICPE du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie fait état d'une installation ICPE recensée sur la commune de L'Orbrie.

Liste des installations ICPE (base MEDDE)

Installation	Statut	Organisme de contrôle	Nomenclature des activités en fonctionnement
GAEC Les Deux Rives	En fonctionnement (non SEVESO)	DDSV 85	Activité agricole

Source : Base ICPE – Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie – Juin 2015

Le risque lié aux émissions polluantes

Aucune installation n'a été recensée dans la base iREP pour la commune.

Le risque lié à la pollution des sols

Deux bases de données du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE) recensent les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) :

- › BASIAS (Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service) réalisée en collaboration avec le BRGM.

- › BASOL : sites pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

On notera que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne signifie pas obligatoirement qu'une pollution du sol existe à son endroit, mais seulement qu'une activité polluante a occupé ou occupe le site et qu'en conséquence les sols peuvent avoir été souillés ou peuvent l'être.

Sur la commune de L'Orbrie, aucun site BASOL n'est recensé.

En revanche, deux sites BASIAS sont recensés, comme présenté dans le tableau suivant. Le site BCF Industries se situe au niveau du lieu-dit « Les Grands Champs ».

Liste des installations BASIAS sur la commune

Code	Propriétaire	Activité	Statut
PAL8503652	BCF Industries SARL	Travail des métaux	En activité
PAL8501661	Non répertorié	Décharge	Activité terminée

Sources : Bases BASIAS et BASOL – BRGM – Février 2015

Le risque lié au transport de matières dangereuses

Les conséquences d'un accident de transport de matières dangereuses se traduisent de plusieurs manières : explosion, incendie, dispersion toxique dans l'air notamment, et peuvent avoir des répercussions importantes voire irréversibles pour la population qui s'y trouve exposée.

L'ensemble du département de la Vendée est concerné par le risque « transport de matières dangereuses ». L'infrastructure potentiellement « à risque » sur le territoire de L'Orbrie est la RD 65 (limite Est de la commune) et, à proximité, la RD 938t (Pissotte), faisant partie du réseau départemental principal.

Le risque routier

La Commission Européenne, réunie le 20 Juillet 2010, a donné les orientations politiques en matière de sécurité routière pour la période 2011/2020. Il s'agit de fournir un cadre général et des objectifs qui devraient orienter les stratégies nationales.

L'ambition première est de réduire de moitié le nombre de tués sur les routes. Elle passe par la mise en application de plusieurs mesures :

- › Améliorer l'éducation et la formation des usagers de la route.
- › Améliorer le contrôle de l'application de la réglementation.
- › Rendre les infrastructures routières plus sûres.
- › Rendre les véhicules plus sûrs.
- › Promouvoir l'utilisation de la technologie moderne pour améliorer la sécurité routière.
- › Améliorer les services d'urgence et la prise en charge des blessés.
- › Protéger les usagers vulnérables.

La principale voie de circulation de L'Orbrie est la RD 65 (Fontenay-le-Comte/RD 19 à travers le massif de Mervent/Vouvant), qui longe la limite communale selon un axe Sud/Nord-Est.

Les nuisances liées au bruit

La commune de L'Orbrie n'est pas concernée par le classement d'infrastructures de transport terrestre au titre des secteurs affectés par le bruit.

LES RISQUES LIÉS AU LOGEMENT

Le risque mérules et autres champignons lignivores

La loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite « Loi ALUR ») crée, dans son article 76, de nouvelles obligations constructives et destructives pour lutter contre la propagation des mérules et autres champignons lignivores. Ceux-ci attaquent les constructions bois, charpentes et structures et confèrent au bois un aspect spongieux.

La Vendée est un département potentiellement impacté par ce phénomène. L'attention de la collectivité est donc appelée sur l'obligation de signalisation en Préfecture de tout chantier ou un foyer de mérules est identifié, afin que les services de l'État puissent prendre, le cas échéant, un arrêté de délimitation des zones où un risque est présent.

Le risque termites et autres insectes xylophages

Le département de la Vendée est en partie concerné par la contamination des termites dans les habitations, comme une large partie des départements du Sud et de l'Ouest de la France.

La commune de L'Orbrie n'est pas concernée. Néanmoins, une vigilance est appelée de la part de la collectivité, la commune limitrophe de Fontenay-le-Comte étant classée comme infectée.

Le risque d'exposition au plomb

En application de l'article R.123-13 du Code de l'Urbanisme, le plan des zones à risque d'exposition au plomb doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme et conformément à l'Arrêté Préfectoral n°04-DAS-870 du 1^{er} Juillet 2004, l'ensemble du département de la Vendée est déclaré zone à risque d'exposition au plomb.

Par suite, pour toutes les transactions afférentes à des logements d'avant 1948, un état des risques d'accessibilité au plomb devra être produit.

LES ÉQUIPEMENTS ET LES SERVICES

LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES COMMUNAUX

La commune de L'Orbrie concentre les équipements propres à une commune périurbaine :

- › Mairie
- › Atelier communal
- › Bibliothèque municipale
- › Salle polyvalente « Louis Massé »
- › Centre Communal d'Action Sociale

L'école de L'Orbrie (École du Parc) fonctionne en Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) avec celle de Pissotte. Cette dernière accueille deux classes de cours élémentaire et moyen et L'Orbrie accueille deux classes de maternelle et CP. Chacune des écoles accueille en moyenne entre 40 et 50 élèves chaque année depuis 2013.

La navette du RPI est un transport gratuit financé par le Conseil Départemental de la Vendée.

L'école dispose par ailleurs de son propre restaurant scolaire et de son accueil périscolaire.

Par ailleurs, la vie municipale est riche d'une large activité associative avec une vingtaine d'associations qui proposent des activités sociales, ludiques ou culturelles aux habitants de la commune.



La salle polyvalente



L'école du Parc

Il est prévu de renforcer le pôle d'équipements aux abords de l'école, dans une logique de mutualisation des besoins.

- › La partie nord sera réservée à l'extension du groupe scolaire, actuellement contraint sur un site de 1 434 m² et qui ne dispose plus de terrain pour l'implantation d'un nouveau bâtiment et/ou d'une aire extérieure en cas de besoin.
- › Un espace de stationnement mutualisé est prévu être réalisé le long du Chemin de la Noue, afin de servir à la fois au groupe scolaire, aux activités sportives et aux activités culturelles. Le besoin est justifié par l'insuffisance de l'espace de stationnement actuel, notamment lors des événements ou des cérémonies.

Enfin, un espace dédié à l'implantation d'un nouvel équipement communal ou intercommunal est prévu sur la partie sud du site pour anticiper l'apparition de nouveaux besoins à long terme (exemple : maison de santé ...). Ce projet de renforcement du pôle d'équipements et de services publics justifie la délimitation d'un emplacement réservé sur l'ensemble de la parcelle concernée.

Origine de l'eau potable distribuée

L'approvisionnement en eau potable de la commune dépend du **Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable (SIAEP) de la Forêt de Mervent**. Fin 2013, le SIAEP a inauguré une nouvelle usine de production d'eau potable, construite au lieu-dit « La Balingue », sur la commune.

Cette usine, alimentée en eau brute par la retenue de Mervent, est l'une des plus importantes du département. Le transfert des eaux prélevées dans la retenue de Mervent jusqu'à la nouvelle usine est assuré via un poste de pompage et une conduite de transfert.

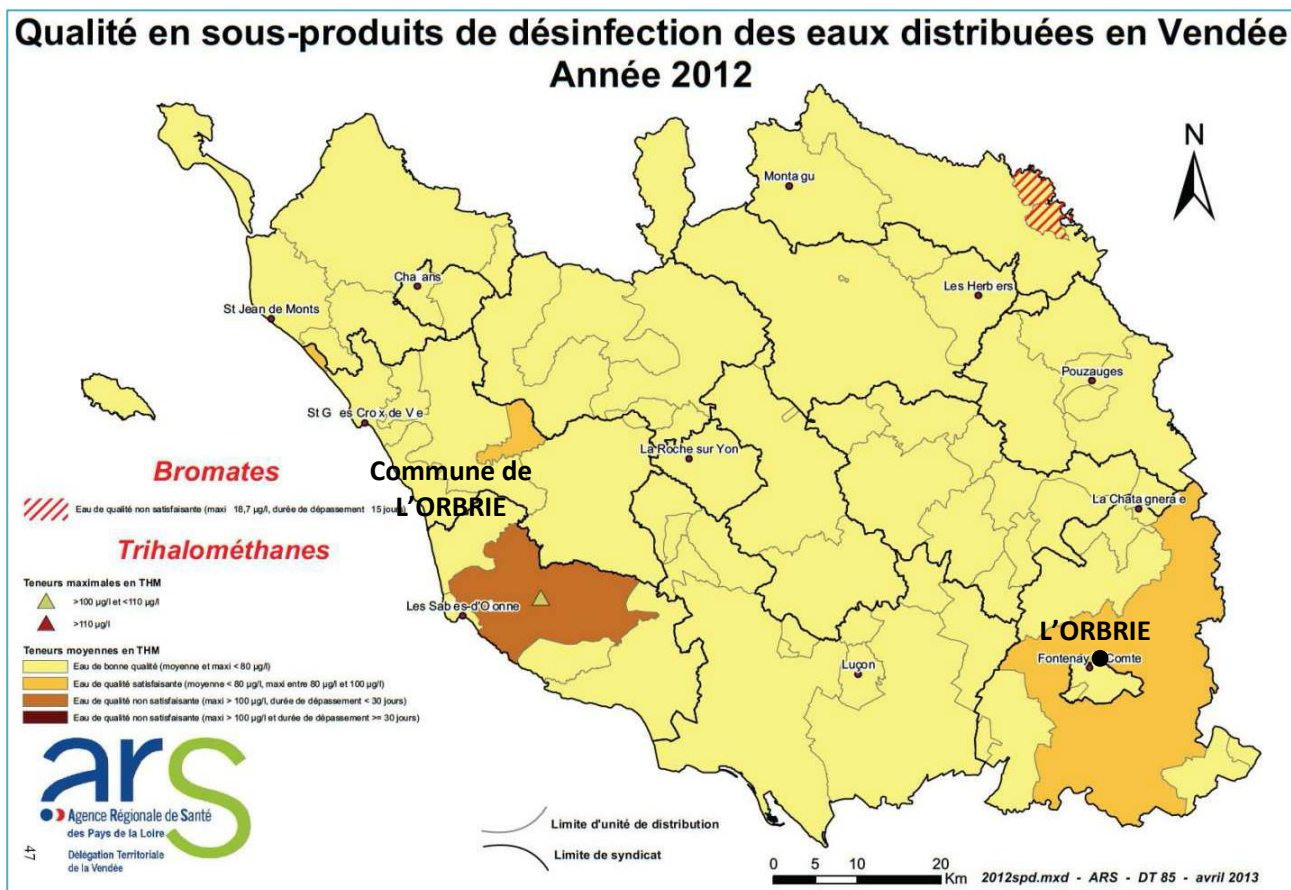
Fin 2015 ont été réalisés les travaux de réaménagement de l'évacuateur de crue du barrage de Mervent. La production d'eau est assurée par l'usine de potabilisation de « La Balingue » sur le territoire de la commune de L'Orbrie. La gestion de la distribution d'eau est assurée par **Vendée Eau**.

Qualité de l'eau potable distribuée

Les Trihalométhanes (THM) qui désignent la somme de quatre molécules recherchées dans l'eau potable (chloroforme, bromoforme, bromodichlorométhane et chlorodibromométhane), sont des sous-produits de désinfection de l'eau, formés principalement par la réaction du chlore utilisé pour la désinfection avec la matière organique d'origine naturelle présente dans l'eau à traiter (végétation, feuilles mortes, etc.).

Leur formation se produit surtout dans les réseaux alimentés par l'eau de surface, avec des niveaux qui tendent à augmenter pendant l'été et au début de l'automne puisque les conditions sont alors propices à leur formation.

Le Code de la Santé Publique impose comme limite de qualité une concentration totale des THM de 100 µg/litre depuis le 25 Décembre 2008 (Article R.1321-65 du Code de la Santé Publique). Autre sous-produit de désinfection, les Bromates ont un taux limite de 10 µg/litre.



Source : Agence Régionale de Santé (ARS) des Pays de la Loire

L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

L'assainissement collectif

L'assainissement collectif est assuré l'équipement épuratoire des « Fontenelle ». Les données indiquées proviennent du rapport annuel du délégataire (SAUR) de 2013.

La station des « Fontenelles », mise en service en Juillet 1993, a une capacité de 800 Équivalent-Habitant (48 kg DBO5) et une charge nominale de 120 m3/jour. Elle fonctionne par stockage et aération prolongée de boues activées. Elle est exploitée par la SAUR.

- **Les canalisations**

Diamètre (mm)	Nature	Extension de l'année (ml)		Linéaire total (ml)	
		Unitaire	Séparatif	Unitaire	Séparatif
GRAVITAIRE					
Circulaire ?	Autres	0	0	0	6 182
Circulaire 200	Pvc	0	0	0	199
REFOULEMENT					
Circulaire ?	Autres	0	0	0	28
Total		0	0	0	6 409

- **Évolution du fonctionnement**

Noms des stations	2012		2013	
	Charge hydraulique	Charge Polluante DBO ₅	Charge hydraulique	Charge Polluante DBO ₅
STEP de l'Orbrie	71 %	41,79 %	84,08 %	44,33 %

- **Évolution de la charge organique moyenne par rapport à la capacité de la station**

Kg DCO/j entrant	2012	2013	Kg DBO/j entrant	2012	2013
juillet		49	juillet		21
décembre	52		décembre	20	
Moyenne annuelle kg/j	52	49	Moyenne annuelle kg/j	20	21
Charge nominale DCO	96	96	Charge nominale DBO	48	48
Taux de charge DCO moy.	53,8 %	50,9 %	Taux de charge DBO moy.	41,8 %	44,3 %
Kg DCO/j entrant Max	52	49	Kg DBO/j entrant Max	20	21

- **Bilan journalier**

	Capacité nominale	Mini	Maxi	Moyenne
Débit journalier en entrée station (m3/j)	120	35	532	100.9
Charge en DCO (kg/j)	96	48.8	48.8	48.8
Charge en DBO5 (kg/j)	48	21.3	21.3	21.3
Charge en MES (kg/j)	52	27.3	27.3	27.3
Charge en NTK (kg/j)	9	6.3	6.3	6.3
Charge en P (kg/j)	3	1	1	1

En 2014, 6,2 tonnes de matières sèches ont été épandues en agriculture. Une analyse de ces boues et un bilan agronomique ont été réalisés pour le compte de la SAUR. Ils relèvent que le produit présente un intérêt agronomique certain et que le stockage de la station de L'Orbrie est suffisant pour faire face aux périodes d'interdiction d'épandage.

L'assainissement non-collectif

En Vendée, un tiers de la population n'est pas relié à une station d'épuration. Les particuliers concernés doivent disposer d'un système d'assainissement non collectif conforme à la réglementation et en bon état de fonctionnement afin de ne pas polluer le milieu naturel.

Les principales dispositions réglementaires concernant l'assainissement non collectif sont inscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et le Code de la Santé Publique (CSP). La réalisation et l'entretien de ces dispositifs sont à la charge des propriétaires. Un état des lieux de la mise en place des Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC) sera établi au titre des articles L.2224-8 et 9 du CGCT (date de création du service, moyens mis en œuvre pour assurer ce service, bilan des premières actions de contrôle).

Données communales : dans l'attente de la transmission des éléments par le service compétent (Communauté de Communes du Pays de Fontenay-le-Comte, service SPANC).

LA GESTION DES DÉCHETS

Au niveau régional, en application de la Loi n°2002-276 du 27 Février 2002, le Plan Régional de Réduction et d'Élimination des Déchets Dangereux (PRREDD) relève de la compétence du Conseil Régional.

Le Conseil Départemental de la Vendée, en application de l'article L.541-14 du Code de l'Environnement, est chargé de l'élaboration du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux ou Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA). Il intègre la gestion des déchets industriels banals. Le PDEDMA de la Vendée a été approuvé le 1^{er} décembre 2011 et son analyse environnementale a été réalisée.

Le Conseil Départemental est par ailleurs chargé du Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et Travaux Publics qui recouvre les activités de construction, de réhabilitation et de démolition et qui vise à lutter contre les installations sauvages. Ce plan doit notamment prévoir des Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) ainsi que la définition d'une organisation de collecte sélective et de valorisation des déchets. Ces installations font par ailleurs l'objet, depuis 2006, d'une procédure d'autorisation délivrée par Arrêté Préfectoral.

Depuis Mars 2012, les ISDI ne peuvent plus réceptionner et stocker des déchets d'amiante qui doivent être acheminés spécifiquement dans des installations de stockage de déchets dangereux. Il est à noter que les dépôts sauvages relèvent des compétences de police du Maire.

Les collectivités ont transféré la compétence d'élimination des déchets ménagers à leur EPCI, qui a lui-même transféré la compétence « transport, collecte, tri, traitement et stockage » au **Syndicat Mixte Départemental Trivalis** depuis Janvier 2003. Ce syndicat fédère les 282 communes de Vendée à travers 24 collectivités adhérentes.

L'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

Enjeux

Pour répondre aux objectifs de maîtrise des consommations d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, un recours plus important aux énergies renouvelables est nécessaire. Les énergies renouvelables sont fournies par le soleil, le vent, la chaleur de la terre, la biomasse (bois énergie, biocarburant, biogaz) et la mer. Leur exploitation n'engendre pas ou peu de déchets ou de gaz à effet de serre.

Développement de l'énergie bois

On notera que le bois constitue une ressource très bien représentée sur le territoire de la commune. Le développement d'une filière bois locale, gérée de manière durable, peut être envisagé.

Développement de la méthanisation

Un recensement des entreprises et des installations agricoles (notamment dans le cadre du diagnostic agricole) produisant des déchets fermentescibles pourrait être pertinent. En effet, dans le cas où le territoire de commune hébergerait de tels établissements, la question de la mise en place d'une filière de méthanisation serait opportune.

La méthanisation a été reconnue par le « Grenelle II » comme une activité agricole lorsqu'il s'agit majoritairement de déchets issus des effluents d'élevage.

Développement de la biomasse

Dans le cadre de la réflexion sur le choix des énergies des bâtiments publics et/ou collectifs, voire des opérations d'ensemble, la question de la mise en place de la filière biomasse (utilisation de l'énergie issue de la combustion de matières organiques : paille, bois, palettes, etc.) serait opportune, notamment pour les réseaux de chaleur.

Développement de l'énergie éolienne

La mise en place du Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE) constitue une des déclinaisons du Grenelle de l'Environnement.

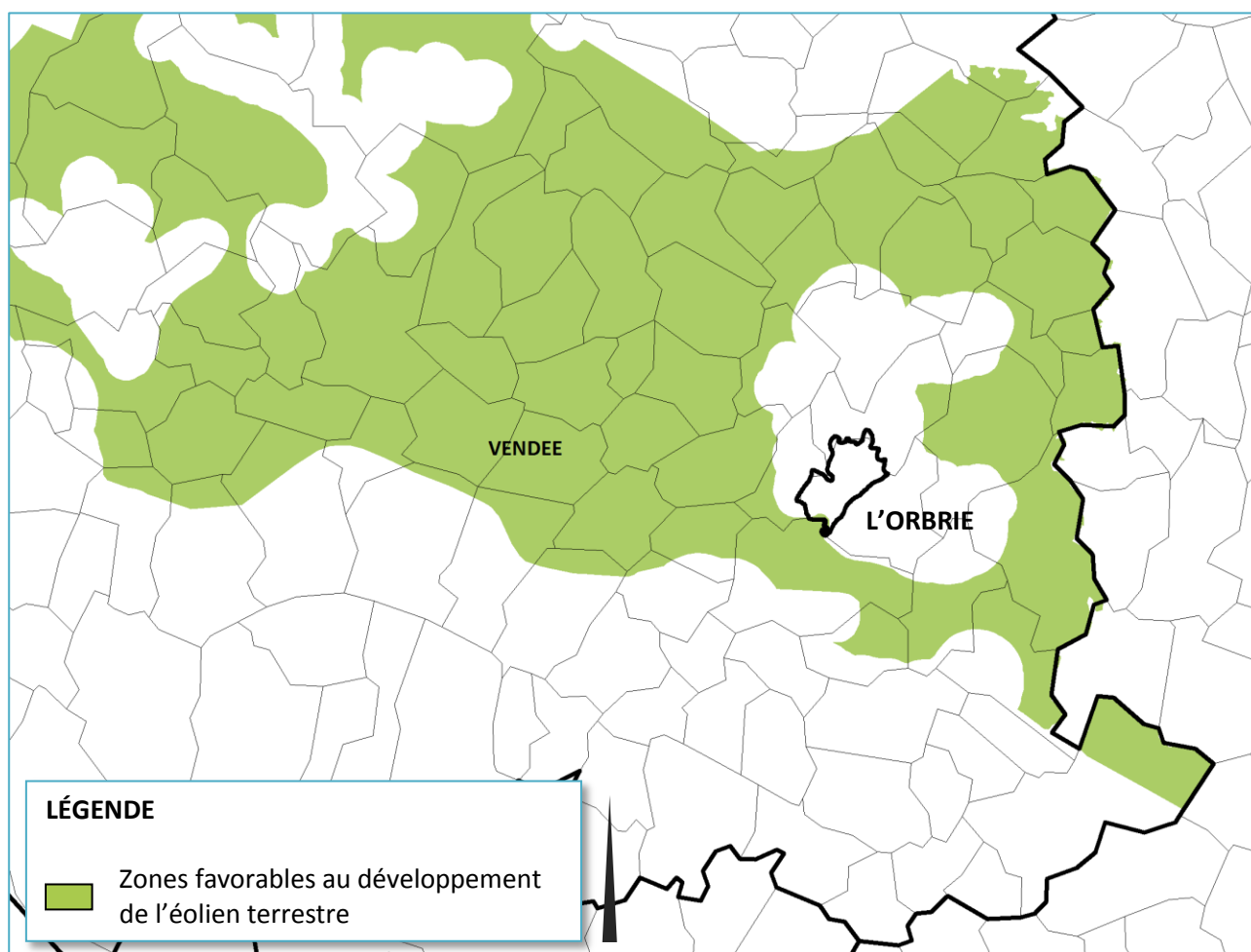
Prévu à l'article L.222-1 du Code de l'Environnement, il définit les orientations et objectifs régionaux à l'horizon 2020 et 2050 pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de la consommation énergétique, le développement des énergies renouvelables, la lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation au changement climatique. Il comprend **un rapport et un document d'orientations assorti de documents cartographiques indicatifs et un volet annexé intitulé « schéma régional éolien »**. Son contenu est fixé par le **Décret n°2011-678 du 16 Juin 2011** relatif aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie.

- › L'élaboration des Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Énergie découle de l'article 68 de la Loi n°2010-788 du **12 Juillet 2010** portant engagement national pour l'environnement, dite **Loi « Grenelle 2 »**.
- › Cette Loi « Grenelle 2 » est une application territorialisée de la Loi de programmation n°2009-967 du **3 Août 2009** relative à la mise en œuvre du « Grenelle de l'environnement », dites **Loi « Grenelle 1 »**.

La Loi « Grenelle 2 », qui prévoit l'élaboration du SRCAE, précise dans son article 90 que le Schéma Régional Éolien (SRE) constitue un volet annexé à ce document. En cohérence avec les objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat, le SRE a pour vocation d'identifier la contribution des Pays de la Loire à l'effort national en matière d'énergie renouvelable d'origine éolienne terrestre. Il a pour objet de définir les parties du territoire régional favorables au développement de l'énergie éolienne en s'assurant que l'objectif quantitatif régional puisse être effectivement atteint.

Le Schéma Régional Éolien a cartographié les espaces régionaux favorables au développement de l'énergie éolienne terrestre en corrélation avec les contraintes découlant d'incompatibilités réglementaires ou d'enjeux importants liés à l'application de politiques publiques (ZNIEFF, ZPS, ZSC, ZICO, Arrêtés Préfectoraux de Biotope, réserves naturelles, espaces littoraux importants, ZPPAUP, AVAP et/ou périmètre de site classé ou inscrit, sites UNESCO, zones archéologiques, territoires emblématiques sur le plan paysager, massifs forestiers, vallées, zones urbanisées, servitudes techniques de l'aviation civile, servitudes radioélectriques, voies de communication).

Zones favorables au développement de l'éolien dans le cadre du Schéma Régional Éolien



Source : SIG PARCOURS, Schéma Régional Éolien des Pays de la Loire – Échelle : 1/300 000

Le Schéma Régional Éolien ne fait pas apparaître la commune de L'Orbrie comme une zone favorable pour l'implantation d'éolienne(s), notamment compte-tenu de la proximité du massif forestier de Mervent-Vouvant.

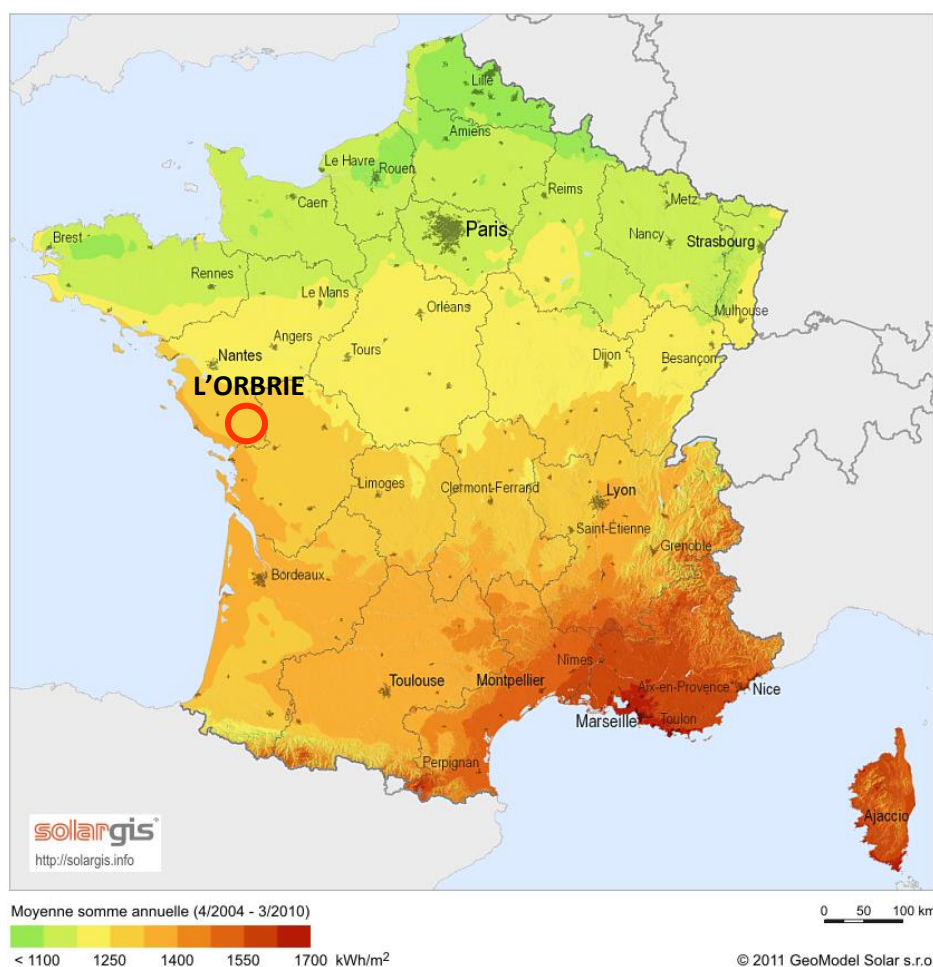
Développement de l'énergie solaire

Comme illustré sur la cartographie suivante, l'irradiation globale horizontale est d'environ 1 250 à 1 325 kWh/m² par an sur le secteur de L'Orbrie. Cette valeur est assez favorable au développement de la fourniture d'énergie par les apports solaires.

Les équipements mis en place devront toutefois prendre en considération les principes suivants :

- › L'implantation de centrales solaires au sol est à éviter en raison de la sensibilité environnementale du territoire communal et des impacts potentiels sur l'activité agricole.
- › La mise en place de panneaux solaires sur les bâtiments devra être réalisée avec discrétion afin d'éviter un impact visuel trop important, notamment autour des bourgs, en référence aux périmètres de protection de monuments historiques.

Irradiation globale horizontale

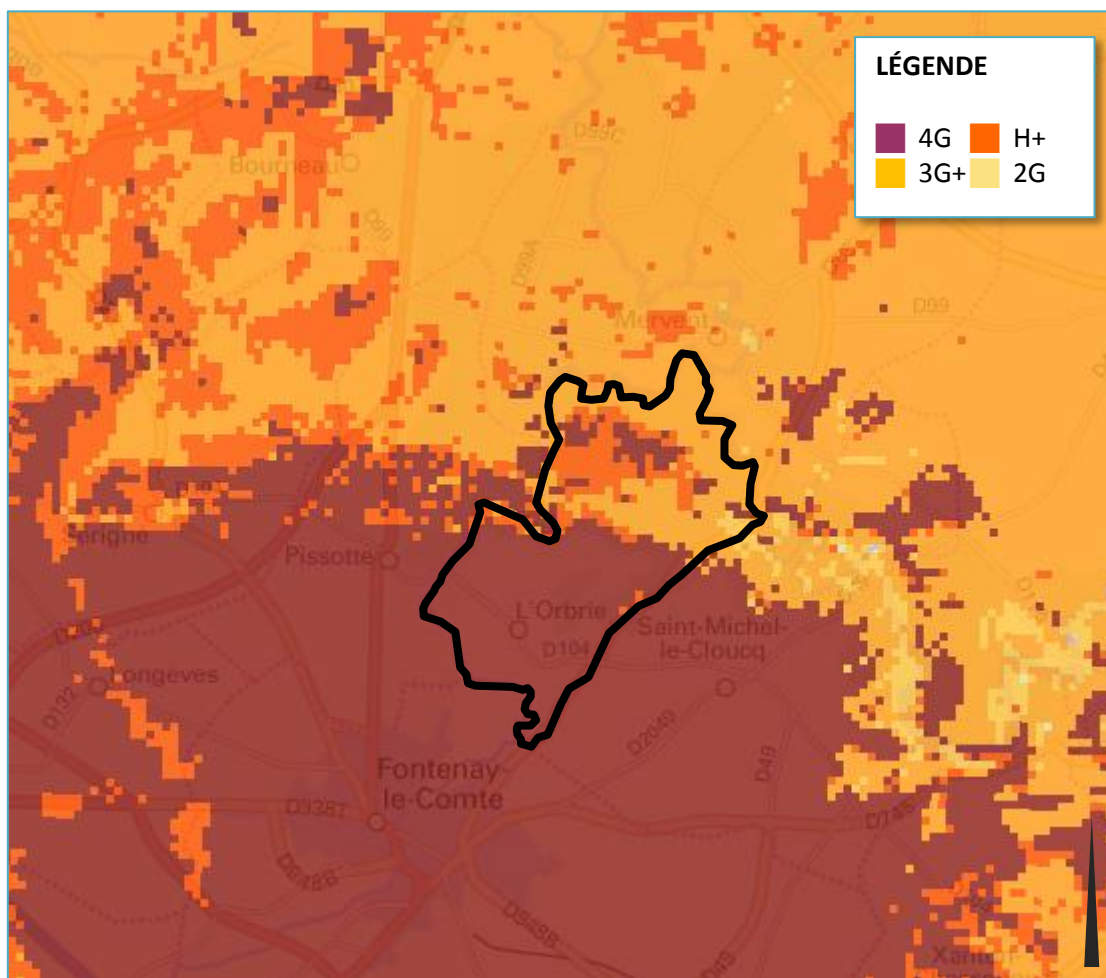


L'ACCÈS AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Le réseau de téléphonie mobile

La proximité de Fontenay-le-Comte, territoire prioritaire en matière de déploiement des communications, est un atout pour L'Orbrie pour la qualité des réseaux de téléphonie mobile.

Couverture des réseaux de téléphonie mobile sur la commune



peut-être cependant conséquent, la longueur moyenne des lignes étant de 2 600 mètres et jusqu'à 12 000 mètres pour les abonnés les plus éloignés. Plusieurs opérateurs alternatifs proposent des offres sur ce répartiteur.

INFORMATIONS NRA

- Nom NRA : FONTENAY LE COMTE
- Equipement ADSL : ALCATEL
- Code : 85092FON - FON85
- Code plaque ADSL : LO1
- Communes couvertes : Auzay*, Fontenay le Comte, Longeves, Orbrie (L), Pissotte*, Saint Michel le Cloucq*, Xanton Chassenon*

* Commune couverte partiellement

OPERATEUR PRESENT SUR CE NRA

Opérateur	Installation	Détection	Services disponibles	Réseau utilisé
	21/10/2005	21/10/2005	TV ReADSL ADSL 2+ IP ADSL Max IP ADSL	Réseau Orange
	03/07/2014	03/07/2014	ADSL TV	Réseau Completel
	23/05/2011	23/05/2011	ADSL TV ADSL 2+	Réseau SFR
	23/08/2011	23/08/2011	ADSL TV ADSL 2+	Réseau partenaire
	22/09/2010	22/09/2010	ADSL TV Telephone ADSL 2+	Réseau Free
	02/10/2013	02/10/2013	ADSL ADSL 2+	Réseau partenaire

RACCORDEMENT ADSL

- ✓ Compatible IP ADSL FT
- ✓ Compatible IP ADSL Max
- ✓ Dégroupé par au moins un opérateur alternatif

INFORMATIONS STATISTIQUES

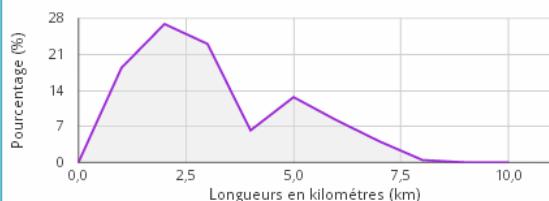
- Nombre d'abonnés approximatif : 10000
- Longueur de ligne moyenne : 2621
- Longueur de ligne maximale : 12050
- Affaiblissement moyen : 32
- Proportion de lignes éligibles à l'ADSL **: 100.00

** Affaiblissement < 78 dB

OFFRE ORANGE DISPONIBLE SUR CE NRA

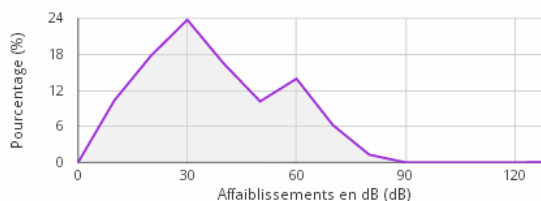
- ✓ ADSL : Disponible depuis le 21/10/2005
- ✓ ADSL Max : Disponible depuis le 21/10/2005
- ✓ ADSL2+ : Disponible
- ✓ ReADSL : Disponible
- ✓ TV par ADSL : Disponible

Longueurs des Lignes



Nombre de lignes testées : 3 673

Affaiblissements des lignes



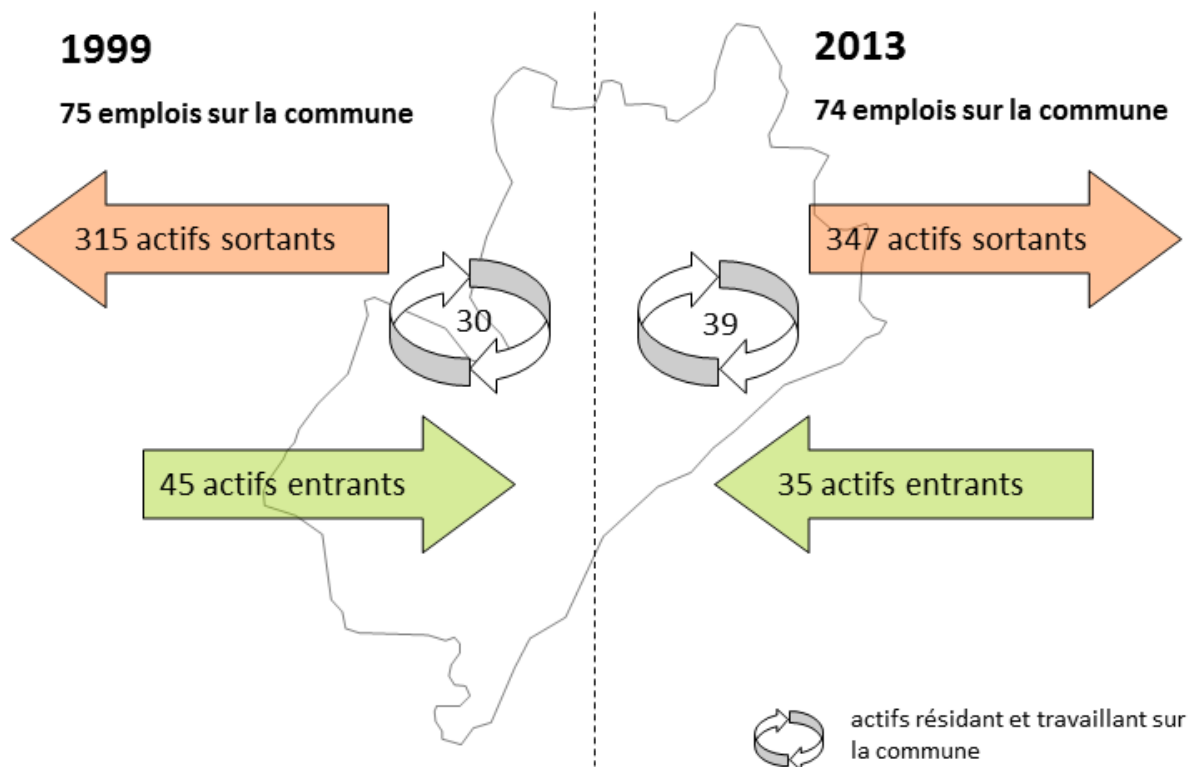
Nombre de lignes testées : 4 327

Source : Site internet DegroupNews

LES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

Évolution des déplacements d'actifs

L'analyse des données recueillies dans le cadre du recensement général de la population permet d'établir la situation suivante en matière de mobilité domicile/travail.



Sur la dernière décennie, les phénomènes suivants sont observés :

- › Le nombre de personnes actives exerçant un emploi a augmenté, passant de 345 en 1999 à 380 en 2013 (+10,3 %) tandis que le nombre d'emplois disponibles sur le territoire restait stable (1 emplois en moins).
- › De plus en plus d'actifs partent travailler quotidiennement à l'extérieur de la commune (+17,6 %). À l'inverse, le nombre d'actifs extérieurs venant travailler à L'Orbrie diminue (-22,2%).

La conjugaison de ces phénomènes entraîne une légère augmentation du volume de déplacements : 842 mouvements quotidiens¹² d'actifs étaient enregistrés en 2013 contre 780 mouvements en 1999, soit une augmentation de 7,9 %.

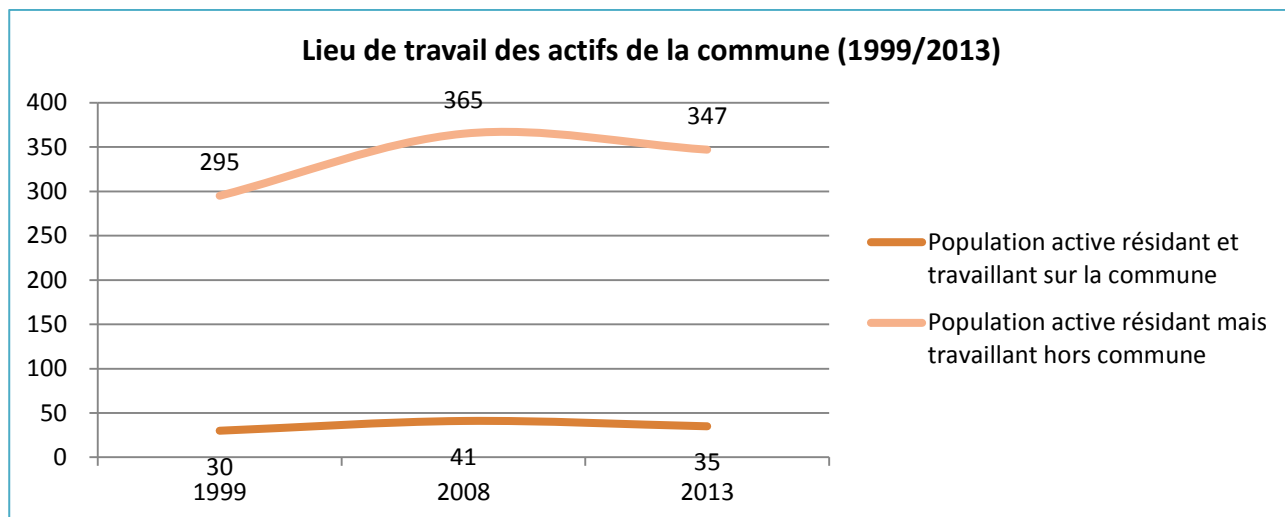
¹² Mouvements quotidiens calculés sur la base d'un aller/retour par jour par actif entrant, sortant ou circulant dans la commune.

Évolution des relations domicile/travail

Comme illustré par le graphique ci-après, l'écart entre population résidente et population active sur la commune s'était déjà considérablement creusé avant 1999. Le nombre d'actifs de L'Orbrie travaillant à l'extérieur de la commune est en augmentation de 17,6 % depuis.

Parallèlement, les actifs résidant et travaillant à L'Orbrie ont connu une légère augmentation de 16,6 % depuis 1999 (+5 personnes). En 2013, les actifs sortants sont ainsi presque dix fois plus nombreux que les actifs résidents.

Cette situation n'est pas sans impact sur l'environnement avec des émissions plus importantes de gaz à effet de serre et un bilan carbone plus lourd de la population active locale.

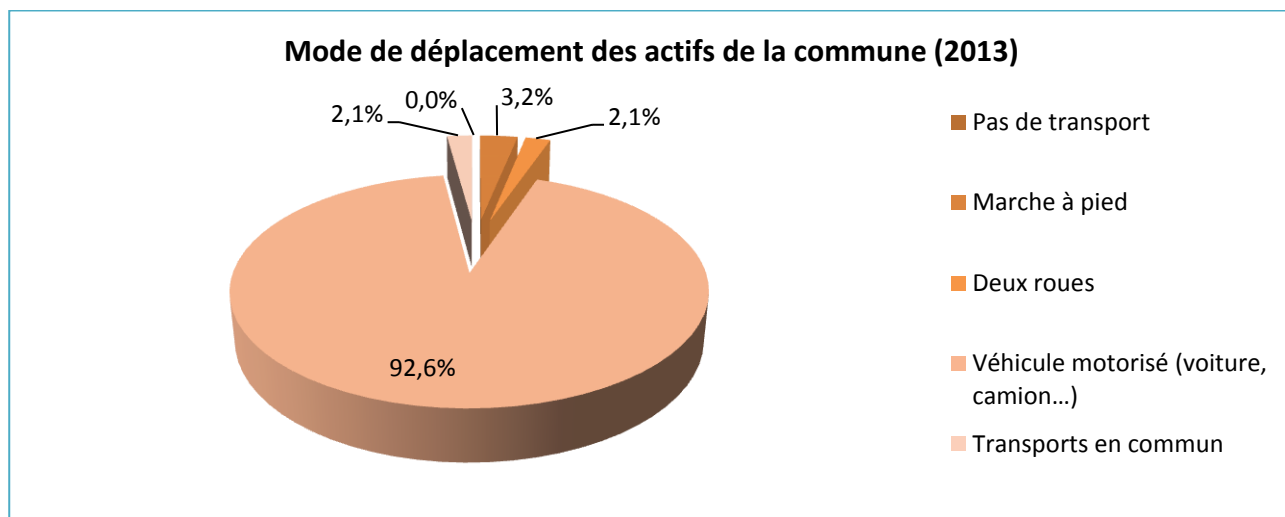


Source : INSEE, RP 1999 à RP 2013 exploitations principales

Les modes de déplacements domicile/travail

Comme illustré par le graphique ci-après, les déplacements dans le cadre domicile/travail sont très majoritairement effectués par le biais de véhicules motorisés (voitures, fourgonnettes, camions...), à presque 93 %.

La marche à pied, les deux-roues et l'usage des transports en commun représentent, respectivement, 3,2, 2,1 et 2,1 % des actifs, soit 7,4 % des actifs utilisant des transports alternatifs à l'usage de l'automobile.



Source : INSEE – RP 2013 exploitation complémentaire du fichier « mobilité professionnelle »

L'équipement automobile des ménages

En raison des distances parcourues, le nombre de véhicules par foyer est en augmentation constante sur la dernière décennie. La commune se situe ainsi largement au-dessus la moyenne départementale. Par exemple, 58,8 % des ménages disposent de 2 automobiles ou plus en 2013 à L'Orbrie alors qu'ils ne sont que 44,6 % sur l'ensemble de la Vendée.

Territoire	2008		2013	
	L'Orbrie	Dpt. de la Vendée	L'Orbrie	Dpt. de la Vendée
Au moins 1 voiture	94,6 %	90,2 %	96,5 %	90,9 %
1 voiture	35,3 %	46,6 %	37,7 %	46,3 %
2 voitures ou plus	59,2 %	43,6 %	58,8 %	44,6 %

Source : INSEE – RP 2008 et 2013 exploitations principales

L'augmentation des besoins en déplacements est corrélée avec une augmentation de l'usage du véhicule automobile, en raison de la faiblesse de l'offre de transports alternatifs sur le territoire.

L'augmentation de la population active constatée ces dernières années et induite par le développement des pôles d'emplois extérieurs explique également l'augmentation des taux de motorisation.

En territoire périurbain ou rural, les déplacements automobiles sont indispensables pour rejoindre les lieux de travail, de domicile, de commerce et de services, de loisirs et de culture qui sont éloignés les uns des autres. Les ménages s'installant sur la commune comportent souvent deux personnes actives qui exercent leur profession sur deux lieux différents. Les trajets domicile-travail sont organisés selon tous ces motifs (courses, école, loisirs, etc.).

Une estimation des émissions de dioxyde de carbone par les ménages de L'Orbrie se déplaçant quotidiennement à l'extérieur de la commune peut être faite sur les bases statistiques suivantes :

Bilan carbone des déplacements d'actifs en 2013

Personnes exerçant leur emploi à l'extérieur de la commune	347
Longueur des déplacements quotidiens ¹³	10 410 kilomètres
Émissions moyennes des voitures en France ¹⁴	111 g. de CO ₂ / km
Émissions journalières occasionnées par les déplacements quotidiens des actifs	1 156 kg de CO ₂
Émissions à l'année ¹⁵	300,5 tonnes de CO ₂

Cette approche ne prend pas en compte les déplacements générés par d'autres motifs que la mobilité domicile/travail. Le bilan carbone annuel est donc plus élevé que le chiffre annuel de 300,5 tonnes de CO₂.

¹³ Estimation sur la base d'un aller-retour quotidien par actif et d'une distance de 15 kilomètres par trajet.

¹⁴ Source : Agence pour le Développement et la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), chiffres Car Labelling 2015.

¹⁵ Sur la base de 260 jours de travail par an.

Le stationnement

En phase concertation, il a été établi « un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques, et de vélos, des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités », conformément à la Loi.

La Place de l'Europe, aux abords du cimetière, est le principal espace de stationnement de la commune (environ 40 à 45 places). Des stationnements existent également aux abords du stade (environ 30 à 35 places), de l'église (environ 20 places), de la Mairie (environ 20 places) et des commerces (environ 15 places).

Il n'existe pas de stationnements spécifiquement équipés pour les véhicules hybrides ou électriques sur la commune.

Localisation des principaux espaces de stationnement sur la commune



Source : SIG Parcours, données CD 85 orthophotographies 2013 - Échelle : 1/5 000

Les services de covoiturage

Il n'y a pas d'aire de covoiturage sur la commune, les plus proches étant situées à Pissotte et Longèves. C'est une piste de réflexion laissée à la liberté du Conseil Municipal pour le développement des déplacements en commun.

Le Conseil Départemental de la Vendée a par ailleurs mis en place un service d'aide au covoiturage avec un site Internet dédié : www.covoiturage.vendee.fr.

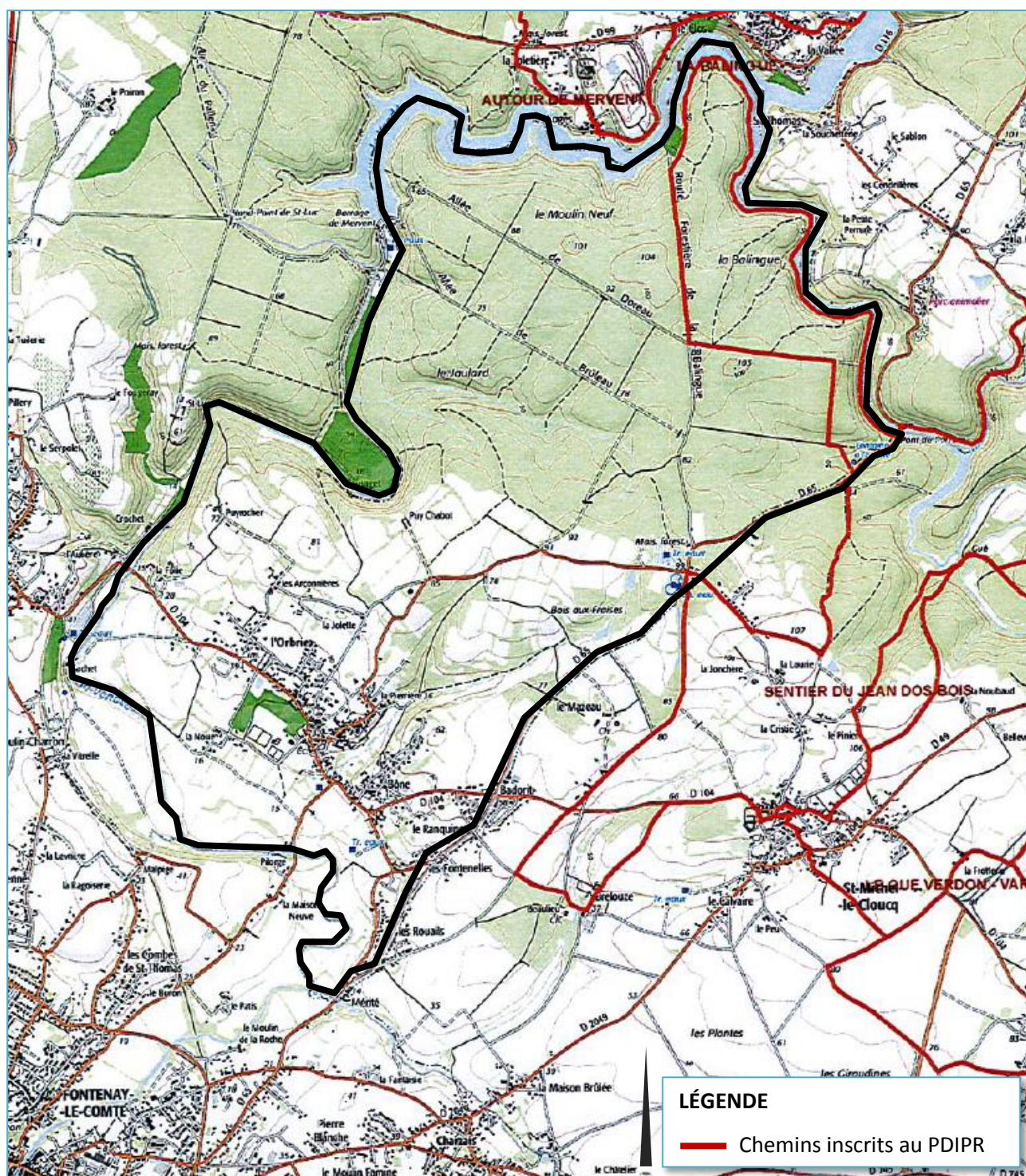
LES DÉPLACEMENTS DOUX ET DE LOISIRS

Les espaces ruraux et forestiers de la commune de L'Orbrie constituent un cadre très favorable à la pratique de la randonnée. Les chemins ruraux sont un atout pour la commune en matière de cadre de vie. La continuité des cheminements en place doit être préservée de même que la qualité des éléments qui les constituent où qu'ils contribuent à mettre en valeur (arbres, haies, petit patrimoine bâti, lieux-dits, etc.).



Le Conseil Départemental de la Vendée a établi un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) qui identifie un certain nombre de chemins sur la commune de L'Orbrie comme intéressants pour la pratique de la randonnée. La cartographie de ces chemins inscrits au PDIPR est présentée ci-dessous.

Itinéraires de randonnée identifiés sur le territoire communal



Source : Conseil Départemental de la Vendée,
Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)

LES DÉPLACEMENTS EN COMMUN

L'offre de transports en commun

La commune de L'Orbrie n'est pas desservie par le réseau des transports en commun du département de la Vendée. En revanche, la commune fait l'objet d'un ramassage scolaire et d'une desserte au titre du regroupement pédagogique des écoles maternelle et élémentaire de L'Orbrie et Pissotte.

La ligne de transports en commun la plus proche est la ligne n°120 La Roche-sur-Yon / Sainte-Hermine / Fontenay-le-Comte.



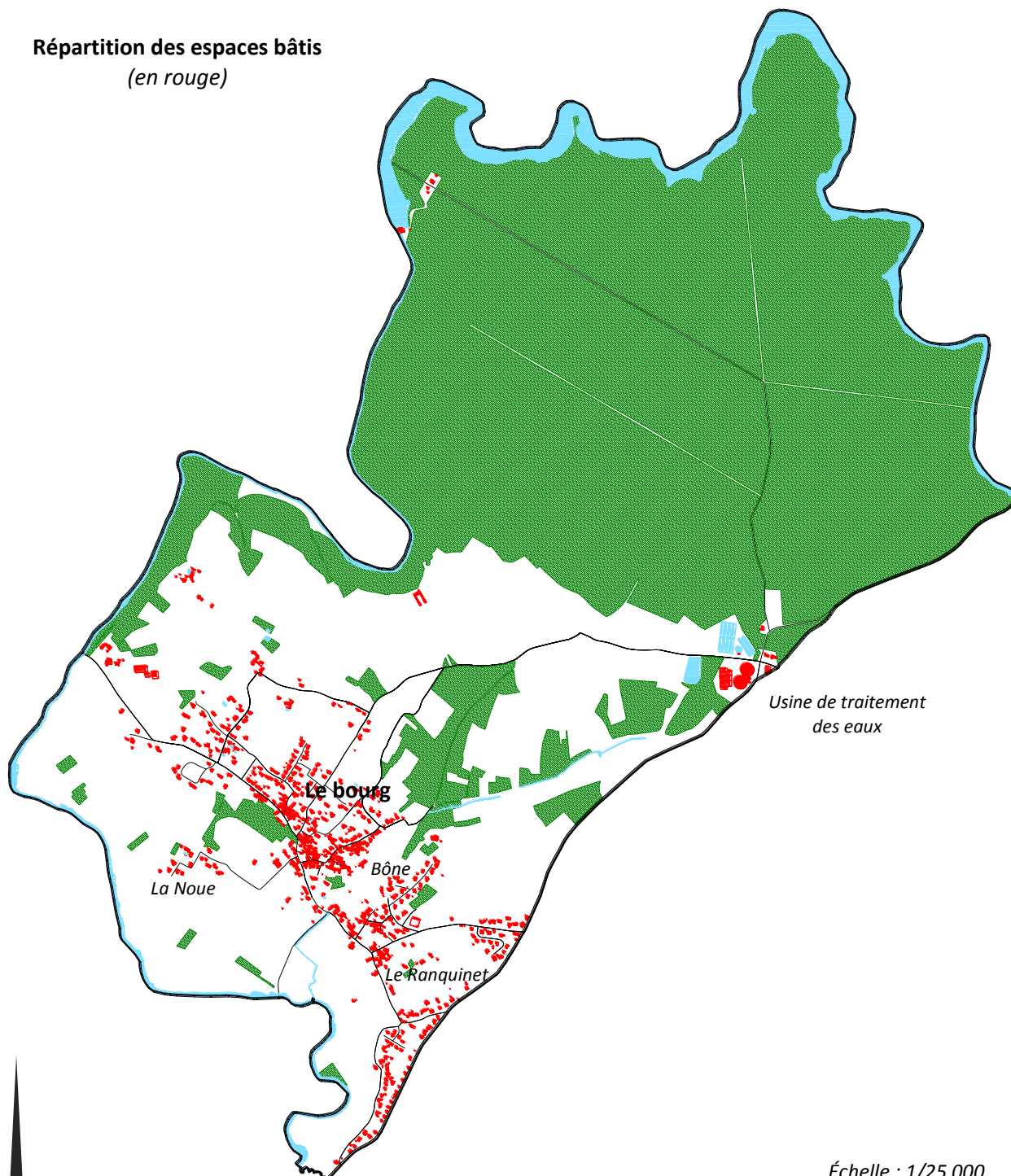
Arrêt de bus à L'Orbrie

L'ORGANISATION DES ESPACES BÂTIS

RÉPARTITION DES ESPACES BÂTIS

La commune de L'Orbrie est caractérisée par une densité modérée de population, avec 85 habitants par kilomètre carré en moyenne. Les espaces bâtis occupent 7 % du territoire et sont localisés en totalité au sud du territoire communal, essentiellement sous forme d'un ensemble urbanisé discontinu.

Répartition des espaces bâtis
(en rouge)



Échelle : 1/25 000

ORGANISATION DES ESPACES BÂTIS

Les espaces bâtis anciens du bourg

Les constructions réalisées avant le phénomène contemporain d'urbanisation pavillonnaire constituent les espaces bâtis anciens du bourg de L'Orbrie. La photo aérienne ci-dessous, prise en 1965, montre une structure villageoise relativement dense et répartie entre trois ensembles à mi-pente entre la vallée basse de la Vendée et le secteur forestier. Ces espaces bâtis couvraient une superficie de 14 hectares environ.

Organisation du bourg de L'Orbrie en 1965



Source : IGN Géoportail – Échelle : 1/10 000

Les espaces bâtis anciens sont eux-mêmes pour partie composés d'une succession de groupements d'habitations, entourés de jardins, et desservis par des courettes, qui constituaient probablement des cellules de vie familiale. La densité de l'habitat est parfois forte sur ces petits sites avec une imbrication des constructions entre elles.



« Le Ranquinet »



Le Bourg, en face de la Mairie



Impasse du centre



« Bône »

Ces **noyaux villageois denses** étaient historiquement parcourus et reliés entre eux par des **venelles**, dont une partie a été préservé. Ces petites voies piétonnes au parcours labyrinthique favorisent une pratique non motorisée du centre-bourg et participent à son charme dans le contexte d'une déclivité topographique permanente.



Venelle de la Pavée



Venelle de maître Robuchon

Cette trame bâtie initiale est complétée par les aménagements urbains de la fin du XIX^{ème} siècle, avec la construction des maisons de bourg alignées sur l'espace public et implantées en mitoyenneté. La constitution de fronts bâtis a été favorisée par la présence récurrente d'un étage.



Rue de Puy Chabot (partie haute)



Rue de Puy Chabot (partie basse)

Le réordonnement des constructions dans le centre-bourg a été accompagné par l'aménagement de plusieurs espaces publics de dimension réduite, mais qui complètent et aèrent la trame bâtie. Ceux-ci possèdent le plus souvent une fonction mixte d'agrément et de stationnement.



*Place du monument aux morts
Fonction historique et esthétique*



*Place du prieuré
Fonction commerciale et de stationnement*

Avec la présence de ces petites places, le bourg ne possède pas d'espace de centralité unique. Les équipements marquant ses fonctions (mairie, école, commerces, église...) sont en effet relativement éloignés les uns des autres et situés en retrait visuel de la voie principale. Cette organisation renforce la perception d'une succession de micro-espaces, générée par l'organisation initiale en noyaux villageois.

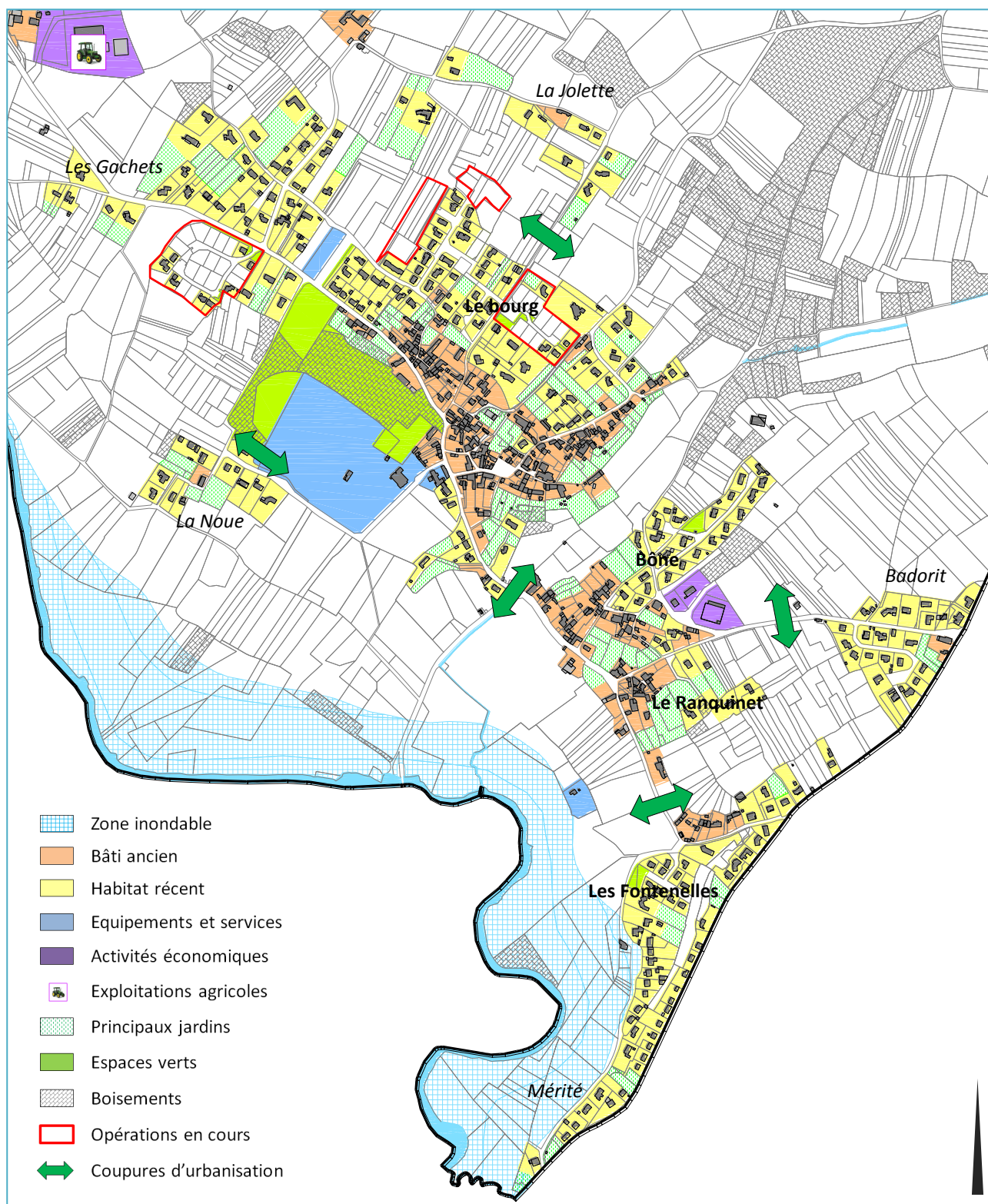
À l'exception de cette absence de centralité, il n'est pas noté de dysfonctionnement majeur dans le fonctionnement du Bourg.

■ Les espaces bâtis anciens de l'Orbrie présentent un caractère attrayant de par leur caractère rural et leur étagement sur un relief exposé au Sud. Les fonctions qui y sont présentes participent également à l'attractivité de la commune. Les faiblesses suivantes sont néanmoins relevées et devront être prises en compte dans le Plan Local d'Urbanisme :

- un éclatement de la centralité entre plusieurs micro-espaces,
- la gestion parfois difficile de la circulation interne sur de très petites voies de desserte.

Les espaces bâtis en 2016

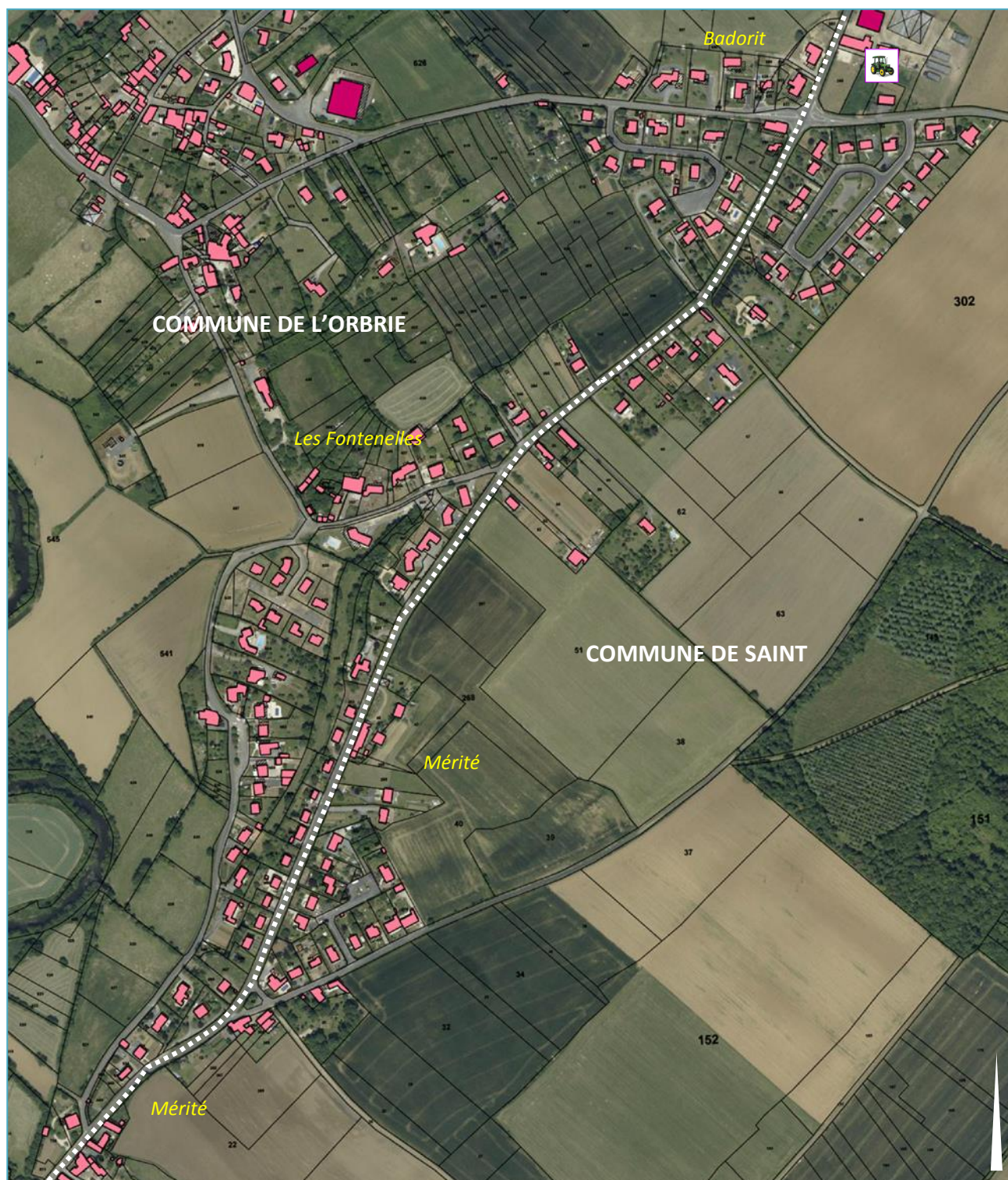
Le développement contemporain de l'urbanisation a renforcé la trame bâtie initialement présente sur un axe Nord-Ouest/Sud-Est, en l'étendant le long des principales voies de communication (RD 104 et RD 65) et en favorisant le développement de nouveaux espaces pavillonnaires sur quatre lieux-dits : « La Jolette », « La Noue », « Badorit » et « Mérité ». Il en résulte une agglomération de près de 2 kilomètres de longueur, composée par des sous-ensembles bâtis séparés entre eux par de courtes coupures d'urbanisation.



Échelle : 1/10 000

- **Mérité / les Fontenelles / Badorit**

Cette partie du Bourg résulte d'une extension linéaire importante des espaces bâtis le long de la RD 65 reliant Fontenay-le-Comte à La Chataigneraie, entre le lieu-dit « Mérité » et « Badorit ». L'équipement en réseaux (eau et assainissement notamment) sur ce secteur a motivé le lotissement des terrains situés le long de la route départementale et de la Rue de la Pointe, en écho à des opérations similaires réalisées de l'autre côté de la voie, sur la commune de Saint-Michel-le-Cloucq (lieu-dit « Mérité »). Avec la réalisation conjointe de trois lotissements, un quartier d'habitat étendu s'est ainsi constitué à l'écart des bourgs des deux communes, comptant environ 70 habitations sur L'Orbrie et 50 habitations sur Saint-Michel-le-Cloucq (120 logements, soit environ 300 habitants au total).



Source : IGN Géoportail – Échelles : 1/5 000

Le nouvel espace résidentiel est ainsi partagé entre deux communes et s'est développé en référence à Fontenay-le-Comte, dont le centre-ville n'est situé qu'à quelques kilomètres. Il s'agit d'un espace périurbain stricte dont la vie est tournée vers le pôle urbain proche et dont le fonctionnement est totalement dépendant de l'usage automobile.



Rue de l'almanach



Lotissement des Fontenelles

Cette double dépendance se traduit par la faiblesse de l'identité des lieux, ainsi que par la quasi-inexistence de trottoirs et de liaisons piétonnes (à l'exception des espaces communs des deux lotissements réalisés). Il est en particulier impossible de se déplacer entre cet ensemble bâti et le Bourg de L'Orbrie en empruntant un itinéraire piéton sécurisé (bas-côté non aménagés le long de la Rue de la Prairie et de la Rue de Saint Michel).



Absence de liaison piétonne sur la Rue de la Prairie, une voie très fréquentée aux heures de pointe



Sorties individuelles et absence de trottoirs le long de la RD65

L'absence de place réservée aux déplacements non motorisés intervient dans le contexte d'une circulation automobile soutenue et d'une vitesse élevée des véhicules. Il en découle donc un sentiment d'insécurité routière et un risque accidentogène important, renforcé par la multiplication des sorties individuelles sur ces voies.

■ **Entre « Mérité » et « Badorit », les enjeux suivants devront ainsi être pris en compte dans le futur PLU :**

- **Maîtriser le développement du site en arrêtant l'urbanisation linéaire.**
- **Renforcer l'identité des lieux en maintenant les coupures d'urbanisation et en intervenant sur les espaces publics (exemple : Rue de la Pointe).**
- **Sécuriser les déplacements doux, en particulier vers le Bourg de L'Orbrie.**

- **L'Est du Bourg : le secteur de « Bône » et du « Ranquinet »**

Cette partie du Bourg de L'Orbrie est initialement composée de deux noyaux villageois (« Bône » et « Le Ranquinet ») implantés à flanc de coteau, sur les pentes les plus importantes et en lien probable avec une ancienne fonction défensive et une activité viticole passée. Des constructions anciennes sont également présentes le long de la RD 104 à proximité de l'ancien prieuré et en interface avec la partie basse de la vallée de la Vendée.

Organisation des espaces bâtis à l'Est du Bourg (anciens lieux-dits « Bône » et « Le Ranquinet »)



Source : IGN Géoportail – Échelle : 1/5 000

En appui sur ces noyaux bâtis denses, l'urbanisation contemporaine s'est développée sur les coteaux de la Vendée et du ruisseau du Riel, et a été favorisée par la fragmentation initiale du parcellaire agricole, le cadre de vie très naturel du site et l'attrait des vues vers la vallée. Les constructions sont implantées sur des parcelles de superficie moyenne à grande, sous forme isolée et sous forme d'opération d'ensemble (lotissement des Grands Champs).



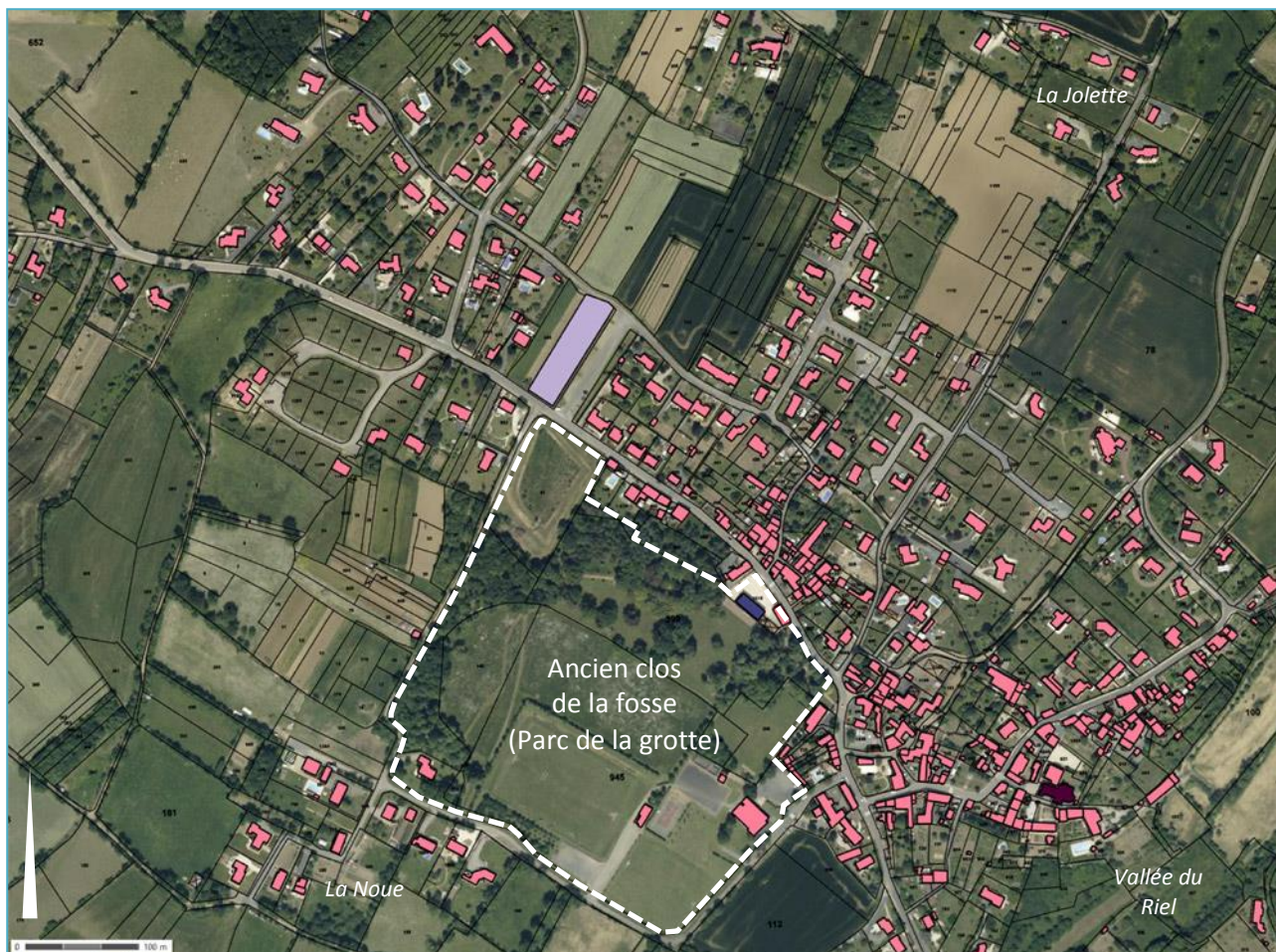
■ En raison de sa situation sur un secteur de coteaux au croisement de deux vallées, ce secteur du Bourg présente une sensibilité environnementale et paysagère forte. Les enjeux suivants devront ainsi être pris en compte dans le Plan Local d'Urbanisme :

- Protéger l'environnement en évitant toute extension de l'urbanisation en direction des vallées.
- Préserver les paysages en limitant l'implantation des constructions sur les hauteurs des coteaux.
- Améliorer la sécurité routière et sécuriser les circulations douces en direction de « Badorit » et des « Fontenelles ».

- **Les extensions du Bourg**

Avec le renforcement de la vocation résidentielle de la commune, le Bourg de L'Orbrie a connu un développement urbain important en direction de l'Ouest et du Nord. La présence de la vallée du Riel et du clos du domaine de la Fosse, ainsi que la possibilité d'une desserte aisée par les réseaux, ont guidé cette évolution spatiale. L'extension de l'urbanisation s'est ainsi effectuée « en doigts de gant » le long de la RD 104 ainsi que le long des petites voies reliant la partie forestière de L'Orbrie à la vallée de la Vendée.

Structure des espaces bâtis récents du Bourg de L'Orbrie



Source : IGN Géoportail – Échelle : 1/5 000

Ces nouveaux espaces urbanisés sont quasi-uniquement dédiés à l'habitat individuel. Les constructions ont été réalisées pour un tiers dans le cadre d'opérations d'ensemble de dimension réduite (excédant rarement une vingtaine d'habitations) et pour les deux tiers en secteur diffus, soit sous forme isolée, soit sous forme linéaire (alignement des pavillons le long des voies existantes).

L'implantation aisée des constructions le long de ces routes, dans le contexte d'un parcellaire agricole très fragmenté (anciennes vignes et vergers), a favorisé la délimitation de grandes parcelles pour l'habitat. Ce tissu bâti, très peu dense, est plus particulièrement présent sur l'ouest du bourg (entre le secteur des « Gachets » et la Rue du Fief aux Prêtres) ainsi que sur le secteur de « La Pierrière ». Il en résulte un paysage mixte, où l'habitat est peu perceptible et s'insère dans un cadre végétal dense, mais composé d'espèces majoritairement ornementales. Sur ces franges, l'espace urbain et l'espace rural s'entremêlent.



Rue des Arçonnieres : perception floue de la limite entre l'espace rural et l'espace bâti



Le Fief aux Prêtres : urbanisation progressive le long d'un ancien chemin rural

■ **La définition de limites cohérentes et identifiables entre le Bourg et l'espace rural dans lequel il s'inscrit, ainsi que le maintien d'une forme globalement ovoïde des espaces bâtis (évitant l'urbanisation linéaire) constituent des enjeux d'urbanisme importants à prendre en compte dans le PLU.**

La forte consommation d'espace ainsi générée a été minorée par la réalisation régulière d'opérations d'ensemble (lotissements) au Nord du Bourg. Il s'agit d'opérations d'aménagement privées, de dimension réduite mais dont la cohérence d'ensemble a été assurée par l'application des schémas d'urbanisme imposés par le Plan d'Occupation des Sols. Ainsi, malgré la présence de plusieurs impasses, les nouveaux espaces bâtis restent perméables pour la circulation, et en particulier pour les circulations non motorisés.



Les extensions du Bourg comportent également de larges espaces verts, essentiellement localisés au droit du Parc de la grotte. Ces lieux sont propices aux loisirs de plein air et complètent l'offre de nature générée par l'espace rural et forestier.



Ouvrage de retenue et d'infiltration des eaux pluviales, aménagé en espace vert



Parc de la grotte : complexe sportif et larges espaces verts

Ces espaces verts participent directement de la qualité du cadre de vie sur le Bourg. Leur aménagement a en revanche également nécessité le prélèvement de surfaces agricoles.

Les opérations d'habitat récentes

- **Le lotissement des « Jardins de la Vendée »**

Ce lotissement a été aménagé en 2012 sous maîtrise d'ouvrage privée sur une superficie de 2,27 hectares en zone NA au Plan d'Occupation des Sols. Il comporte 24 lots de 475 m² à 875 m², dont 8 sont construits en 2015. 16 nouveaux logements sont donc susceptibles d'être réalisés sur ce site.

La densité moyenne sur le nouvel espace d'habitat est ainsi de 10,6 logements par hectare, avec une part des voiries et des espaces verts de 21 %.

Le lotissement dispose d'un accès unique depuis la RD 104 et est aménagé en impasse. Les haies bocagères périphériques ont été conservées.



Voie de desserte interne du lotissement et contexte bocager en arrière-plan

- **Le lotissement du « Clos de L'Orbrie »**

Ce lotissement a été aménagé en 2014 sous maîtrise d'ouvrage privée sur une superficie de 1,33 hectares en zone NA au Plan d'Occupation des Sols. Il comporte 15 lots de 733 m² en moyenne, dont 5 sont construits en 2015. 11 nouveaux logements sont donc susceptibles d'être réalisés sur ce site.

La densité moyenne sur le nouvel espace d'habitat est ainsi de 11,3 logements par hectare, avec une part des voiries et des espaces verts de 17 %.

Le lotissement dispose de plusieurs accès depuis la Rue de la Chaume et est aménagé en impasse. Un accès piéton a toutefois été créé avec le Chemin du Clos, qui permet de rejoindre directement le centre-bourg et l'école.



Voie de desserte interne du lotissement et contexte urbain en arrière-plan

■ **Les opérations d'ensemble récemment réalisées présentent une densité modérée, qui pourrait toutefois être renforcée par une implantation plus fréquente des constructions en mitoyenneté.**

L'aménagement en impasse des voies de desserte interne devra également être évité dans la mesure du possible, afin de préserver la fonctionnalité des espaces bâtis du Bourg en matière de déplacements.

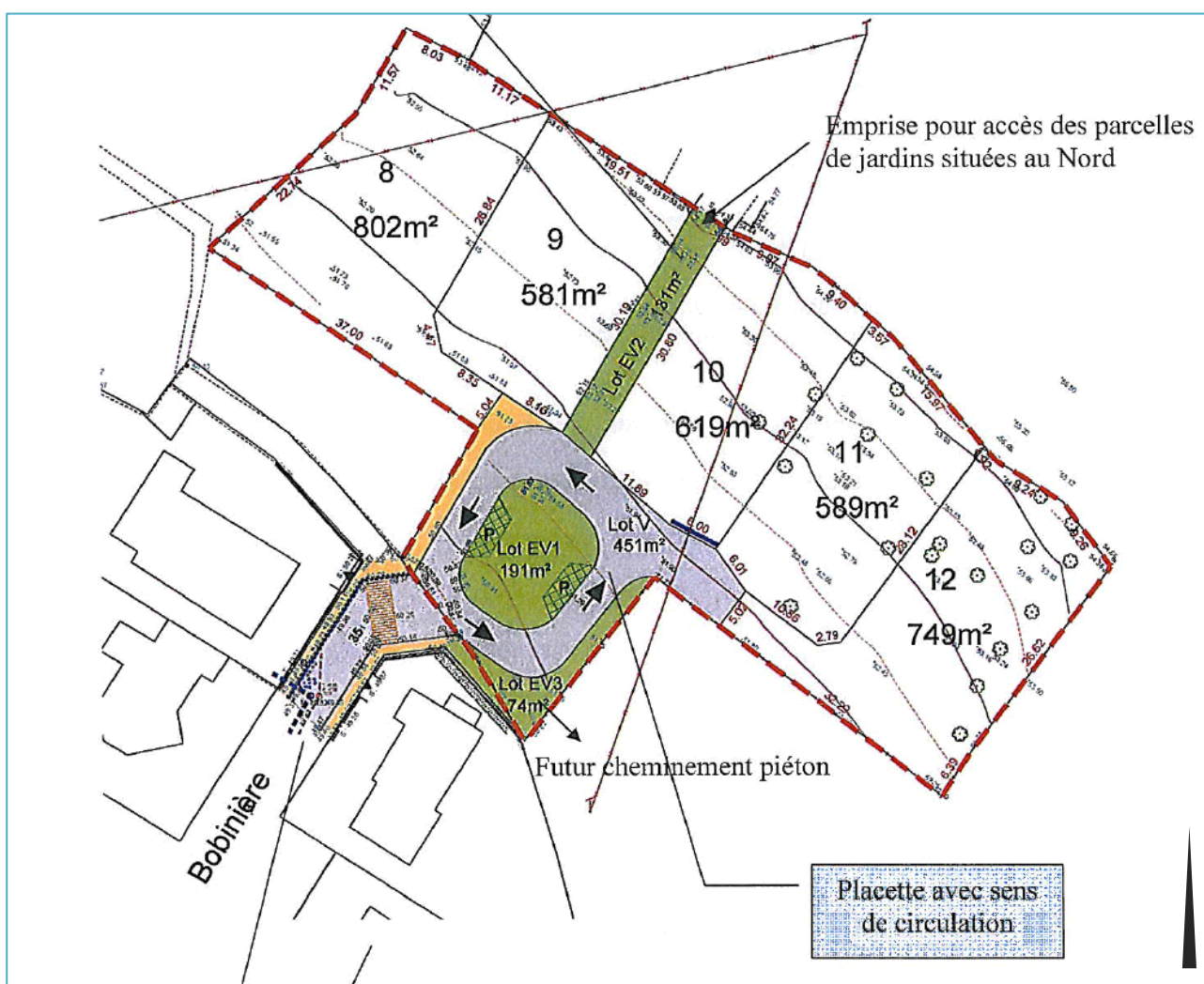
Les opérations d'habitat en cours

- Le lotissement communal « Le champ des Vignes »

Le permis d'aménager de ce lotissement a été délivré le **2 avril 2015**. Il couvrira une superficie de 3974 m² et comportera cinq lots au Nord du Bourg. Son aménagement est prévu en 2016 - 2017.



Situation du lotissement



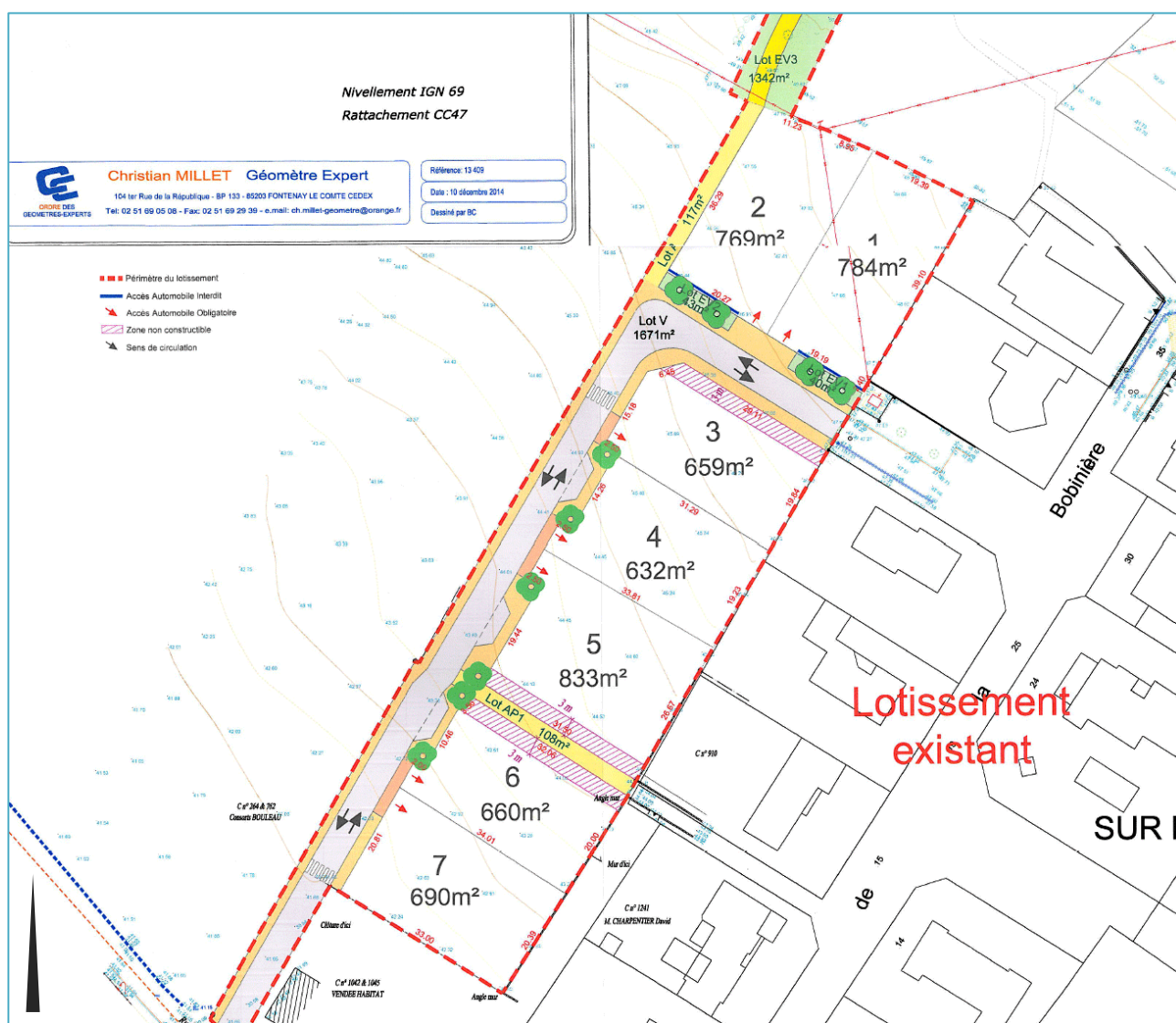
Extrait du plan de composition

- **Le lotissement communal « Les Vignes »**

Le permis d'aménager de ce lotissement a été délivré **le 20 avril 2015**. Il couvrira une superficie de 7312 m² et comportera sept lots au Nord-Ouest du Bourg. Son aménagement est également prévu en 2016 - 2017.



Situation du lotissement



Extrait du plan de composition

Les villages et les lieux-dits

- « La Noue »

Ce village de 11 foyers s'est développé à partir d'un lieu-dit comportant initialement une seule habitation. La proximité du Bourg et des réseaux, ainsi que le cadre de vie qualitatif, ont motivé la délimitation d'un secteur constructible au POS. Les parcelles nouvellement bâties sont de superficie importante (1 800 m² en moyenne) et le village n'est pas desservi par l'assainissement collectif.

Le nouvel espace bâti s'inscrit dans un contexte environnemental sensible, au sein d'un maillage bocager dense et en bordure de la vallée. Des activités équestres sont présentes sur la partie Nord-Est (stockage de matériel et de fourrage).



Un ensemble de quelques habitations, souvent récentes, au sein d'un environnement très végétal

■ En raison du contexte environnemental sensible et de la forte consommation d'espace, l'extension des espaces bâtis de ce village n'apparaît pas comme souhaitable dans le futur Plan Local d'Urbanisme.

- « La Joliette »

Ce village de 7 foyers s'est développé *ex nihilo* au croisement de deux petites voies communales. La proximité du Bourg et d'une partie des réseaux ont motivé la délimitation d'un secteur constructible au POS. Les parcelles nouvellement bâties sont de superficie importante (2 090 m² en moyenne) et le village n'est pas desservi par l'assainissement collectif.

Le nouvel espace bâti s'inscrit dans un contexte agricole très bocager et subit une forte pression pour la construction en raison des vues qualitatives offertes vers le Bourg et vers Fontenay-le-Comte.



Des vues qualitatives vers le Sud et un contexte fortement bocager rendent le site attrayant

■ En raison du contexte agricole et environnemental, ainsi que de la forte consommation d'espace, l'extension des espaces bâtis de ce village n'apparaît pas comme souhaitable dans le futur Plan Local d'Urbanisme. L'implantation de nouveaux logements doit être réalisée prioritairement sur les espaces les plus proches du Bourg.

- **Les lieux-dits (« La Folie », « Les Arçonnières », « Puyrocher », « Puy Chabot »)**

Les lieux-dits sont peu nombreux et sont tous localisés entre le Bourg de L'Orbrie et le massif forestier de Mervent. Ils comportent de un à trois foyers et sont pleinement intégrés dans le maillage bocager et forestier.

Parmi ces sites d'habitat, seul le site de « La Folie » accueille des activités agricoles. Les autres lieux-dits possèdent une forte valeur patrimoniale liée à leur histoire. L'enjeu prioritaire sur ces sites est donc la préservation des ensembles architecturaux remarquables.



« Puy Chabot »

- **Les espaces dédiés à la production d'eau potable**

Le barrage de Mervent est situé à cheval sur les communes de L'Orbrie et de Mervent. Réalisé en 1956, il assure le stockage de l'eau brute destinée à la production d'eau potable dans un lac-réservoir. Ce lac permet également le développement des activités de loisirs liées à l'eau (navigation légère, canotage...).

Les eaux brutes provenant du barrage sont transférées à l'aide d'une station de pompage vers l'usine de traitement des eaux de « La Balingue ». Cette canalisation fait 2,8 kilomètres de long.



L'usine de traitement des eaux de « La Balingue » est exploitée par le Syndicat Intercommunal de la Forêt de Mervent pour le compte de Vendée Eau. Inaugurée en Octobre 2013 et d'une capacité de production de 40 000 m³/jour, elle est un maillon essentiel des infrastructures d'eau potable de la Vendée.

Le site comporte également des réservoirs pour notamment palier au déficit estival des régions côtières.



DEUXIÈME PARTIE

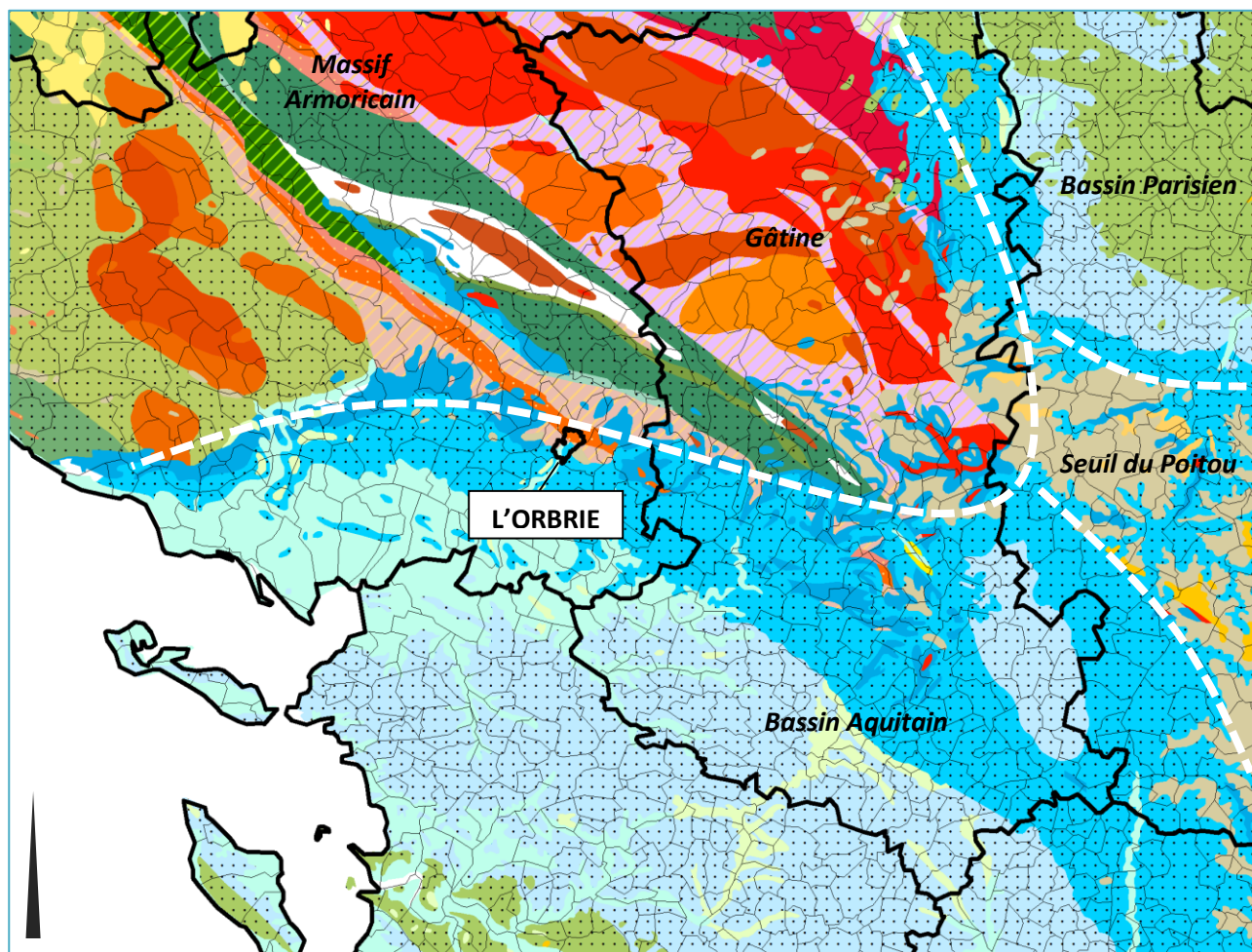
ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

LA GÉOLOGIE ET LA TOPOGRAPHIE

Contexte géologique régional

La commune de L'Orbrie se situe, d'un point de vue géologique, à la limite entre la partie Sud du Massif armoricain et la partie Nord du Bassin aquitain. Le trait géographique majeur oppose les faibles reliefs et vallées du socle armoricain de la Forêt de Mervent, dont les caractéristiques se poursuivent à l'Est vers les légers reliefs de la Gâtine, et la planitude des terrains secondaires (plaines de Fontenay-le-Comte et de Luçon) et du marais au Sud.

Contexte géologique micro-régional



Source : SIG PARCOURS, données IGN GeoFLA, données BRGM - Échelle : 1/850 000

Contexte géologique local

Les entités géologiques affleurant avec la surface sont les suivantes. Elles sont présentées dans un ordre chronologique de formation et cartographiées en page suivante.

OQ – Orthogneiss du Pont de Perrure. Cette unité affleurant en rive droite de la Vendée est également bien visible près du barrage de Mervent. Il s'agit de lames d'orthogneiss de 200 à 250 mètres de puissance, orientés Ouest-Nord-Ouest/Est-Sud-Est et interlités tectoniquement dans des formations paradérivées dont l'extension est limitée à la Forêt domaniale de Mervent.

La roche, de couleur blanche à grisâtre, montre d'importantes variations de texture, depuis des orthogneiss oeilés francs à phénocristaux de feldspaths de 2 à 4 centimètres jusqu'à des roches finement grenues dépourvues de phénocristaux.

ΞPQ – Série paradérivée indifférenciée. On regroupe dans cette série un ensemble sédimentaire métamorphisé où dominant des pélites et grésopélites avec des intercalations gréseuses et grauwakeuses. Plusieurs faciès pétrographiques coexistent sous forme de bandes allongées transposées dans la schistosité régionale majeure.

δ – Amphibolites de La Joletière. Elles ont été observées dans la carrière d'Albert et dans celle de La Joletière, ainsi qu'en Forêt domaniale de Mervent, entre les orthogneiss de Mervent et ceux du Pont de Perrure. Topographiquement, elles constituent les reliefs, en petites falaises et en pointements rocheux.

Ce sont des roches sombres compétentes, composées essentiellement d'amphibole où domine la hornblende verte, avec de fines passées (du millimètre au centimètre) claires, riches en albite et quartz. La hornblende est souvent altérée en chlorite et épidote.

SC – Schistes de Chassenon. Cette unité se situe systématiquement au Sud de l'ensemble précédent. Elle affleure particulièrement bien au Sud-Est, dans la région de Pissotte.

Cette roche à débit facile montre un aspect soyeux et brillant, avec une schistosité soulignée par la séricite et la chlorite. Il existe des passages progressifs vers des micashistes et paragneiss par enrichissement en feldspath. Dans ces schistes, on rencontre également de nombreuses passées quartzeuses et grauwakeuses.

I₃Pr – Formations de la Pierre Rousse (Plienbachien). Cet ensemble comprend différents faciès lithologiques, montrant des variations latérales d'épaisseur. On distingue, de la base au sommet : un niveau d'arkose en bancs plus ou moins indurés, des calcaires argileux alternant avec des calcaires crayeux, des calcaires crayeux, riches en fossiles, des calcaires siliceux à grains homogènes, durs, des calcaires dolomitiques très durs et des calcaires crayeux, de couleur beige à gris clair, à minces intercalations de marnes.

I₄-J₁ – Marnes noires à ammonites, calcaires gris et marnes grises à *Catinula beaumonti* (Toarcien à Aalénien indifférencié). C'est une série de 10 mètres de puissance au total, affleurant peu sur la région de Fontenay-le-Comte. Elle est constituée de bancs de calcaires argileux, de couleur gris-bleu à jaunâtre, et d'argiles fossilifères. L'épaisseur des bancs est variable. On constate qu'ils sont minces au toit mais plus fossilifères et massifs à la base.

Fu – Sables, graviers et galets à matrice argilo-limoneuse rubéifiée (jusqu'à 5 mètres) (Pléistocène inférieur basal). Ils sont situés sur les dépôts sédimentaires du Lias inférieur à moyen et sur les terrains métamorphiques du Bas-Bocage, à une altitude variant de +80 à +90 mètres. Ils sont représentés par des graviers subanguleux à roulés, de roches essentiellement issues du socle cristallin et métamorphique, avec cependant quelques éléments de grès et calcaires silicifiés. La matrice argileuse fortement altérée présente des teintes brun-rouge à ocre et les éléments peuvent acquérir des altérations variant du rouge au violacé.

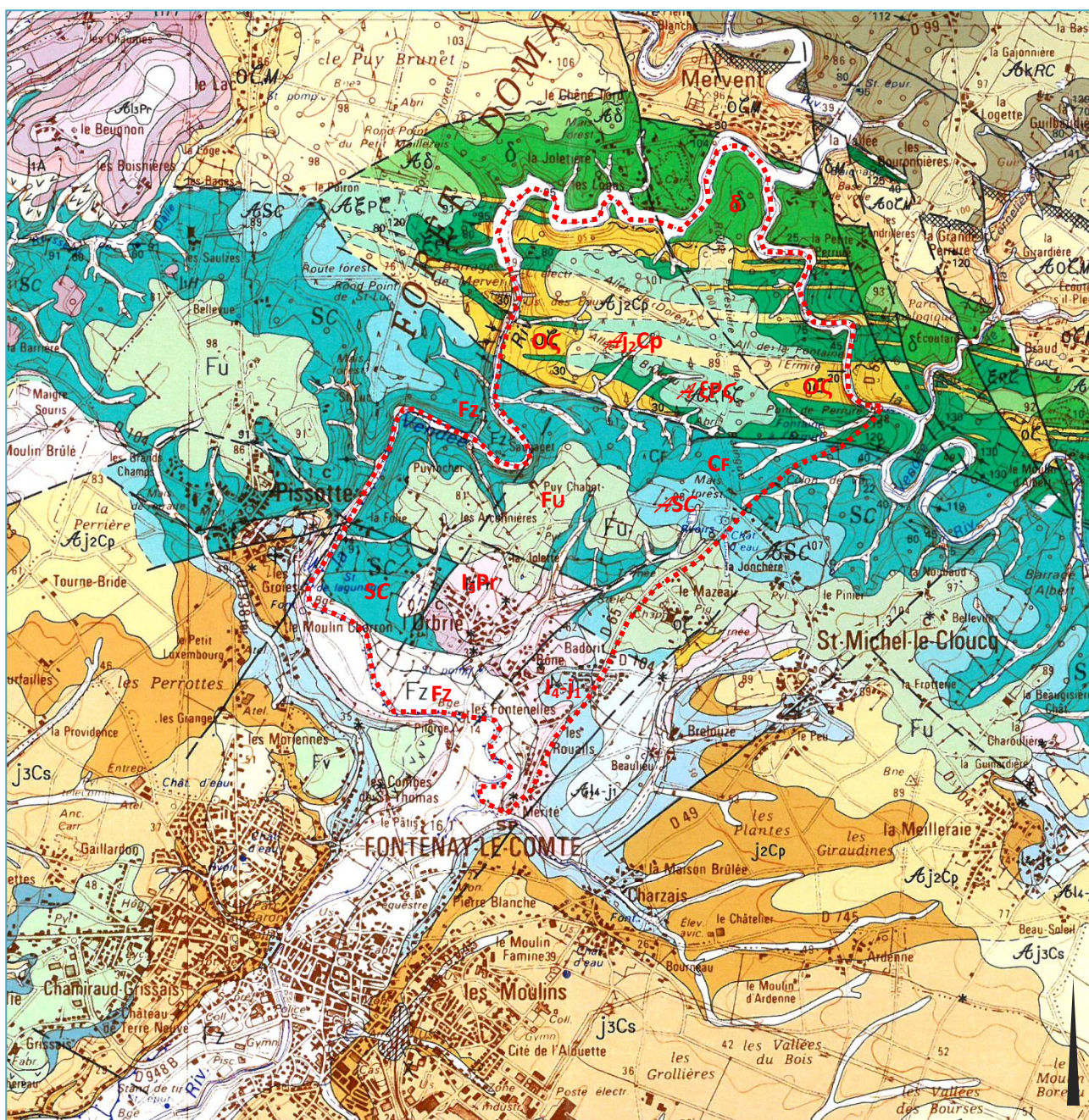
Fz – Argiles limoneuses grisâtres et graviers polygéniques (Holocène à actuel). Formant le lit des principaux cours d'eau, ces alluvions modernes sont constituées de graviers et galets polygéniques (roches sédimentaires et cristallines) noyés dans une matrice argilo-limoneuse plus ou moins sableuse. Au débouché de la Vendée dans le marais, elles s'enrichissent en argile et représentent un « bri fluviatile » grisâtre caractérisé par la présence de fossiles d'eau douce. À la base des

remplissages argileux de la vallée de la Vendée, on observe 1 à 2,5 mètres de graviers pouvant représenter les reliques des alluvions d'âge Würm.

CF - Colluvions de fond de vallon et cônes de déjection associés. Elles se composent, en amont des cours d'eau et au fond des vallées, de débris anguleux de roches locales à matrice argilo-limoneuse, à granoclassement hétérogène, correspondant vraisemblablement à un mélange de dépôts de versants, d'altérites et d'alluvions.

Formations de type A – Altérites variées, altérites à chailles (Terres rouges à châtaigniers), argileuses, à pisolites d'oxydes de fer. L'essentiel de ces altérites est représenté par une argile limoneuse, silteuse à sableuse à débris de roches ferruginisées ou silicifiées (isaltérites). La nature de ces formations permet d'identifier les faciès pétrographiques des éléments allochtones la composant.

Contexte géologique local



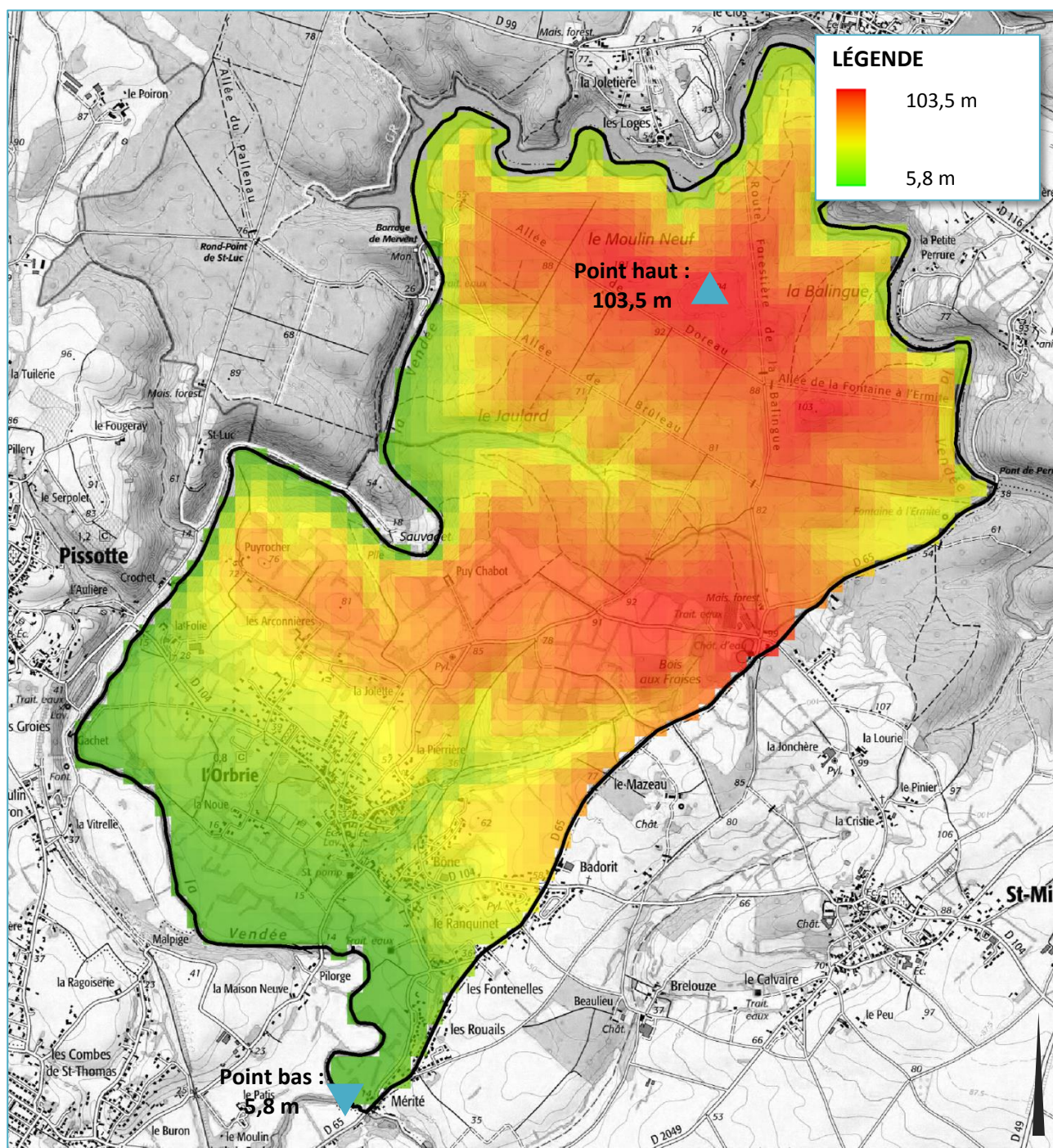
Source : Carte géologique n°586 (Fontenay-le-Comte), BRGM – Échelle : 1/25 000

La topographie

La commune de L'Orbrie est localisée à l'interface entre un plateau au relief peu marqué au Nord, d'altitude moyenne comprise entre 80 et 100 mètres, et la plaine de Fontenay-le-Comte, d'altitude moyenne comprise entre 20 et 40 mètres.

Le dénivelé global de L'Orbrie est marqué par la vallée de la Vendée, qui borde la limite communale en parties Nord, Ouest et Sud, et par les vallées des ruisseaux de « Jaulard » et de « La Pierrière » qui entaillent le plateau forestier. Le point le plus bas du territoire communal est situé à une altitude de 5,8 mètres (vallée de la Vendée aval, en limite avec Fontenay-le-Comte) et le point le plus haut est situé à une altitude de 103,5 mètres, au centre du massif forestier, entre « La Balingue » et « Le Moulin Neuf ».

Relief de la commune



Source : SIG PARCOURS – Données IGN BD Alti 75 et IGN SCAN 25, Cadastre DGFIP – Échelle : 1/25 000

LE CLIMAT

Comme toute la façade Ouest de la France, la Vendée est soumise au climat océanique avec des automnes et des hivers en général doux, humides et venteux et une saison d'été plus sèche mais relativement fraîche. Les amplitudes thermiques sont relativement faibles.

Le climat n'est cependant pas homogène sur l'ensemble du département, le climat océanique s'atténuant en fonction de l'éloignement de la côte. L'Orbrie, située dans l'Est du département, est donc également sous l'influence continentale.

L'ensoleillement y est moins important avec 1 850 heures en moyenne par an, contre plus de 2 100 heures sur la côte. L'amplitude des températures est un peu plus importante. La température moyenne annuelle est de 12° environ. On compte 10 à 15 jours de forte chaleur dans les terres, et 40 à 50 jours de gel.

En termes de précipitations, la commune de L'Orbrie se situe dans un des deux secteurs les plus arrosés de la Vendée : les collines de Gâtine vendéenne, s'étendant à l'Est de la Vendée, à cheval sur les Deux-Sèvres, jusqu'au massif forestier de Mervent, où les quantités recueillies annuellement peuvent atteindre les 950 millimètres. La période la plus pluvieuse s'étend de fin Septembre à fin Janvier. Il tombe sur ces 4 mois entre 40 et 50% des pluies annuelles.

Le vent est très présent du fait de la façade maritime proche. Les vents dominants sont des vents d'Ouest. Les vents de Nord-Est sont moins fréquents mais ne sont pas négligeables. En une année, on compte en moyenne 2 ou 3 épisodes de vent fort (tempêtes ou orages)¹⁶.

L'Orbrie est localisée au sein d'un secteur fortement exposé au risque d'orages violents. La proximité du massif forestier ainsi que la présence d'éléments de relief dominant la plaine de Fontenay le Comte favorisent en effet la fréquence et l'intensité de ces phénomènes.

L'HYDROLOGIE

Le réseau hydrographique souterrain

L'histoire géologique du territoire évoquée plus tôt induit des différences de perméabilité des roches. Les pendages des couches géologiques sont à l'origine de la présence, sous la commune, de deux aquifères¹⁷ :

- › « Socle du bassin versant du Marais Poitevin » en partie Nord de la commune.
- › « Calcaires et marnes du Lias et du Dogger libre du Sud-Vendée » en partie Sud de la commune.

L'hydrologie de surface

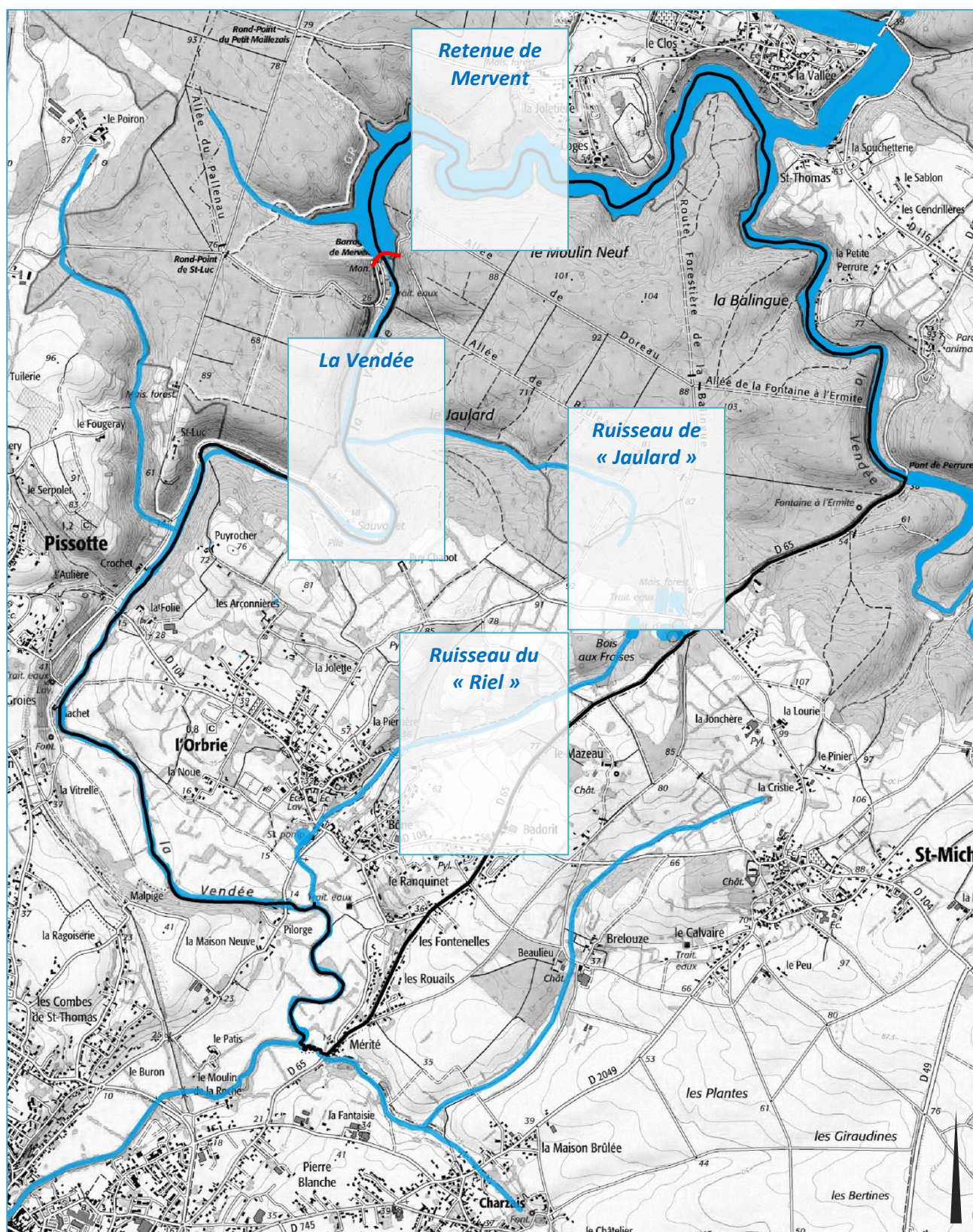
Les données hydrologiques de la commune sont cartographiées ci-après et présentées en pages suivantes.

Outre le réseau hydrologique souterrain présenté ci-avant, l'eau est présente sur la commune à travers un cours d'eau principal, la Vendée, et quelques ruisseaux secondaires qui sont ses affluents, le « ruisseau de Jaulard » (s'écoulant selon un axe Est/Ouest dans le massif forestier) et celui du « Riel » (s'écoulant selon un axe Nord/Sud depuis « Le Bois aux Fraises » en traversant le Bourg).

¹⁶ Source : Météo France

¹⁷ Source : Office International de l'Eau, DREAL Poitou-Charentes, Base PEGASE.

Contexte hydrologique de la commune



Source : SIG PARCOURS – Données IGN SCAN 75, données SANDRE (Base Carthage),
Cadastre DGFIP – Échelle : 1/60 000

La Vendée forme la limite communale sur trois points cardinaux : au Nord, à l'Est et au Sud. Elle s'écoule selon un axe Nord-Est/Sud-ouest et se prolonge, en aval, vers Fontenay-le-Comte. La rivière est marquée, sur la commune de L'Orbrie, par la présence du barrage de Mervent, qui forme retenue en limite Nord de la

commune. La Vendée prend sa source à Saint-Paul-en-Gâtine (Deux-Sèvres) et conflue avec la Sèvre Niortaise sur la commune de l'Île d'Elle. Son parcours total est de 82,5 kilomètres et son bassin versant de 512 km². Ses principaux affluents sont La Mère et La Longèves.

Le contexte hydrologique de la commune est complété par quelques mares et plans d'eau. Ces mares sont souvent sensibles aux variations saisonnières et peuvent souffrir d'assecs en période estivale.



La Vendée au « Pont de Pilorge » : cours d'eau, seuil et activités de loisirs nautiques



Barrage de Mervent



Mare à « La Noue »



Ruisseau du « Riel »

PROTECTION DE LA RESSOURCE HYDROGRAPHIQUE

Eutrophisation des eaux

La commune de L'Orbrie a été classée en zone sensible à l'eutrophisation de ses eaux superficielles en application de la Directive n°91/271/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 21 Mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires. Les zones sensibles ont été étendues à l'ensemble des masses d'eau de surface continentales et littorales du bassin Loire-Bretagne par Arrêté du 9 Décembre 2009 du Préfet coordonnateur de bassin, abrogeant les zonages précédents.

Ce phénomène correspond à un enrichissement de l'eau en éléments nutritifs tels que l'Azote et/ou le Phosphore, qui provoquent un développement accéléré des algues et végétaux aquatiques. Il est ainsi à l'origine d'un déséquilibre des organismes présents dans l'écosystème aquatique ainsi que d'une dégradation de la qualité des eaux.

Vulnérabilité aux nitrates

La commune de L'Orbrie a été classée en zone vulnérable aux nitrates d'origine agricole selon l'Arrêté du Préfet coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne en date du 21 Décembre 2012.

Par conséquent, l'Arrêté relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est applicable. Il définit les mesures et actions nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre nitrates, de la qualité des eaux superficielles et souterraines dans la zone vulnérable du département.

Zone de Répartition des Eaux (ZRE)

Une Zone de Répartition des Eaux (ZRE) se caractérise par une insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins.

L'inscription d'un bassin en ZRE constitue un moyen, pour l'État, d'assurer une meilleure maîtrise de la demande en eau afin d'assurer au mieux la préservation des écosystèmes aquatiques et de concilier les usages économiques de l'eau.

Le Préfet coordonnateur de bassin arrête la délimitation des ZRE et les communes de bassins versants sont listées par Arrêtés Préfectoraux. Ainsi, l'ensemble du bassin versant de la Sèvre Niortaise est classé en Zone de Répartition des Eaux.

Réglementation concernant les plans d'eau

Les plans d'eau ont de nombreuses fonctions : loisirs, pêche, réserves pour l'irrigation... Ils sont souvent une composante de la culture locale et jouent un rôle social réel. Toutefois, leur multiplication entraîne des conséquences néfastes sur les milieux : atteinte aux peuplements piscicoles et à la continuité écologique. Pour les plans d'eau existants, il est nécessaire de sensibiliser les propriétaires sur l'importance d'un entretien régulier des ouvrages visant à diminuer l'impact des vidanges sur l'environnement et empêcher l'introduction d'espèces indésirables dans l'environnement : poissons, écrevisses de Louisiane...

L'amélioration de la continuité écologique (cf. partie « Trame verte et bleue » ci-après) peut passer par la déconnexion des plans d'eau en travers des cours d'eau (création d'un contournement).

- **Le SDAGE Loire-Bretagne, dans son objectif 1C, prévoit de limiter et encadrer la création de nouveaux plans d'eau.**

Classement des cours d'eau au titre de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement

La Loi sur l'Eau du 31 Décembre 2006 a introduit deux nouveaux types de classement pour les cours d'eau, en vertu de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement : un classement en « liste 1 » en vue de préserver les cours d'eau ciblés de toute nouvelle atteinte à la continuité écologique, et un classement en « liste 2 » en vue de rétablir la continuité sur les ouvrages existants sur les cours d'eau identifiés.

■ **La Vendée est classée, dans toute sa traversée de la commune de L'Orbrie, en liste 1.**

Protection des migrateurs

La mesure 9A1 du SDAGE du bassin Loire-Bretagne définit des « axes Grands Migrateurs » (migrateurs amphihalins). Il s'agit de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire.

Ce classement a été élaboré à partir des connaissances disponibles au Printemps 2009 pour la mise en œuvre de mesures de protection et de restauration.

■ **La Vendée est classée, sur tout le territoire communal, comme un axe à enjeux pour une partie des migrateurs amphihalins (Anguille, Alose et Lamproie).**

Protection des zones humides

Le SDAGE Loire-Bretagne prévoit, dans son objectif 8, de « préserver les zones humides et la biodiversité ». En matière d'aménagement, les projets de la collectivité pouvant porter atteinte à une zone humide devront être compatibles avec la mesure 8B2 qui prévoit que :

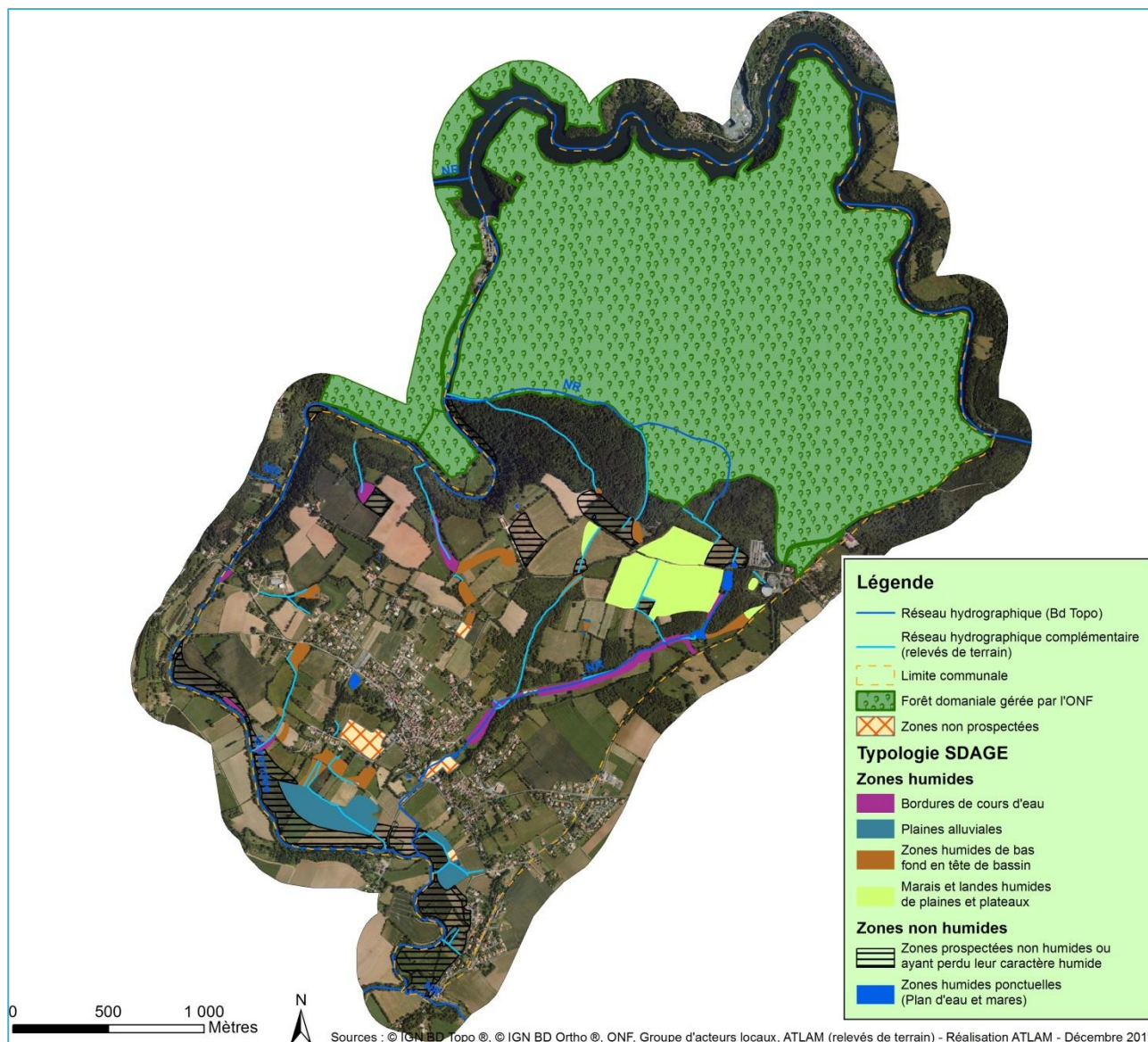
« Dès lors que la mise en œuvre d'un projet conduit, sans alternative avérée, à la disparition de zones humides, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir, dans le même bassin versant, la création ou la restauration de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la qualité de la biodiversité. À défaut, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200% de la surface supprimée. La gestion et l'entretien de ces zones humides doivent être garantis à long terme. »

Un premier inventaire a été effectué sur le territoire de L'Orbrie en Décembre 2011 pour le compte de l'Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN). La réalisation d'un tel inventaire, comprenant une hiérarchisation sur la base de critères environnementaux, peut permettre d'assurer la préservation des zones humides, conformément à l'objectif 8 du SDAGE.

La préservation de ces zones humides et leur prise en compte dans la trame verte et bleue communale est détaillée en partie « Trame verte et bleue » ci-après.

L'inventaire a débuté par une phase de prélocalisation, permettant de définir et de localiser les zones humides potentielles. Cette phase a donc consisté à identifier, sur le territoire, les secteurs à forte probabilité de présence de zones humides, afin d'optimiser la phase ultérieure de terrain. La prélocalisation a résulté de la compilation de différents documents préétablis, permettant de cibler les secteurs du territoire susceptibles de présenter des zones humides : carte de prélocalisation de l'Agrocampus de Rennes, carte de prélocalisation de la DREAL Pays de la Loire, carte de prélocalisation ponctuelle des zones humides établie par l'IIBSN, carte d'indice de confiance établie par l'IIBSN.

Inventaire 2011 des zones humides sur la commune



Source : Bureau d'études ATLAM pour l'Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN), Décembre 2011

Un inventaire a ensuite été réalisé, basé sur les critères floristiques et pédologiques, conformément à l'Arrêté du 1^{er} Octobre 2009 modifiant l'Arrêté du 24 Juin 2008, qui précise les critères de définition et de délimitation des zones humides, en application des articles L.214-7 et R.211-108 du Code de l'Environnement.

L'inventaire a été réalisé sur l'ensemble du territoire communal, à l'exception des surfaces imperméabilisées et des boisements ONF (massif de Mervent-Vouvant), mais en ciblant prioritairement les secteurs définis dans le cadre de la phase de la prélocalisation (secteurs indiqués par le groupe d'acteurs locaux, zonages de prélocalisation Agrocampus et DREAL Pays de la Loire, secteurs à fort indice de confiance).

Ainsi l'inventaire de terrain a permis de :

- › confirmer ou infirmer les zones identifiées comme potentiellement humides,
- › délimiter précisément les zones humides,
- › apporter une argumentation technique à la détermination de chacune des zones humides.

Déduction faite des surfaces urbanisées (environ 55 hectares) et de la forêt de Mervent-Vouvant (environ 390 hectares), la surface communale prospectée est d'environ 515 hectares, pour une surface totale communale d'environ 960 hectares.

Sur la commune de l'Orbrie, les inventaires de terrain ont été réalisés en Septembre 2011, puis complétés en Novembre 2011.

Les résultats de l'inventaire de terrain ont permis d'établir la cartographie de l'inventaire de la commune.

La carte qui en résulte fait ressortir :

- › Les zones humides identifiées qui, sur la commune de l'Orbrie, représentent une surface totale de 47,94 hectares, pour 64 entités.
- › Les éléments ponctuels relevés (inventaire non exhaustif) : plans d'eau (27), sources (8), lavoirs (1), mouillère (1), puits (1), fontaines (2) et présence d'espèces envahissantes (2).
- › Les zones prospectées non humides ou ayant perdu leur caractère humide, mais qui présentent un phénomène hydraulique particulier (en hachures noires).

Celles-ci, qui représentent une surface de 42,51 hectares, correspondent à :

- des zones inondables qui ne répondent pas aux critères de zones humides (vallée alluviale de La Vendée). Zones selon les dires du groupe d'acteurs locaux.
 - des zones à faibles profondeurs de sol (20/30 cm), au niveau du plateau agricole de « Puy-Chabot », mais qui présentent un caractère hydromorphe.
- › Le réseau hydrographique tel que figurant à l'IGN, complété du réseau en lien avec les zones humides identifiées (relevé non exhaustif), pour une longueur totale de 7,84 kilomètres, dont 0,6 kilomètre concernant la modification de tracé de cours d'eau.
 - › Les zones, potentiellement humides, n'ayant pas pu être prospectées (en jaune hachuré orange) : complexe sportif communal et parcelles clôturées et de jardins (« La Jolette », « La Pierrière »).

• Typologie SDAGE

La typologie SDAGE, applicable pour le SAGE, comporte sept types majeurs de zones humides, dont cinq correspondent au contexte d'eau douce, eux-mêmes divisés en 9 types :

- › Bordures de cours d'eau,
- › Plaines alluviales,
- › Zones humides de bas-fonds en tête de bassin,
- › Régions d'étang,
- › Bordures de plans d'eau (lacs, étangs,...),
- › Marais et landes humides de plaines et plateaux,
- › Zones humides ponctuelles,
- › Marais aménagés à vocation agricole,
- › Zones humides artificielles.

En référence à cette typologie, les 47,94 hectares de zones humides rencontrés sur la commune de l'Orbrie (carte en page précédente) se répartissent de la manière suivante :

- › Bordures de cours d'eau : 8,13 hectares
- › Plaines alluviales : 10,16 hectares
- › Zones humides de bas fon en tête de bassin : 9,59 hectares
- › Marais et landes humides de plaines et plateaux : 20,06 hectares

- **Typologie CORINE Biotopes**

De façon synthétique et en fonction de leur occupation du sol, la répartition des zones humides est la suivante :

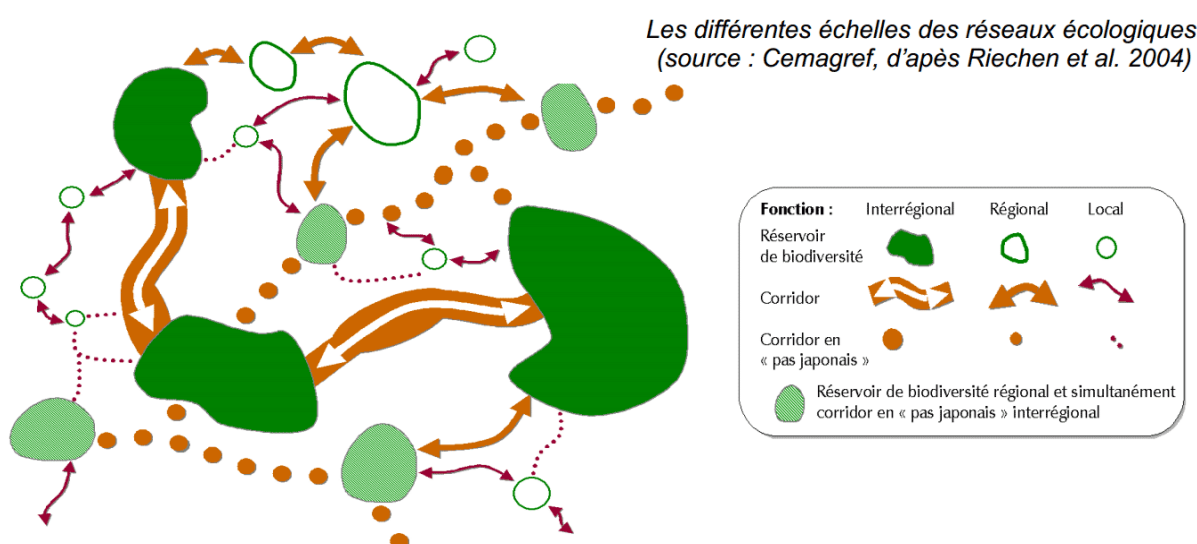
- › PRAIRIES : 22,47 hectares :
 - Communautés à Reines des prés et communautés associées (37.1) : 0,21 hectare
 - Prairies humides eutrophes (37.2) : 11,22 hectares
 - Prairies humides atlantiques et subatlantiques (37.21) : 1,99 hectare
 - Pâtures à grand jonc (37.241) : 0,51 hectare
 - Prairies mésophiles (38.1) : 8,54 hectares
- › TERRES LABOURÉES : 18,05 hectares :
 - Champs d'un seul tenant intensément cultivés (82.1) : 18,05 hectares.
- › BOISEMENTS : 6,01 hectares :
 - Chênaies - Charmaies (41.2) : 2,55 hectares
 - Frênaies –chênaies à Arum (41.231) : 0,67 hectare
 - Frênaies (41.3) : 2,43 hectares
 - Bois marécageux d'aulne, de saule et de myrte des marais (44.9) : 0,24 hectare
 - Saussaies marécageuse (44.92) : 0,12 hectare
- › ROSELIÈRES, MARAIS ET SOURCES : 1,03 hectare :
 - Communautés à grande laîches (53.2) : 1,03 hectare
- › FOURRÉS : 0,29 hectare :
 - Ronciers (31.831) : 0,29 hectare
- › PLANTATIONS : 0,09 hectare :
 - Vergers (83.15) : 0,09 hectare

LA TRAME VERTE ET BLEUE

« La Trame verte et bleue, réseau écologique formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques (identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique ainsi que par les documents de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements auxquels des dispositions législatives reconnaissent la compétence d'identifier, de délimiter ou de localiser ces continuités), est un outil d'aménagement durable du territoire qui contribue à enrayer la perte de biodiversité, à maintenir et restaurer ses capacités d'évolution et à préserver les services rendus, en prenant en compte les activités humaines.

La Trame verte et bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle doit permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation.

Les continuités écologiques constitutives de la Trame verte et bleue comprennent deux types d'éléments: des « réservoirs de biodiversité » et des « corridors écologiques ».



La Trame verte et bleue d'un territoire constitue par elle-même un réseau écologique dont la fonctionnalité repose sur la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques qui le composent. La préservation des continuités écologiques vise au moins le maintien de leur fonctionnalité. La remise en bon état des continuités écologiques vise le rétablissement ou l'amélioration de leur fonctionnalité. Cette fonctionnalité des continuités écologiques s'apprécie notamment au regard :

- de la diversité et la structure des milieux qui leur sont nécessaires et de leur niveau de fragmentation ;
- des interactions entre milieux, entre espèces et entre espèces et milieux ;
- de la densité nécessaire à l'échelle du territoire concerné.

La fonctionnalité de la Trame verte et bleue sur un territoire sera confortée par la qualité écologique des espaces situés en dehors des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques, et leur contribution au fonctionnement écologique global du territoire. »

Extraits du document-cadre pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

Article L371-1 du Code de l'Environnement

I - La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural. À cette fin, ces trames contribuent à :

1° Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;

2° Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;

3° Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L.212-1 et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;

4° Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;

5° Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;

6° Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

II. — La trame verte comprend :

1° Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre I^{er} du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;

2° Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;

3° Les surfaces mentionnées au I de l'article L.211-14.

III. — La trame bleue comprend :

1° Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de l'article L.214-17 ;

2° Tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L.212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L.211-3 ;

3° Les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III.

[...]

Article R371-19 du Code de l'Environnement

*I. — **Les continuités écologiques** constituant la trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.*

*II. — Les **réservoirs de biodiversité** sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.*

Un réservoir de biodiversité peut être isolé des autres continuités de la trame verte et bleue lorsque les exigences particulières de la conservation de la biodiversité ou la nécessité d'éviter la propagation de maladies végétales ou animales le justifient.

Les espaces définis au 1° du II de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité.

*III. — **Les corridors écologiques** assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.*

Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.

Les espaces mentionnés aux 2° et 3° du II de l'article L.371-1 constituent des corridors écologiques.

*IV. — **Les cours d'eau**, parties de cours d'eau et canaux mentionnés au 1° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.*

*Les **zones humides** mentionnées au 2° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques ou les deux à la fois.*

La prise en compte de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme

La loi prévoit que « les collectivités territoriales [...] prennent en compte les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE) lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents [...] d'urbanisme ».

Cette notion de « prise en compte » induit une obligation de compatibilité sous réserve de possibilités de dérogation pour des motifs déterminés, avec un contrôle approfondi du juge sur la dérogation.

Dans le cadre des Plans Locaux d'urbanisme, la compatibilité est appréciée au regard des objectifs de préservation de la biodiversité ainsi que du maintien et de la restauration des continuités écologiques exprimés dans les articles L.110 et L.121-1 du Code de l'Urbanisme. L'existence de ces dispositions législatives impose de ne pas attendre les conclusions du Schéma Régional de Cohérence Écologique et d'engager en amont la réflexion sur les éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale. L'article L.123-1-13 du Code de l'Urbanisme prévoit en outre que le PLU « définit les orientations générales de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ».

Afin de mettre en œuvre ces orientations et en complément des autres outils réglementaires du PLU, l'article R.123-11-i du Code de l'Urbanisme donne la possibilité de définir « les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue ».

- **Le respect de ces objectifs et la mise en place d'une programmation environnementale nécessitent d'identifier au préalable les éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale. Les données qui suivent constituent un support de réflexion en ce sens.**

LA COMMUNE DANS LA TRAME VERTE ET BLEUE RÉGIONALE

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) des Pays de la Loire

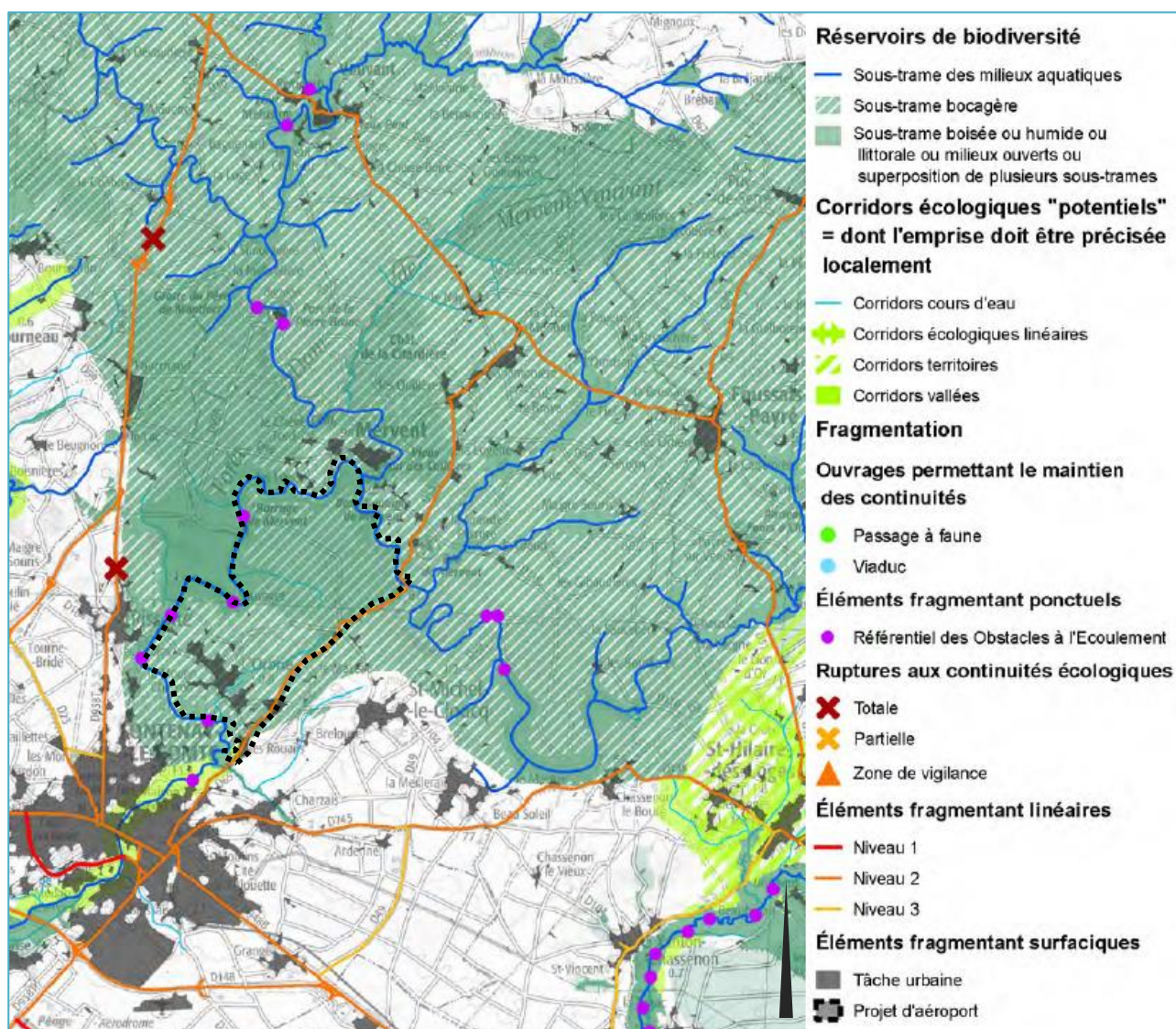
Le SRCE des Pays de la Loire est en voie de finalisation. Il est soumis à enquête publique du 16 Juin au 17 Juillet 2015.

Ses premières conclusions sont connues et sont développées ci-après.

Enjeux écologiques identifiés sur la commune

L'extrait de l'atlas cartographique du SRCE ci-après permet de visualiser ces composantes locales de la trame verte et bleue :

Composantes de la Trame Verte et Bleue régionale à l'échelle de la commune



Source : Schéma Régional de Cohérence Écologique des Pays de la Loire – DREAL Pays de la Loire – Échelle : 1/100 000

La publication des résultats des premiers travaux destinés à identifier la trame verte et bleue régionale permet d'analyser globalement le fonctionnement écologique du territoire qui comporte ainsi :

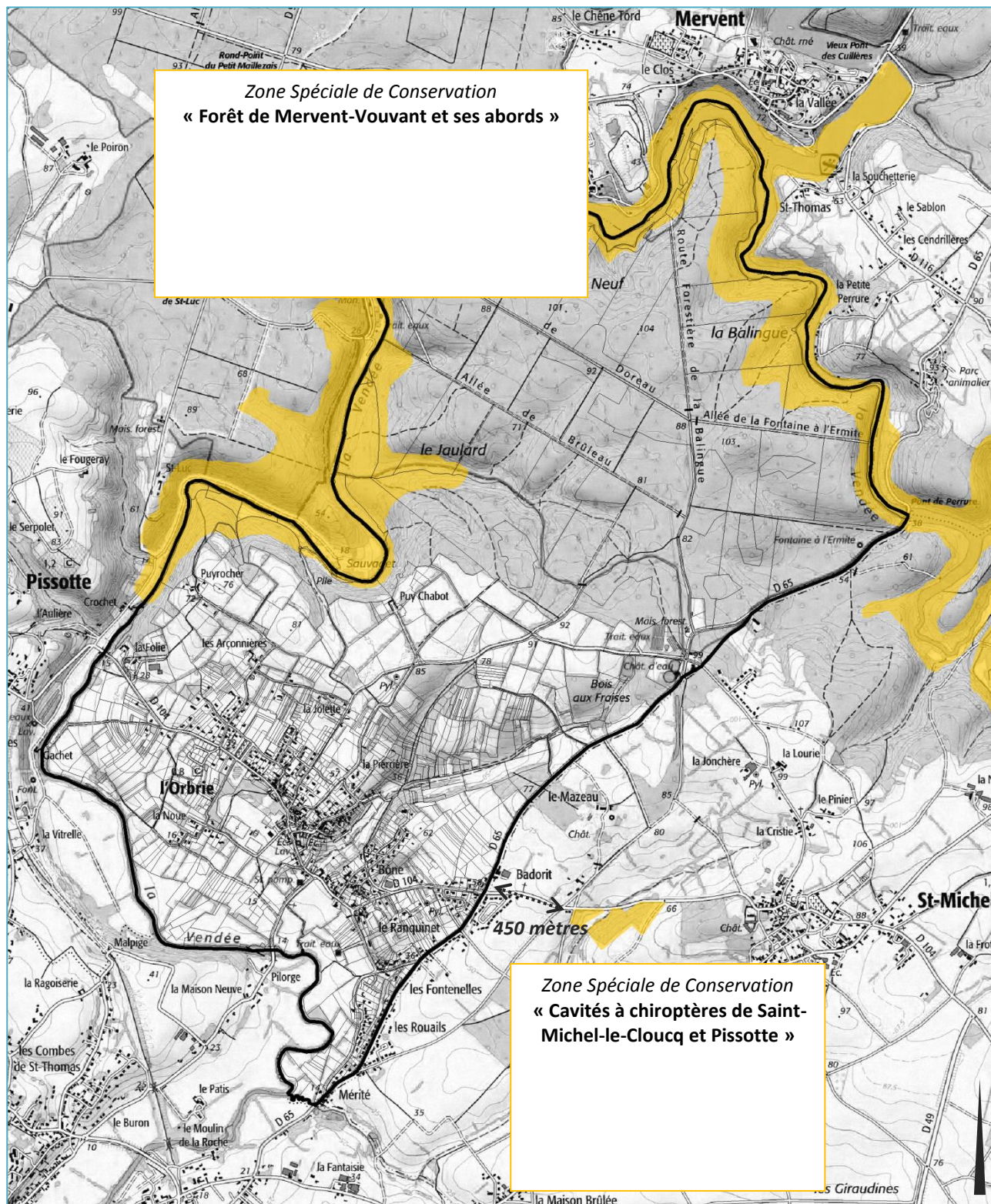
- › Un réservoir de biodiversité de la **sous-trame bocagère** sur l'ensemble de la commune.
- › Un réservoir de biodiversité de la **sous-trame boisée** sur le Nord de la commune (Forêt domaniale de Mervent-Vouvant).
- › Un réservoir de biodiversité de la **sous-trame des milieux aquatiques** avec la rivière Vendée.
- › Deux corridors écologiques potentiels au titre des **cours d'eau** avec les ruisseaux de « Riel » et de « Jaulard » :
- › Des **éléments de fragmentation** nuisibles aux continuités écologiques :
 - Obstacles à l'écoulement sur la Vendée.
 - Élément fragmentant linéaire de niveau 2 avec la RD 65 qui longe la limite communale Est.

RECENSEMENT DES ÉLÉMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE LOCALE

Les espaces protégés pour la préservation de la biodiversité

La commune de L'Orbrie comporte sur son territoire un espace protégé pour la préservation de la biodiversité : la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords », intégrée au réseau européen Natura 2000 par Arrêté ministériel du 30 Juillet 2015.

Sites Natura 2000



Source : SIG PARCOURS, données INPN, IGN SCAN 25, cadastre DGFiP – Échelle : 1/25 000

Cette zone, d'une superficie totale de 495 hectares, concerne 7 communes. Elle est intégrée au réseau européen Natura 2000 dans le cadre de la Directive européenne dite « Habitats ».

L'intérêt du site est avant tout lié aux habitats et à quelques espèces protégées.

Le site est centré sur la vallée de la Vendée qui traverse, dans un vallon assez encaissé, le massif forestier de Mervent-Vouvant. Il inclut les versants plus ou moins abrupts qui renferment des habitats de landes sèches lorsque l'exposition est favorable.

Trois types d'habitats sont, inscrits à l'annexe I de la Directive 92/43/CEE, sont répertoriés sur le site : landes sèches européennes, mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin, forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*). Ces trois habitats sont jugés en bon état global de conservation.

En matière de vulnérabilité, l'entretien des secteurs de landes sèches ne peut entrer dans un cadre économique pérenne. La conservation des milieux des bords des eaux est tributaire des niveaux d'eau dans la vallée de la Vendée liés à la gestion des barrages destinés à l'alimentation de l'agglomération de Fontenay-le-Comte. La gestion actuelle est cependant favorable à la conservation de la diversité des milieux.

Le site abrite la Loutre d'Europe (*Lutra lutra*), espèce protégée au titre de l'annexe II de la Directive 92/43/CEE.

Trois espèces de reptiles, non protégées mais non moins importantes, sont également répertoriées sur le site : l'Orvet fragile (*Anguis fragilis*), la Couleuvre verte et jaune (*Coluber viridiflavus*) et le Lézard vert occidental (*Lacerta viridis*).



Loutre d'Europe (*Lutra lutra*)



Orvet (*Anguis fragilis*)



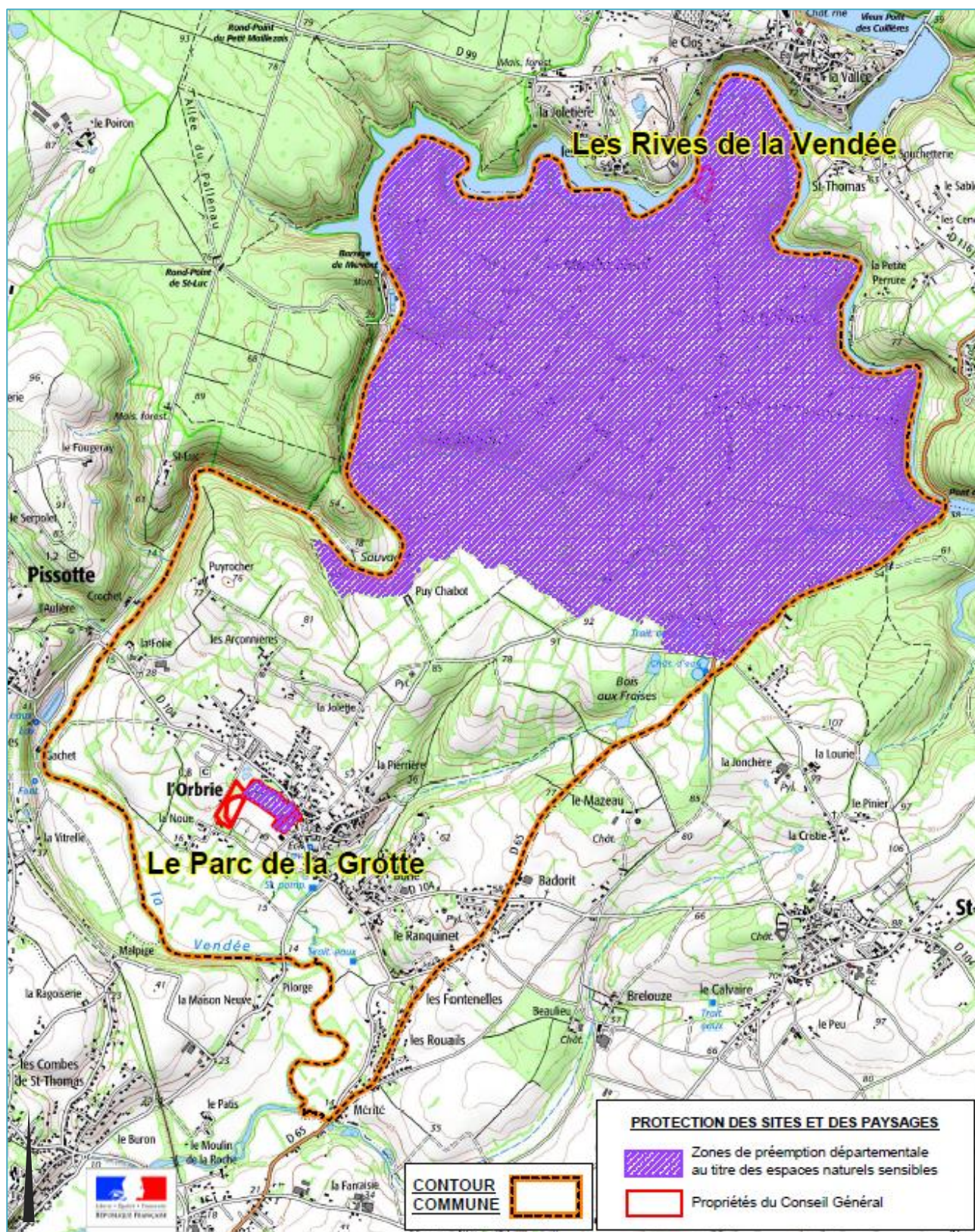
Lézard vert (*Lacerta viridis*)

Il est à noter qu'un des espaces de la Zone Spéciale de Conservation « Cavités à chiroptères de Saint-Michel-le-Cloucq et Pissotte » se trouve à 450 mètres à l'Est de la limite communale de L'Orbrie. Le territoire naturel des chiroptères s'étend donc sur L'Orbrie et cet enjeu doit également être pris en compte.

Les espaces protégés au titre des Espaces Naturels Sensibles

Le Conseil Départemental de la Vendée, au titre de la préservation des Espaces Naturels Sensibles, est déjà propriétaire de deux espaces, l'un situé dans le Bourg (Parc de la Grotte) et l'autre en limite Nord de la commune, au sein du massif forestier et au bord de la retenue de Mervent (les Rives de la Vendée).

Une zone de préemption, cartographiée ci-dessous, a été déterminée au titre de ces espaces.



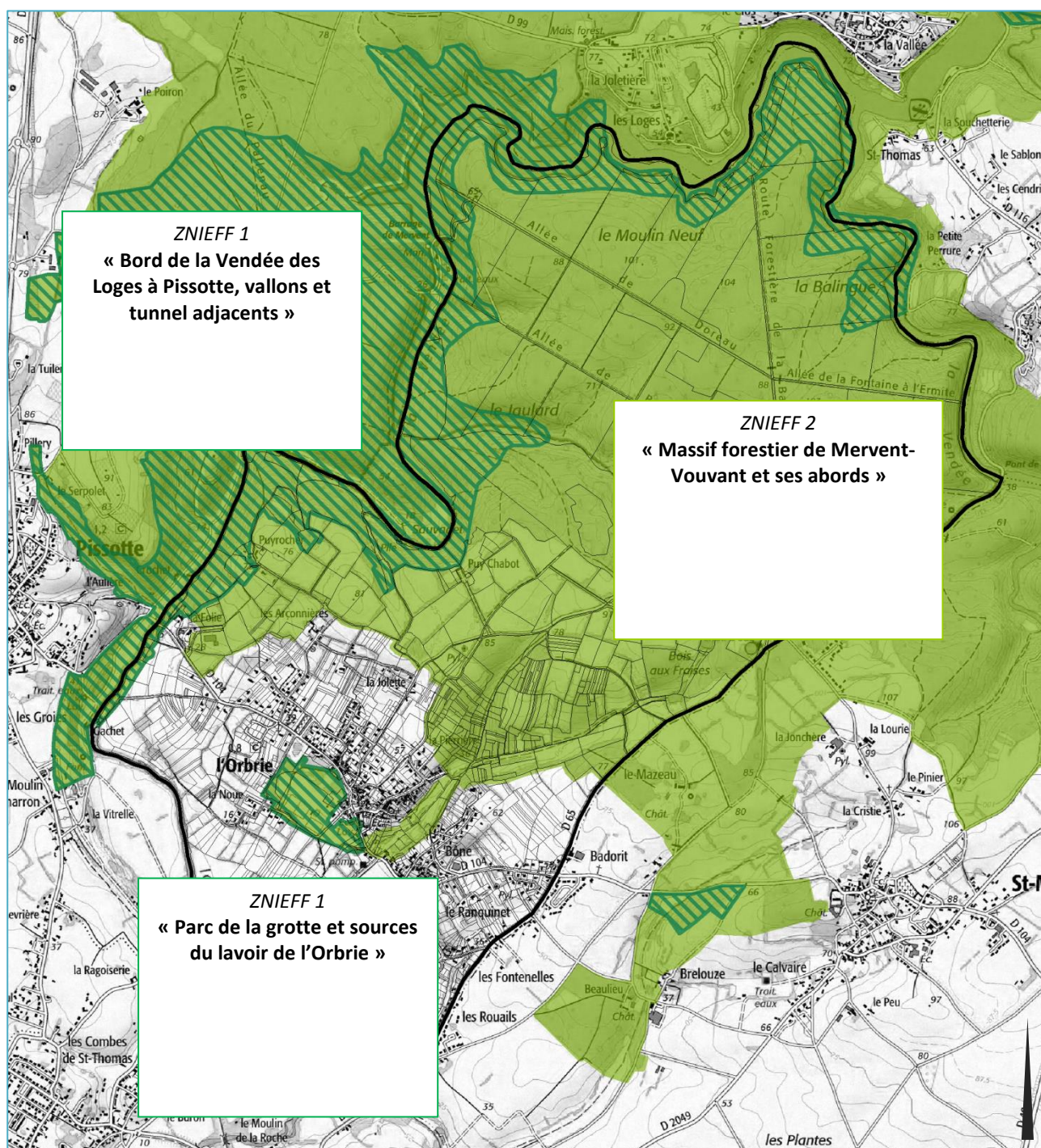
Source : DDTM de la Vendée

Les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité

Le territoire de L'Orbrie présente une richesse naturelle d'une importance particulière, répertoriée par trois Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) :

- › ZNIEFF de type 1 « Bord de la Vendée des Loges à Pissotte, vallons et tunnel adjacents »
- › ZNIEFF de type 1 « Parc de la grotte et sources du lavoir de L'Orbrie ».
- › ZNIEFF de type 2 « Massif forestier de Mervent-Vouvant et ses abords ».

Espaces reconnus comme importants pour la préservation de la biodiversité



Source : SIG PARCOURS, données INPN, IGN SCAN 25, cadastre DGFIP – Échelle : 1/25 000

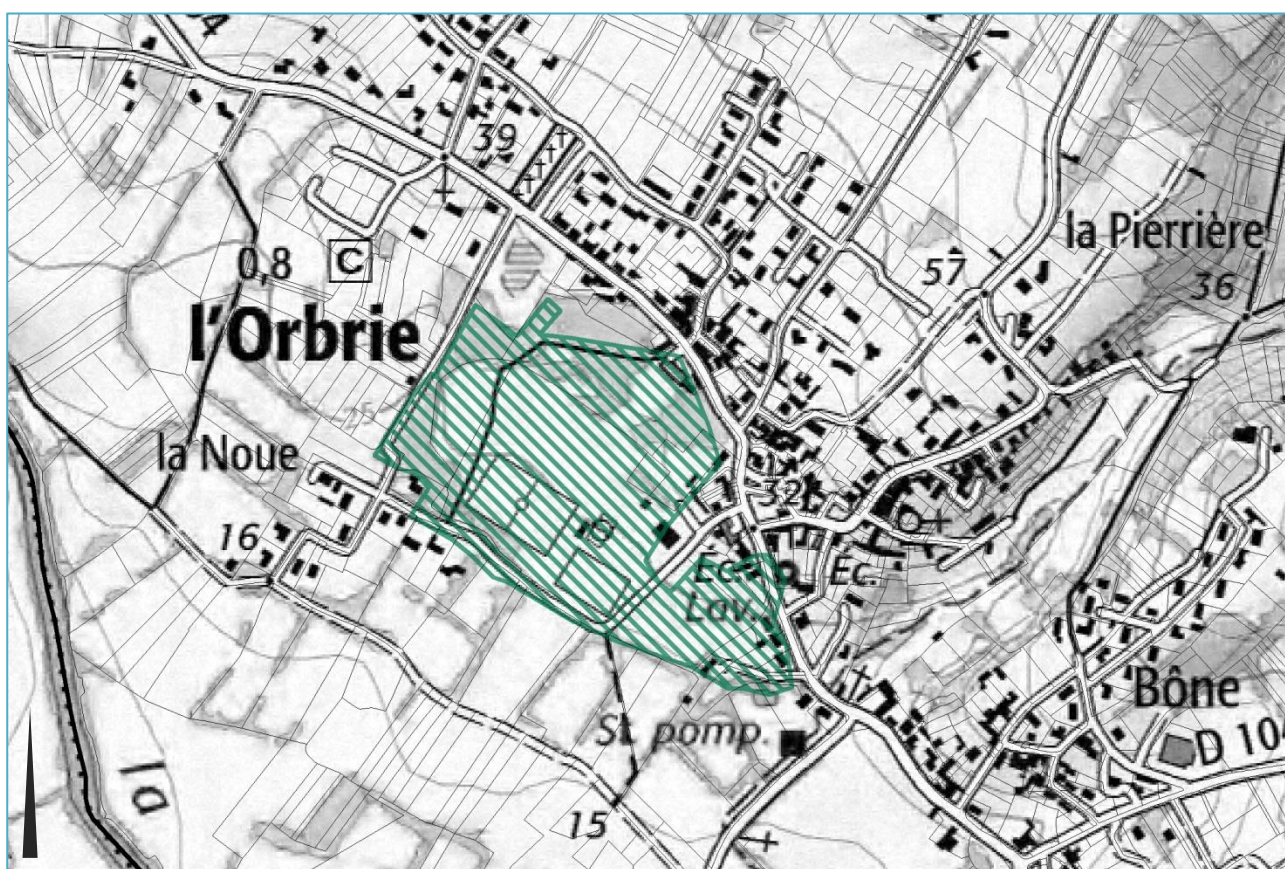
Ces espaces naturels représentent 75 % du territoire communal.

Les ZNIEFF de type 1, généralement de superficie restreinte, sont délimitées en raison de la présence d'espèces animales ou végétales rares ou caractéristiques. Elles ne possèdent pas de caractère réglementaire mais jouent un rôle majeur de réservoirs de biodiversité au sein de la trame verte et bleue. Leurs écosystèmes doivent donc être préservés.

Les ZNIEFF de type 2, de superficie plus vaste, sont délimitées en raison de la présence d'habitats servant d'écosystèmes aux espèces mentionnées ci-dessus. Elles ne possèdent pas non plus de caractère réglementaire mais jouent elles aussi un rôle majeur de réservoirs de biodiversité au sein de la trame verte et bleue.

- **La ZNIEFF de type 1 « Parc de la Grotte et sources du lavoir de L'Orbrie »**

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une superficie de 11,2 hectares en partie Sud du territoire communal et en bordure Sud du Bourg. Il couvre l'ensemble du parc de la Mairie et s'étend, vers l'Est, jusqu'au lavoir.



Source : SIG PARCOURS, données INPN, IGN SCAN 25, cadastre DGFIP – Échelle : 1/7 500

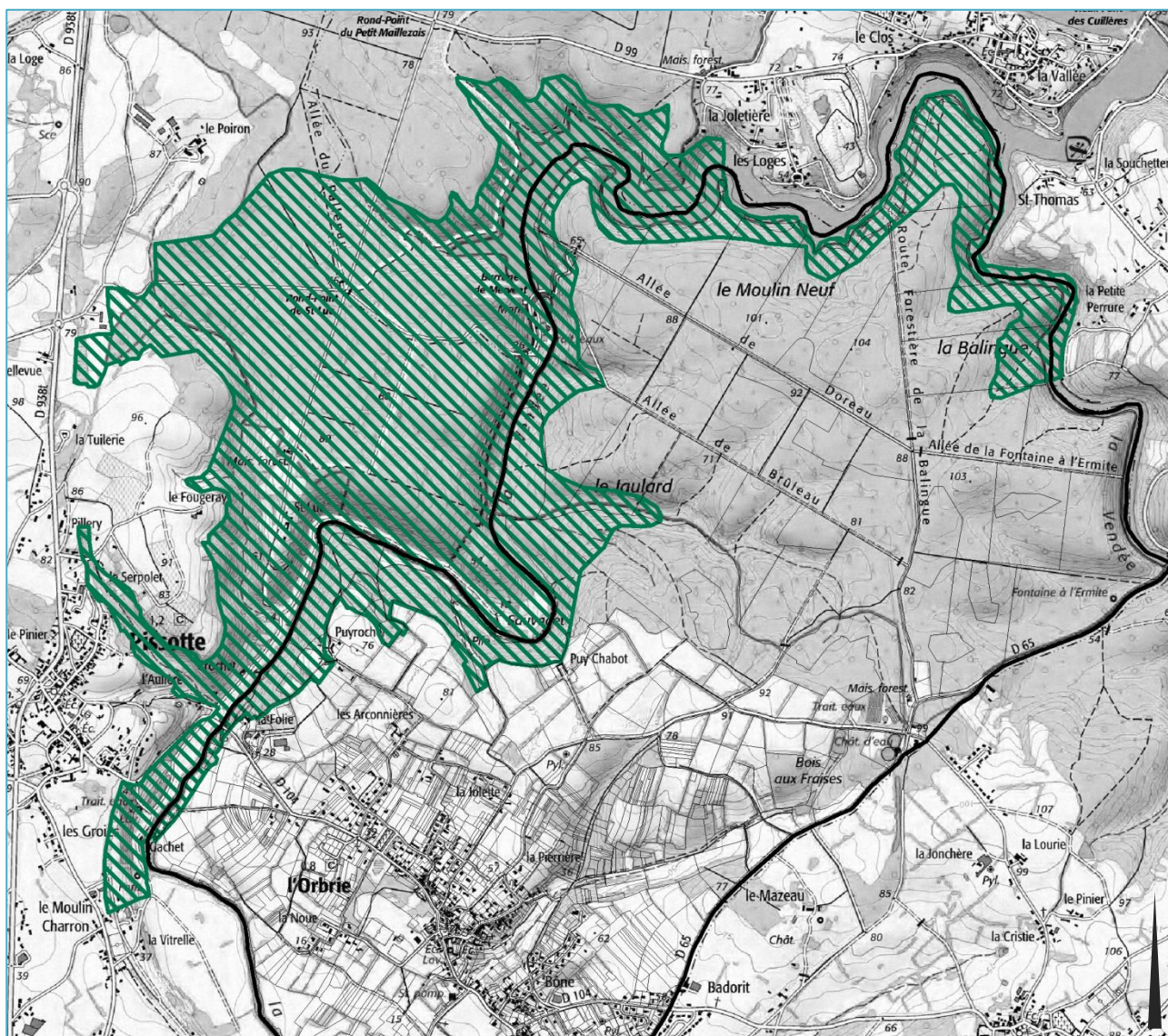
Il s'agit d'un parc public et de ses abords, dont l'histoire est évoquée ci-avant en partie « Patrimoine bâti ».

Cet ensemble de 3 sources au cœur du Bourg a motivé les investigations sur cet espace. Ces sources se situent près d'un lavoir et la dernière donne naissance à un ruisseau qui s'écoule dans un parc de maison bourgeoise. Le « bassin versant » d'une des sources est constitué par le parc qui est d'autre part propriété du département, tandis que le lavoir appartient à la commune.

Ces sources hébergent un mollusque très rare, en limite Nord de son aire de répartition : *Neohoratia globulina*. La zone mériterait d'être mieux prospectée (botanique et entomologie).

- **La ZNIEFF de type 1 « Bord de la Vendée des Loges à Pissotte, vallons et tunnel adjacents »**

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une superficie de 136,2 hectares en parties Nord et Ouest du territoire communal et en bordure de la Vendée.



Source : SIG PARCOURS, données INPN, IGN SCAN 25, cadastre DGFIP – Échelle : 1/25 000

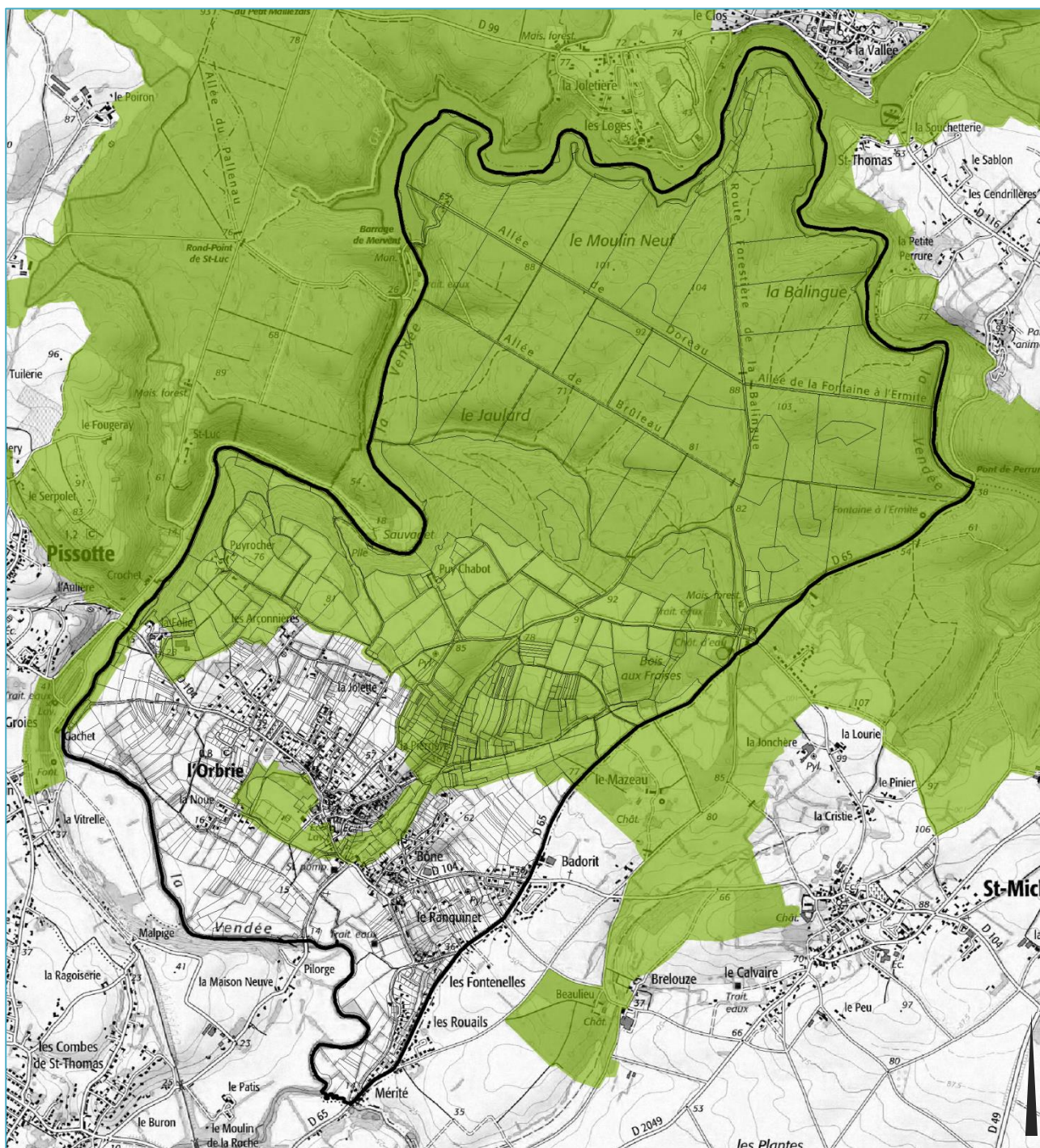
Le site est composé de zones rocheuses ouvertes ou boisées, d'un massif forestier, de vallées boisées, d'un tunnel (à Pissotte) et du lac du barrage de Mervent.

Les affleurements rocheux sont très riches et abritent la seule station de Glaïeuls d'Illyrie (*Gladiolus illyricus*) de la région. Le tunnel de Pissotte contient le plus grand rassemblement régional de Barbastelles d'Europe (*Barbastella barbastellus*). Ce site d'hivernage des chiroptères est d'importance nationale et est protégé par ailleurs au titre de la réglementation européenne Natura 2000.

Les vallées boisées sont très représentatives de la richesse floristique et mycologique du massif de Mervent. Enfin, la vallée bordant la Vendée, au pied de Pissotte, est un petit coteau calcaire, bien exposé, qui laisse échapper quelques sources d'intérêt national pour les mollusques.

- La ZNIEFF de type 2 « Massif forestier de Mervent-Vouvant et ses abords »

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une superficie de 724,2 hectares sur les deux-tiers Nord du territoire communal, ainsi qu'en bordure de la Vendée et en prolongement le long du Ruisseau du « Riel » jusqu'au lavoir et au parc de la Mairie.

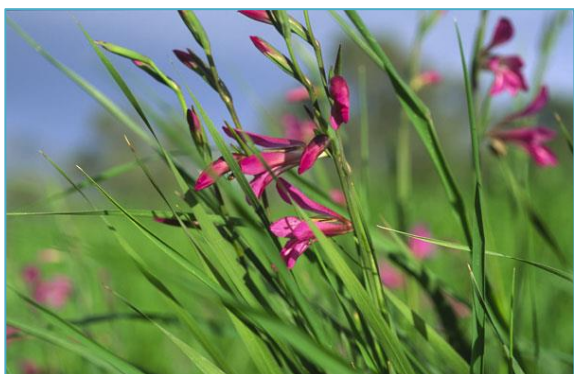


Source : SIG PARCOURS, données INPN, IGN SCAN 25, cadastre DGFIP – Échelle : 1/25 000

Le site est constitué par un massif forestier vallonné, parcouru de rivières (*la Mère* et *la Vendée*) et de ruisseaux. Sur les deux rivières, trois barrages ont été construits, couvrant ainsi 10% du périmètre.

Le boisement mixte a souffert d'un enrésinement, encore présent, notamment dans le domaine privé. Les coteaux parfois accidentés sont d'une richesse remarquable (*Gladiolus illyricus*). Les fonds de vallée boisées et humides abritent une flore riche, notamment prévernale (Isopyre faux-pigamon, *Isopyrum thalictroides*), c'est-à-dire relative au début du Printemps.

La grande surface de boisements permet à de nombreux mammifères, chiroptères et oiseaux de se maintenir, voire d'être présents uniquement sur ce site dans le département. La diversité de faciès de végétation et de terrain et la position transitoire entre plaine et bocage (entre calcaire et Massif Armoricain) donnent à la zone un intérêt encore plus grand.



Glaïeul d'Illyrie (Gladiolus illyricus)



Isopyre faux-pigamon (Isopyrum thalictroides)

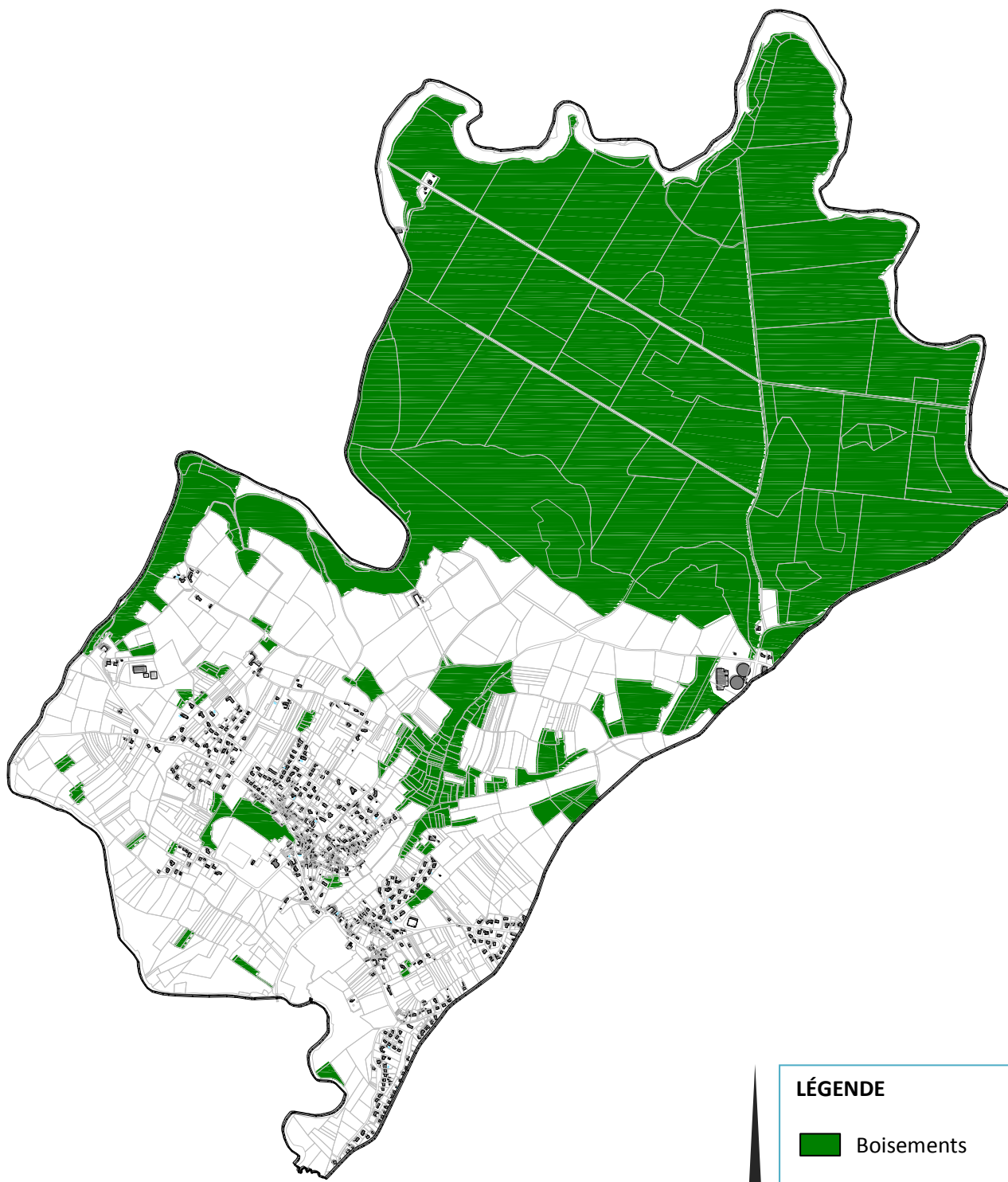


Barbastelle d'Europe (Barbastella Barbastellus)

Les boisements

Les forêts contribuent à assurer des fonctions de production (bois d'œuvre, bois d'énergie), de protection (espèces, qualité des eaux) et sociales (accueil du public, tourisme, sports de randonnée...). Les forêts les plus anciennes ou implantées dans des conditions écologiques particulières (pentes, bords des cours d'eau...) abritent en général la biodiversité la plus forte. La commune est située dans les Sylvoécorégions « *Bocage vendéen* » pour le Nord de la commune et le Massif forestier de Mervent, et « *Groies* » au Sud du Bourg.

Boisements recensés sur la commune



Source : Photographies aériennes et inventaires de terrain - Échelle : 1/25 000

À L'Orbrie, un inventaire préliminaire révèle l'existence de **42 unités boisées**, qui couvrent une superficie totale de **517 hectares**. Rapporté à la superficie de la commune, le taux de boisement est ainsi de 53,6 %, alors qu'il n'est que de 7% à l'échelle de la sylvoécocorégion « Bocage vendéen » et de 10% à l'échelle de la SER « Groies ». Il est à noter que les peupleraies et vergers, considérées comme des cultures, ne sont pas comprises dans ce calcul.

Ce premier recensement des boisements devra être précisé et complété dans le cadre de l'élaboration participative de la trame verte et bleue.

Les formations naturelles et/ou végétales linéaires, discontinues ou paysagères reliant les réservoirs

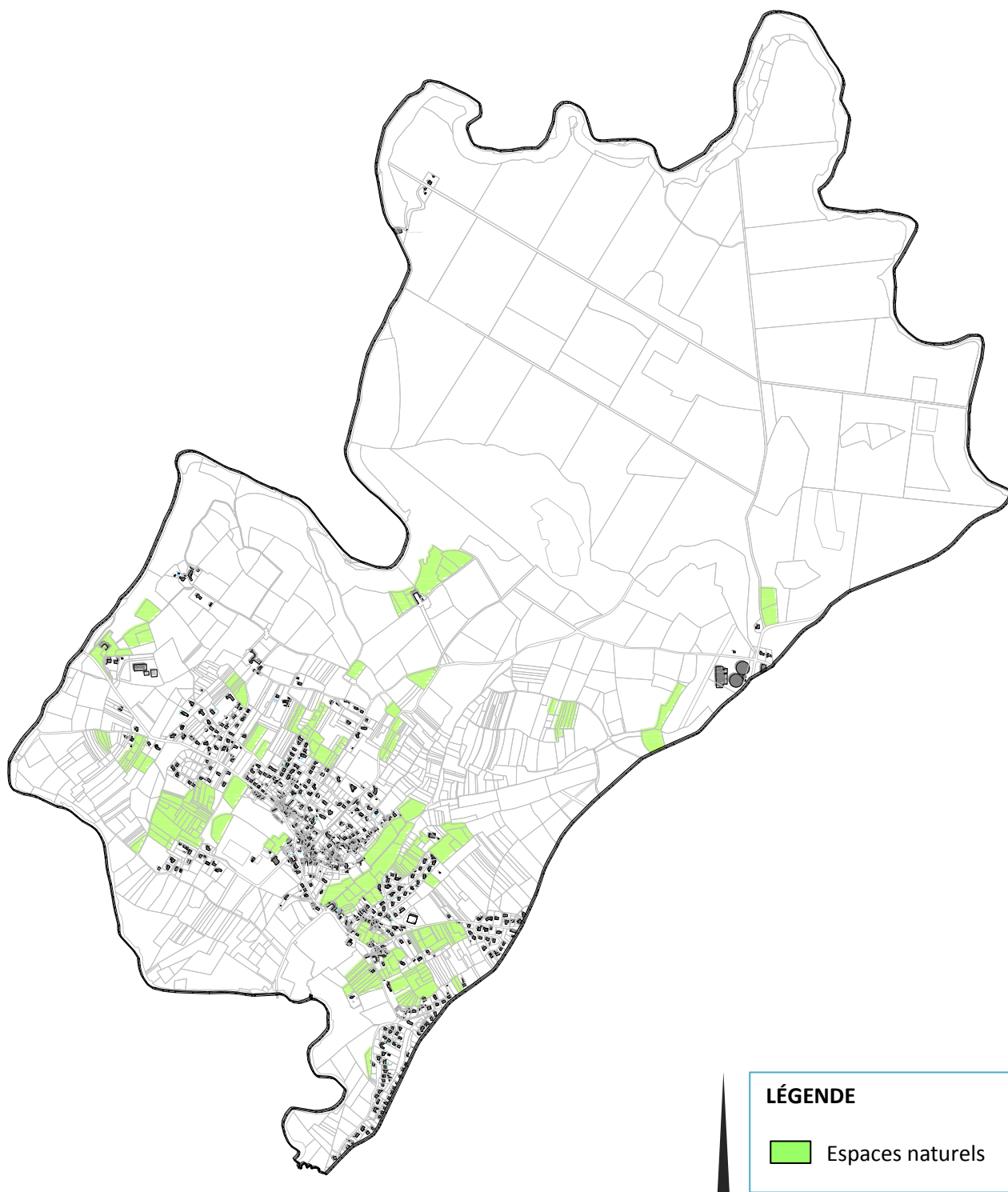
- **Les espaces naturels**

La présence de milieux naturels riches et diversifiés permet d'offrir des conditions favorables à l'accueil de nombreuses espèces pour l'accomplissement de leur cycle vital (reproduction, alimentation, déplacement, refuge). À L'Orbrie, les espaces naturels sont représentés, outre les espaces boisés traités précédemment, par toutes les terres non urbanisées et non mises en valeur par l'agriculture.

En 2012, la commune comporte **42,3 hectares** d'espaces naturels, soit **4,4 % de son territoire**. Ils sont répartis majoritairement en partie Sud du territoire communal, avec une présence assez forte autour du Bourg. On notera en particulier la concentration d'espaces naturels aux abords du Ruisseau du « Riel », entre le Bourg et « Bône », ainsi qu'au Nord de « La Noue » ou autour de « Sauvaget ».

Les espaces naturels participent de la trame verte en améliorant la perméabilité des corridors écologiques pour la circulation des espèces animales et végétales.

Espaces naturels présents sur la commune

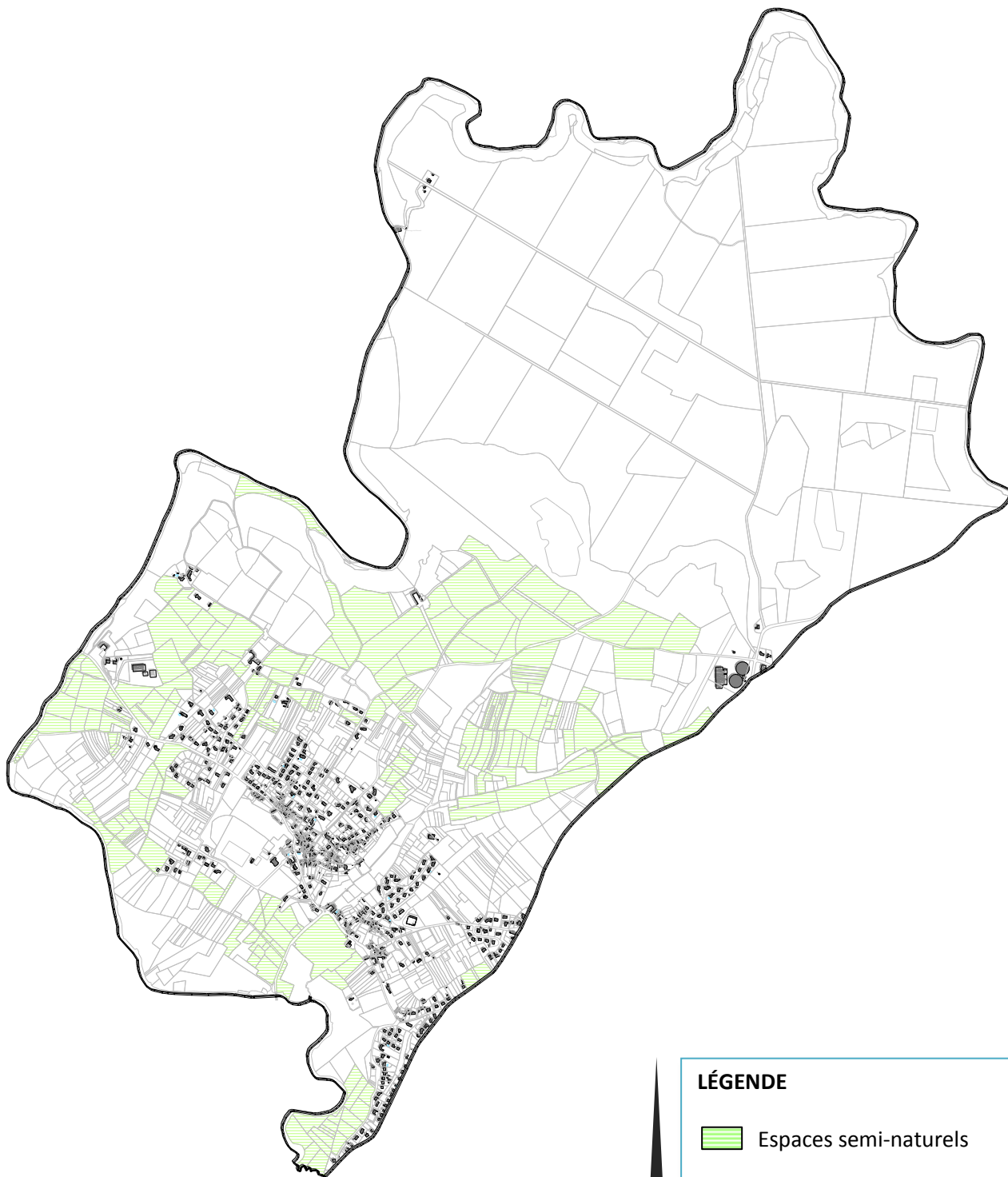


Source : Référentiel parcellaire graphique et cadastre DGFIP - Échelle : 1/25 000

- **Les espaces semi-naturels**

Comme pour les espaces naturels, la présence de milieux semi-naturels riches et diversifiés participe des conditions favorables à l'accueil de nombreuses espèces. À L'Orbrie, les espaces semi-naturels sont représentés par les prairies permanentes ainsi que les espaces en jachère ou en gel.

Espaces semi-naturels présents sur la commune



Source : Référentiel parcellaire graphique (codes 11, 13, 17, 18 et 19), cadastre DGFIP - Échelle : 1/25 000

En 2012, la commune comporte **140,8 hectares** d'espaces semi-naturels, soit **14,6 % de son territoire**. Ils sont assez régulièrement répartis sur le Sud du territoire communal, avec toutefois une présence notable en lisières des espaces forestiers de Mervent.

Les espaces semi-naturels participent de la trame verte en améliorant la perméabilité des corridors écologiques pour la circulation des espèces animales et végétales.

- **Les haies bocagères**

À la fois habitats et corridors biologiques, les haies bocagères (cartographiées en page suivante) jouent de nombreux rôles dans le fonctionnement écologique, l'aménagement et le développement des territoires. Elles participent de la création de paysages divers et variés, contribuent à une meilleure qualité des eaux, permettent son infiltration et protègent ainsi contre l'érosion des sols. Elles constituent des zones de refuge pour la biodiversité, sont sources de production (bois de chauffage, fruits...), ont un rôle de régulation climatique et de nombreux intérêts agronomiques (brise-vent, protection du bétail...)

Les espaces de L'Orbrie comportent un nombre modéré de haies bocagères. Un recensement, réalisé à partir de photographies aériennes et de relevés de terrain complémentaires, identifie **38 kilomètres de haies bocagères** sur le territoire. Ces haies sont essentiellement présentes sur la partie Sud du territoire, en lisières des espaces boisés, autour du Bourg, ainsi que le long des cours d'eau. Dans ce dernier cas, on parle alors de ripisylves.

Ce recensement ne prend pas en compte les haies basses (buissonnantes) ainsi que les haies ornementales situées autour des lieux d'habitation.

- **Les arbres isolés et les arbres remarquables**

Les arbres isolés jouent un rôle de relais biologique et notamment de soutien à l'avifaune pour laquelle les arbres constituent des lieux d'observation, de nourrissage, voire de reproduction. Ils participent également de la qualité des paysages, dont ils sont un élément de composition notable.

15 arbres remarquables ont été recensés en vue de leur protection dans le cadre de l'élaboration participative de la trame verte et bleue.

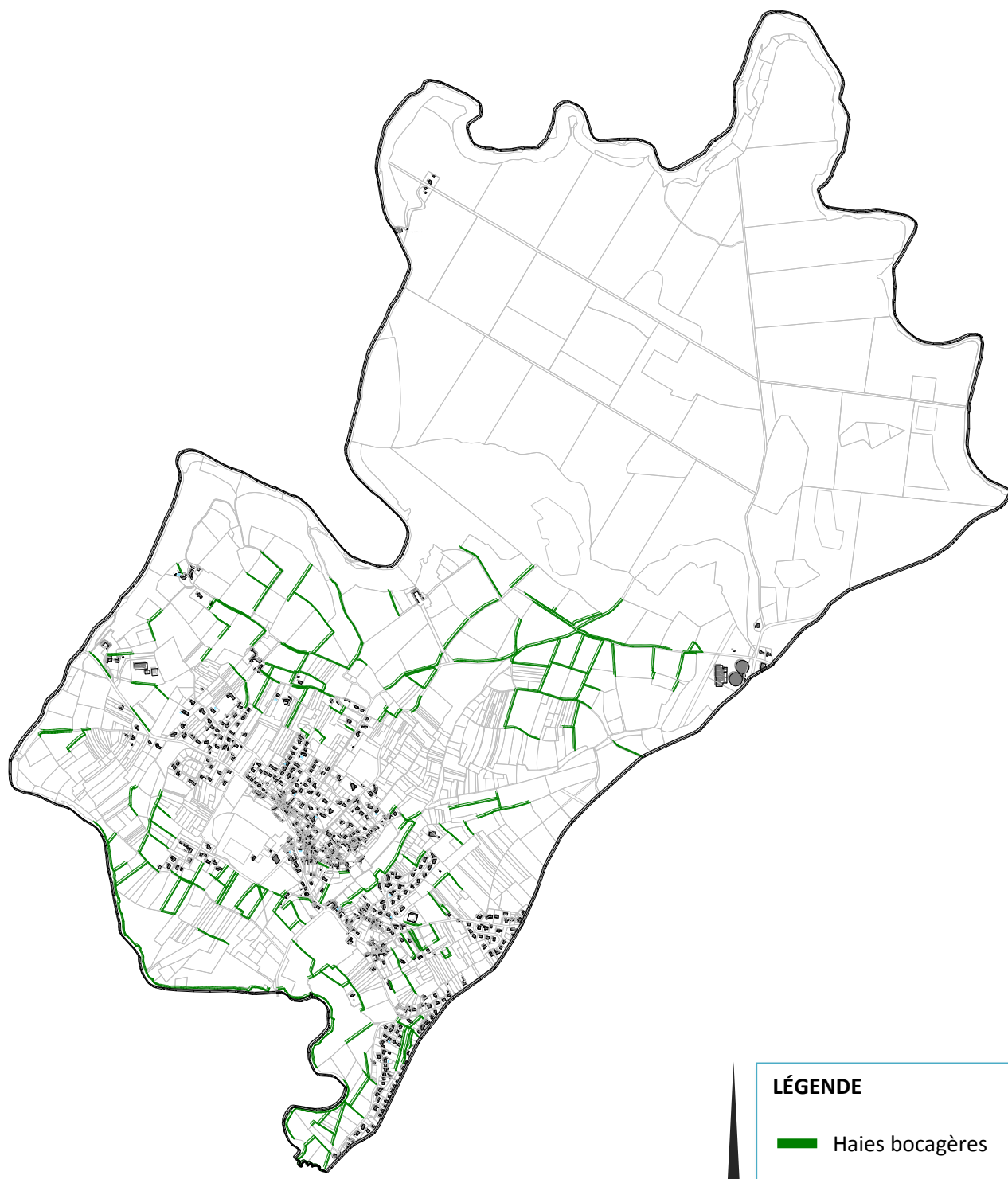
- **Les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau**

Mises en place dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, ces couvertures végétales sont destinées à protéger la ressource en eau contre les pollutions et à favoriser le développement d'écosystèmes naturels. Elles sont définies par l'article L.211-14 du Code de l'Environnement :

« Le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de dix hectares, l'exploitant ou, à défaut, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine est tenu de mettre en place et de maintenir une couverture végétale permanente composée d'espèces adaptées à l'écosystème naturel environnant sur le sol d'une largeur d'au moins cinq mètres à partir de la rive, hors les espaces déjà imperméabilisés ou occupés par des bâtiments, cours, terrains clos de murs, sans préjudice des règles d'urbanisme applicables auxdits espaces. »

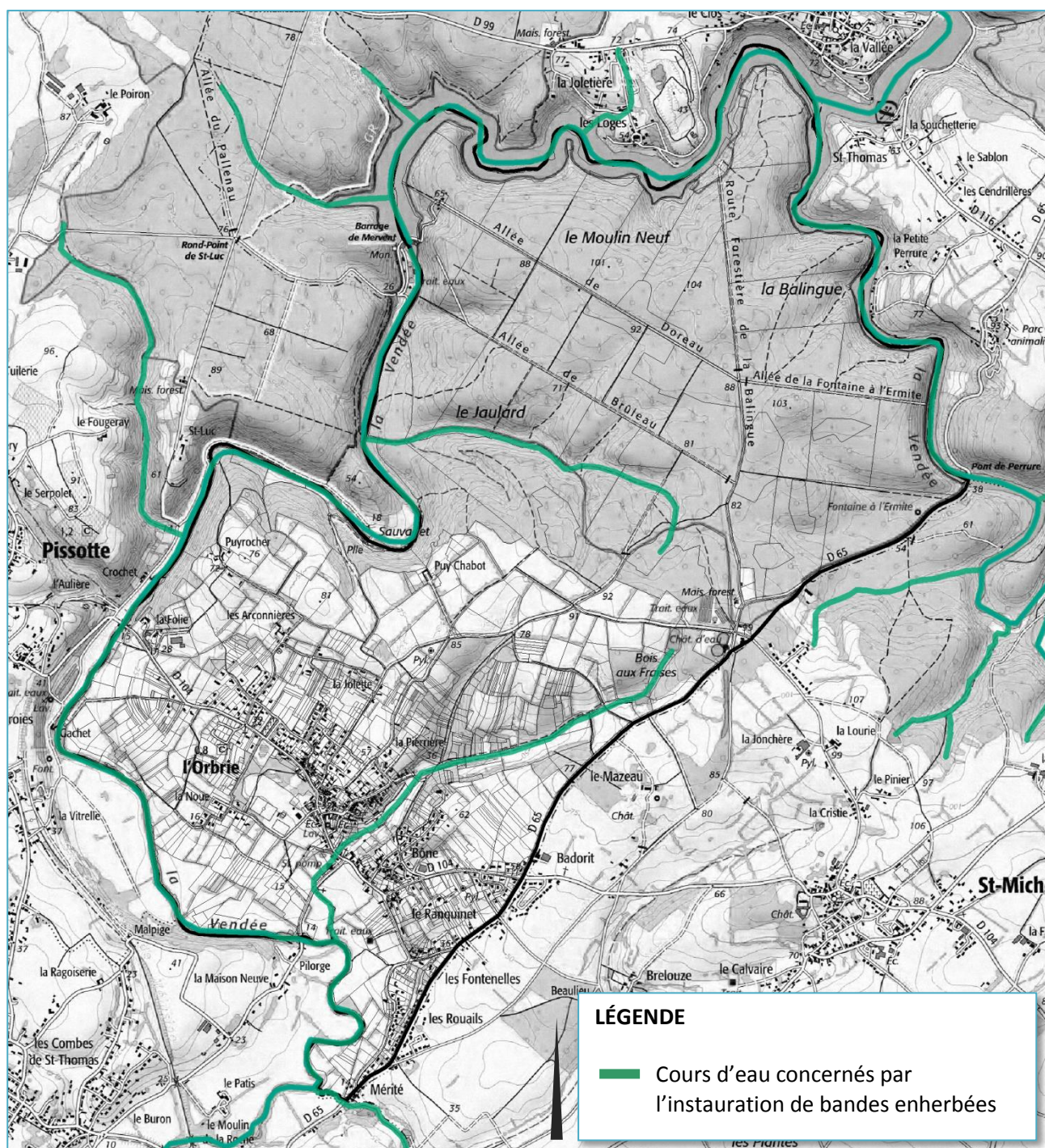
Sur la commune, comme cartographié ci-après, la Vendée et les ruisseaux du « Riel » et de « Jaulard » sont intégrés à la liste des cours d'eau sur les bords desquels la mise en place de couvertures végétales permanentes est obligatoire.

Haies bocagères recensées sur la commune



Source : Photographies aériennes et inventaires de terrain - Échelle : 1/25 000

Bandes enherbées prescrites au bord des cours d'eau de la commune

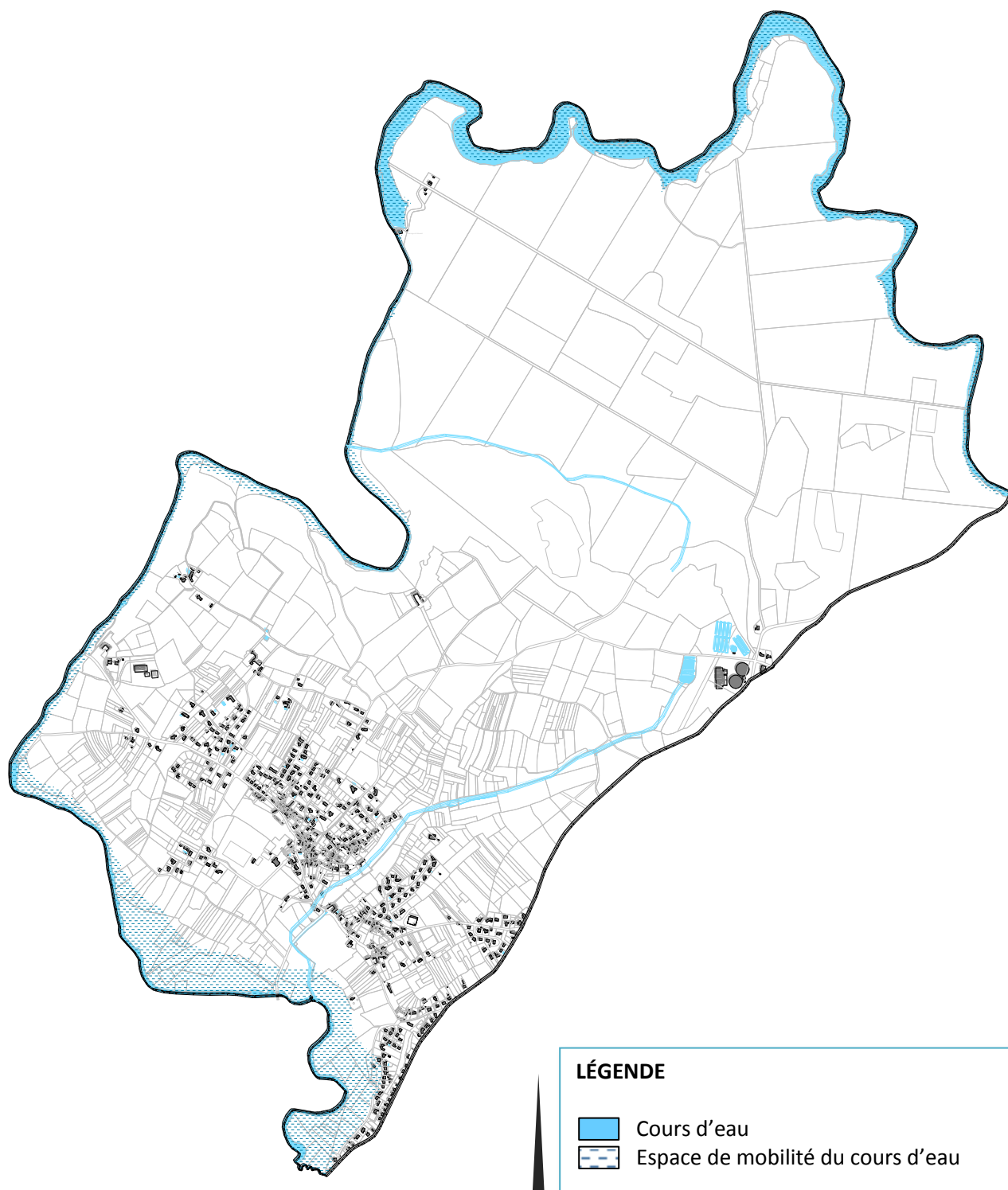


Source : SIG PARCOURS, données DDTM 85, IGN SCAN 25, cadastre DGFIP – Échelle : 1/25 000

Les cours d'eau

Les cours d'eau, du ruisseau jusqu'au fleuve, forment, avec la diversité des espaces à dominante humide adjacentes qui en dépendent, un réseau écologique et paysager particulier qui constitue l'élément structurant de la trame bleue. La diversité biologique des cours d'eau dépend directement de la quantité et de qualité physico-chimique de la ressource en eau tout au long de l'année et de l'état des habitats aquatiques : pour de nombreuses espèces aquatiques, notamment les grands poissons migrateurs, les possibilités de déplacements sont des conditions indispensables à leur survie.

Les cours d'eau et leur « espace de mobilité »



Source : Cadastre DGFIP, données PRIM Cartorisque - Échelle : 1/25 000

L'Orbrie comporte **trois cours d'eau** sur son territoire : la Vendée, sur une longueur de 13 700 mètres en limites Nord, Ouest et Sud, le ruisseau du « Riel », sur une longueur de 2 400 mètres et le ruisseau de « Jaulard », sur une longueur de 1 800 mètres.

- **« Espace de mobilité » des cours d'eau**

Comme défini par le CEMAGREF, chaque cours d'eau dispose d'un « espace de mobilité », c'est-à-dire d'un lit majeur dans lequel le lit mineur s'ajuste au gré des fluctuations du débit. Ces espaces de mobilité sont une composante de la trame bleue dans le sens où ils influent sur la mobilisation des sédiments et/ou sur le fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

Sur la commune de L'Orbrie, et en l'absence de modélisation de crue sur les deux ruisseaux secondaires de la commune, l'espace de mobilité retenu est le champ d'inondabilité de la Vendée identifié dans le PPRI.

- **La protection des cours d'eau comme continuité écologique**

La Loi sur l'Eau du 31 Décembre 2006 a introduit deux types de classement pour les cours d'eau, en vertu de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement : un classement en « liste 1 » en vue de préserver les cours d'eau ciblés de toute nouvelle atteinte à la continuité écologique, et un classement en « liste 2 » en vue de rétablir la continuité sur les ouvrages existants sur les cours d'eau identifiés.

La Vendée, dans toute sa traversée de L'Orbrie, est classé en liste 1. La préservation du cours d'eau, au sein de la trame bleue, en tant que continuité écologique, est donc un enjeu majeur.

Les mares

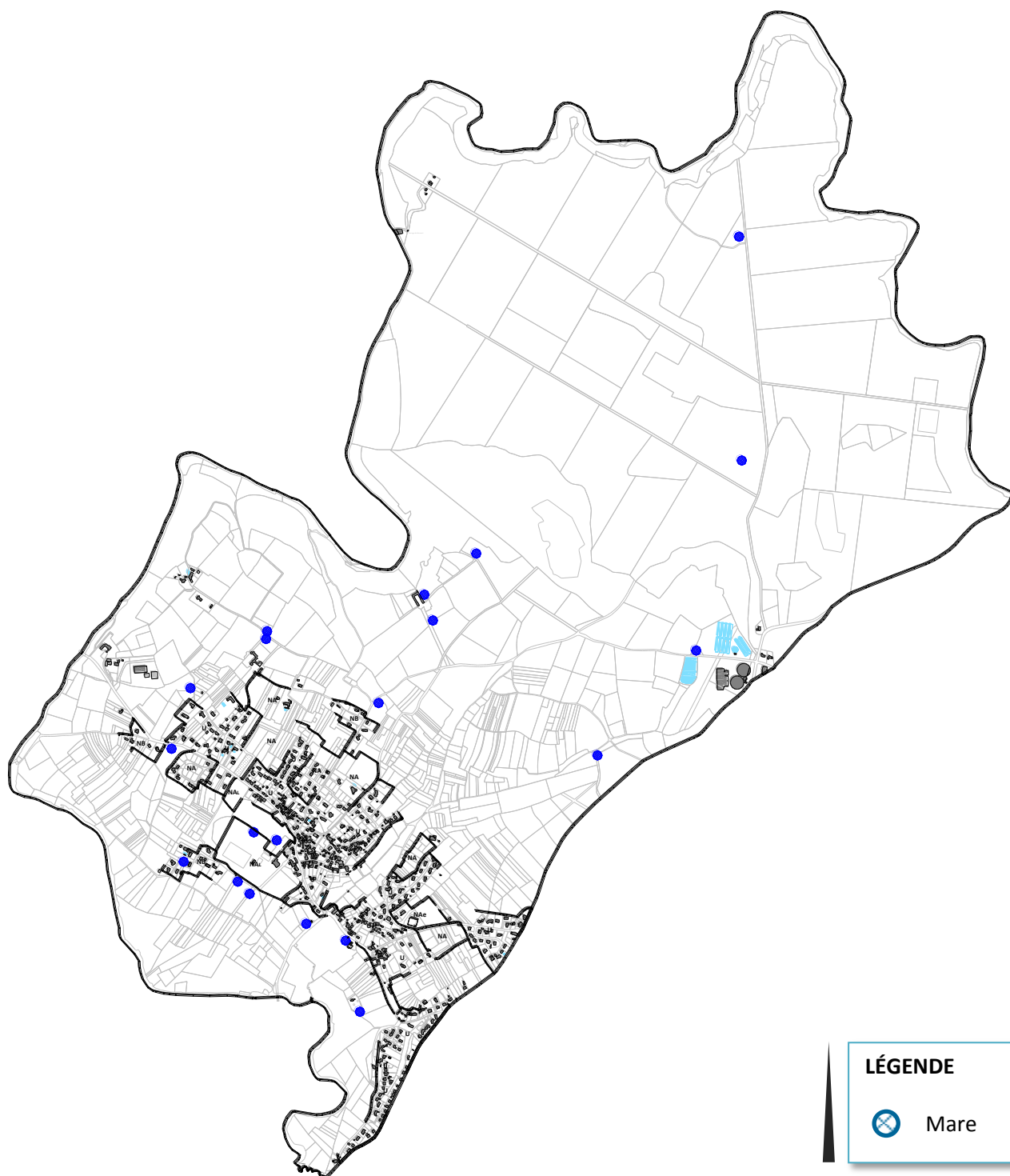
Les mares sont des étendues d'eau de faible surface, pérennes ou non, de profondeur limitée. L'alimentation en eau provient du ruissellement ou de la remontée du plafond de la nappe phréatique, avec parfois un ruisseau temporaire, ou un apport par débordement périodique d'un cours d'eau. La plupart des mares ont été créées par l'homme, notamment pour répondre aux besoins en eau des habitants (mares communautaires), du cheptel ou suite à des activités extractives (argile, marne, pierres meulières). Très riches au niveau botanique, elles jouent un rôle majeur pour les batraciens (tritons, grenouilles), les reptiles (couleuvres) et les odonates (libellules).

La disparition des petites mares par comblement est rapide dans les zones d'abandon de l'élevage. Elles constituent pourtant des espaces symboliques du patrimoine rural et sont essentielles pour le maintien de la biodiversité.

Le territoire de L'Orbrie comporte un nombre important de points d'eau. Un inventaire réalisé à partir du cadastre et complété par des reconnaissances de terrain, dans le cadre de l'élaboration participative de la trame verte et bleue, fait état de la **présence de 22 mares**.

Cette première reconnaissance ne prend pas en compte les étendues d'eau artificialisées (bâchées...) ou servant à l'irrigation agricole.

Mares recensées sur la commune

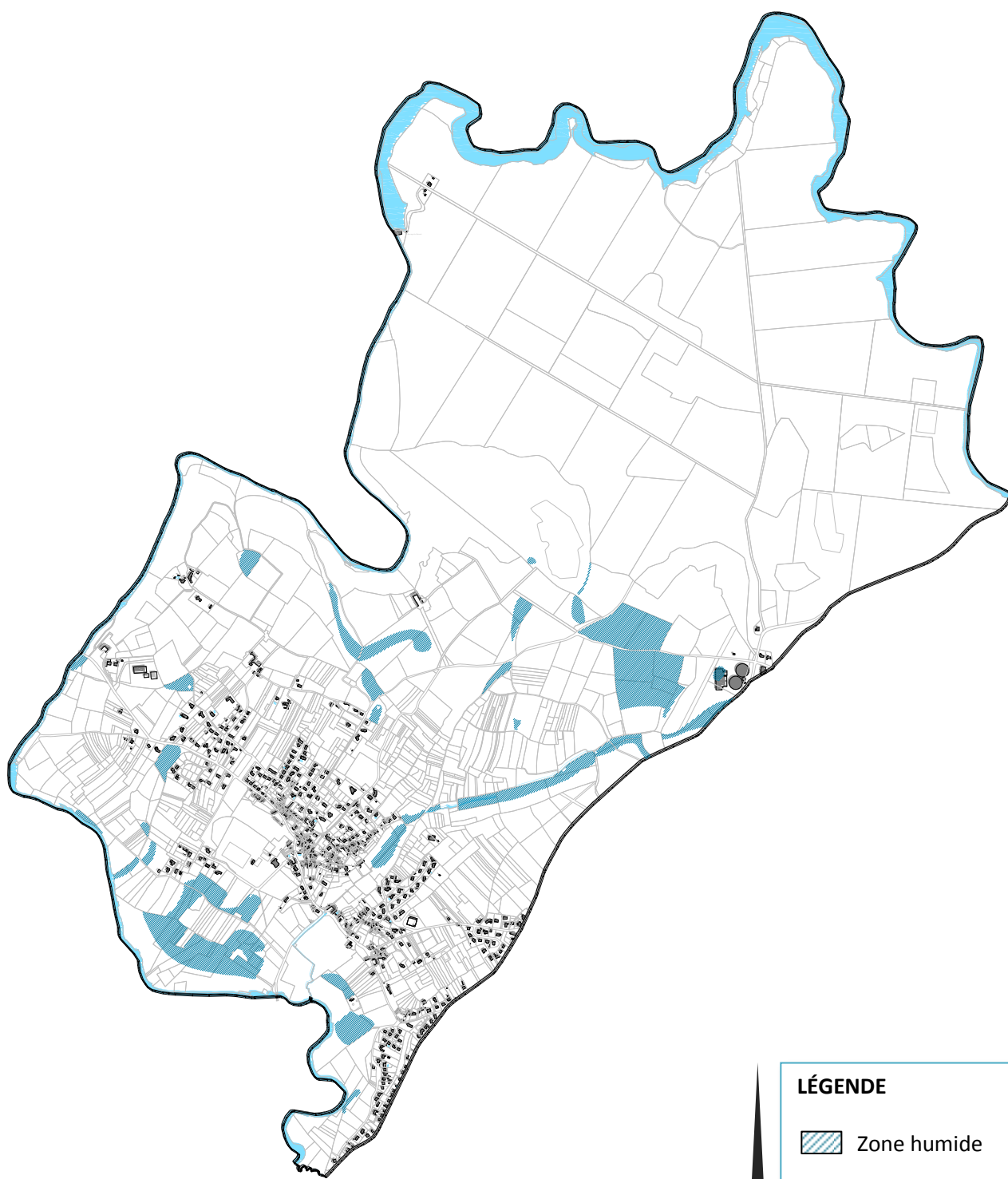


Source : Cadastre DGFIP, photos aériennes et relevés de terrain - Échelle : 1/25 000

Les zones humides

D'après la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992, les zones humides sont « *les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». Les zones humides remplissent de nombreuses fonctions utiles aux équilibres naturels et aux activités humaines : écrêtement des crues et soutien d'étiage, épuration naturelle, réservoirs de biodiversité, support de loisirs et de tourisme...

Zones humides inventoriées sur le territoire communal



Source : SIG PARCOURS, données ATLAM et IIBSN, cadastre DGFIP – Échelle : 1/25 000

Comme évoqué ci-avant, un inventaire a été effectué sur le territoire de L'Orbrie en Décembre 2011 pour le compte de l'Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN). Cet inventaire résulte d'une analyse de diverses données (topographie, géologie, pédologie...) et de photo-interprétations.

L'inventaire a permis d'identifier **48 hectares** de zones humides, soit **5 % du territoire communal**. Ces secteurs sont essentiellement localisés en lisières des espaces boisés de la commune, ainsi que le long du ruisseau du « Riel » et, dans le Sud de la commune, entre le Bourg et la Vendée.

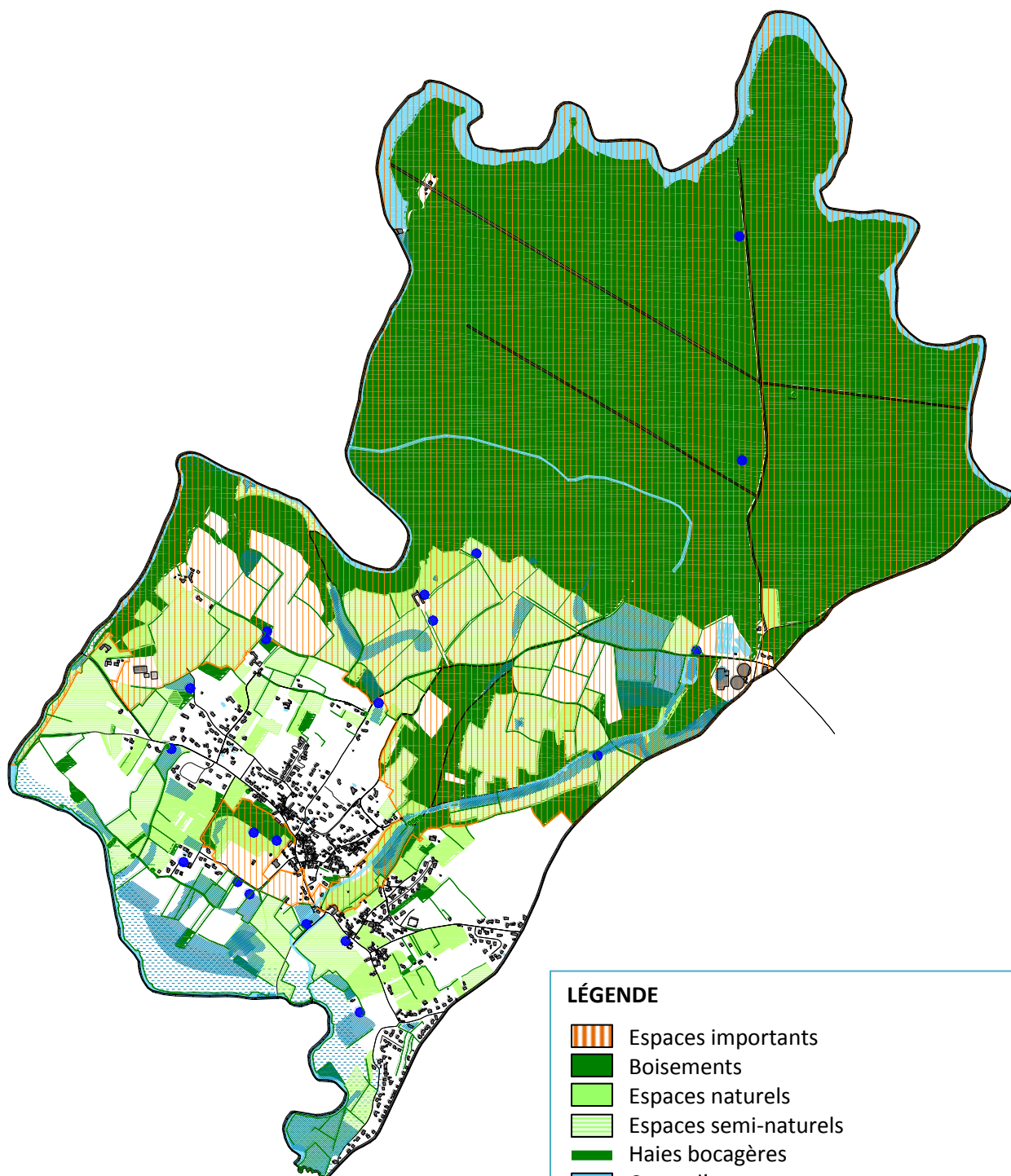
Synthèse de la trame verte et bleue

Les éléments constitutifs de la trame verte et bleue sont cartographiés ci-après. Leur superposition permet d'appréhender la richesse biologique potentiellement présente sur le territoire communal.

La trame verte et bleue à L'Orbrie apparaît comme dense. Le premier recensement de ses éléments vient confirmer les données du Schéma Régional de Cohérence Écologique, faisant état d'un territoire doté d'une biodiversité riche et diversifiée. À faible distance les uns des autres se côtoient des milieux naturels ou semi-naturels au fonctionnement écologique souvent très dissemblable, et comportant pour une partie d'entre eux des espèces patrimoniales ou déterminantes au plan européen.










La mosaïque de milieux illustre la grande richesse naturelle de ce territoire, mais également sa complexité et sa fragilité. Afin de bien prendre en compte ce patrimoine naturel remarquable et de le protéger, il est essentiel de poursuivre l'élargissement de la connaissance.

Éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale à L'Orbrie



Échelle : 1/25 000

LÉGENDE

-  Espaces importants
-  Boisements
-  Espaces naturels
-  Espaces semi-naturels
-  Haies bocagères
-  Cours d'eau
-  Espace de mobilité des cours d'eau
-  Mares
-  Zones humides